

Les Algériens en otage

Qui s'émeut encore de ce qui se passe en Algérie, où une nouvelle guerre a commencé, qui emprunte à la précédente beaucoup de ses traits, beaucoup de ses drames ? Une guerre qui tient la population otage des deux camps - pour ne pas dire des deux clans - qui se disputent, avec acharnement, le pouvoir.

D'un côté, les « fous d'Allah » qui sont prêts à tout pour imposer un État théocratique dont leurs compatriotes, si bons musulmans soient-ils, auraient tôt fait de découvrir les pièges et les artifices. De l'autre, une classe politique vieillotte et timorée qui gère les affaires de l'État à la petite semaine, sous l'œil tutélaire de l'armée, comme hésitante sur la marche à suivre.

Ce désolant constat, Alain Juppé vient de le faire, mercredi 11 août, en déclarant, sans circonlocutions, que « le statu quo actuel n'est pas tenable ». D'autres avant lui, de l'autre côté de la Méditerranée, comme Omar Belhouche, directeur du quotidien indépendant « El Watan », avaient dénoncé « l'incapacité du pouvoir à entreprendre quoi que ce soit pour freiner cette plongée dans la déraison ».

Pour l'heure, le « dialogue national » qu'avait initié le Haut Comité d'État marque le pas. L'idée de réunir une conférence nationale et de soumettre à référendum une sorte de consensus sur la gestion de la période de transition n'est plus guère évoquée. Tout le monde se demande qui succèdera aux cinq membres de la présidence collégiale dont le mandat s'achève le 31 décembre prochain. Quant aux nouveaux chefs de l'armée auxquels la vieille garde a commencé de passer le témoin, ils n'ont, à ce jour, affiché d'autre programme que de « casser du barbu ».

La consultation politique avec toutes les forces démocratiques que M. Juppé appelle de ses vœux se heurte au souci de l'équipe au pouvoir de ne pas faire entrer le loup intégriste dans la bergerie démocrate, de ne favoriser en rien un quelconque dialogue avec ceux qui, dans la mouvance islamique, ont choisi d'emprunter les voies de la violence. Au point où en sont arrivées les choses, on voit mal comment les autorités algériennes pourront, longtemps encore, faire semblant d'ignorer le Front islamique du salut (FIS), qui jouit d'une audience certaine et a montré qu'il pouvait avoir voix au chapitre, même s'il est nécessaire de poser des garde-fous pour brider ses appétits.

COMMENT espérer juguler le péril islamique alors que la population - et singulièrement les jeunes - n'a devant elle qu'un horizon bouché, que la réforme économique est entre les mains d'hommes du passé, comme le premier ministre, Belkaid Abdesslam, nourri d'idées qui ont fait leur temps ? L'aide que les pays étrangers, et au premier chef la France, peuvent apporter au développement de l'Algérie n'a donc guère de chances, en l'état actuel, de modifier le cours des choses.

Abandonner l'Algérie à son triste sort ? Certes pas. La France a fini par comprendre qu'il était de son intérêt de combattre l'extrémisme musulman sur son propre sol. Cette « attitude très claire » - si du moins elle continue d'être suivie d'effets - l'autorise à oser casse-cou à ceux qui, de l'autre côté de la Méditerranée, pris dans la tourmente, ne voient plus le bout de la route sur laquelle ils se sont engagés.

M0147 - 0813 0 - 7.00 F



Après de nouvelles mises en garde américaines

Les Serbes desserrent l'étau autour de Sarajevo

L'armée bosniaque, à majorité musulmane, faisait état, jeudi matin 12 août, d'un mouvement de retrait des forces serbes des hauteurs stratégiques dominant Sarajevo. Faute d'une évacuation totale « dans un délai d'un ou deux jours » des monts Igman et Bjelasnica, le président Alija Izetbegovic a menacé de quitter les pourparlers de paix de Genève et, dans un nouvel avertissement lancé par le département d'État, les États-Unis estiment que l'emploi de la force serait alors justifié.

NEW-YORK (Nations unies) et WASHINGTON

de nos correspondants

Les États-Unis, ainsi que l'ONU, paraissent engagés dans une nouvelle partie de bras de fer avec les Serbes, les premiers menaçant, une fois de plus, d'employer la force si les seconds, manipulateurs aguerris, ne se retirent pas de deux hauteurs stratégiques dominant Sarajevo.

Dans les couloirs de l'ONU comme à Washington, aucun observateur ne se risquait, mercredi soir 11 août, à dire s'il fallait prendre au sérieux cette dernière bordée d'avertissements, venue aussi bien du Palais des Nations que du département d'État, tant de nombreux précédents ont établi

les règles du jeu : les Occidentaux - en gros, c'est d'eux qu'il s'agit - ne donnent jamais suite à leurs menaces et les Serbes en font juste assez pour ne pas provoquer plus avant les Occidentaux... Il y a, cependant, cette fois, une différence qui peut conduire à attacher plus d'importance que d'habitude aux avertissements de l'ONU et des États-Unis : ces mises en garde sont formulées à la suite des accords conclus, entre les alliés et l'ONU, à Bruxelles et qui prévoient expressément l'emploi de la force aérienne de l'OTAN si les Serbes ne remplissent pas certaines conditions.

AFSANÉ BASSIR POUR et ALAIN FRACHON

Lire la suite et nos informations page 3

Pour relancer l'activité économique en Europe

L'Allemagne et la France envisagent une baisse concertée de l'impôt sur le revenu

Les concertations à un haut niveau vont se multiplier au cours des semaines à venir entre pays de la Communauté pour tenter de réparer les dégâts causés par la crise monétaire. MM. Balladur et Kohl doivent ainsi se rencontrer à Bonn le 26 août pour préparer le sommet européen de Bruxelles qui aura lieu à la fin d'octobre. Différentes initiatives pourraient

être prises, politiques mais aussi économiques. Les contacts se multiplient, notamment entre la France et l'Allemagne, qui pourraient déboucher sur une nouvelle initiative européenne de relance de la croissance. La consommation des ménages serait encouragée par l'annonce de baisses concertées de l'impôt sur le revenu.

par Alain Vernholes

Si la crise monétaire que nous venons de vivre fut causée par l'incompréhension et le manque de contacts entre la France et l'Allemagne, les choses devraient maintenant nettement s'arranger. Car, au rythme des réunions annoncées, nos responsables politiques ne vont plus guère se quitter jusqu'à la fin de l'année. Edouard Balladur rencontrera Helmut Kohl le 26 août à Bonn. Klaus Kinkel, ministre allemand des affaires étrangères, doit recevoir chez lui Alain Juppé. Une réunion des gouverneurs des banques centrales de la Communauté pourrait se tenir prochainement pour préparer un comité monétaire européen, précédant lui-

même un sommet européen extraordinaire qui aura lieu à Bruxelles fin octobre.

Les chefs d'entreprise et les citoyens des douze pays de la Communauté se posent bien sûr la question de savoir si tant d'agitation n'a d'autre but que de réparer, autant que faire se peut, les dégâts de la récente et grave crise monétaire mais surtout politique que vient de vivre l'Europe. Or si nos responsables ont enfin bien pris la mesure de la gravité de la situation et de l'urgence qu'il y a d'y porter remède autrement que par des déclarations dont on a vu avec quel scepticisme elles étaient maintenant accueillies par les opinions publiques. A ces interrogations légitimes, il semble bien que la

réponse à apporter soit positive. On devrait le vérifier au cours des prochaines semaines, avec l'annonce d'initiatives économiques et politiques, et d'abord l'annonce d'un plan de relance budgétaire, basé sur des baisses concertées d'impôts sur le revenu.

L'ampleur de la récession est clairement devenue le motif essentiel des préoccupations. Une récession qui - hormis la Grande-Bretagne - s'approfondit en Europe, contrairement à la reprise qui se dessine en Amérique du Nord, et frappe durement plusieurs pays de la Communauté, notamment l'Allemagne, la France et l'Espagne.

Lire la suite

et nos informations page 15

Régénérer le syndicalisme

Le gouvernement souhaite moderniser les relations sociales. Les organisations de salariés sauront-elles en tirer parti ?

par Michel Noblecourt

La dureté de la récession et la gravité du chômage ont, jusqu'à présent, fait passer au second plan le message social du premier ministre. Pourtant Edouard Balladur, qui a été dans les années 1968-1970 un des artisans de la politique contractuelle, s'est fait le chantre, dans son discours de politique générale du 8 avril, de la négociation, de la concertation, de la participation, du paritarisme, souhaitant que les partenaires sociaux prennent plus de responsabilités. Si les « désamours » actuels font oublier que la gauche a fortement contribué dans l'opinion à la

reconnaissance de l'entreprise, on peut se demander si la droite ne va pas favoriser la réhabilitation - voire le renouveau - du syndicalisme. Le paradoxe ne serait peut-être qu'apparent.

En cet été 1993, le syndicalisme apparaît toujours aussi déliquescant. Plus que jamais, c'est bien sa survie qui est en question. Les élections prud'homales du 9 décembre 1992 ont confirmé une indifférence croissante des salariés à son égard. L'image globale reste très dégradée. La CGT est en proie à de sévères débats internes. La CFDT gère encore les turbulences nées de sa « crise de management » qui a vu Nicole

Notat prendre la place de Jean Kaspar au secrétariat général. Et la FEN a littéralement explosé.

En rassemblant une population que les estimations les plus récentes évaluent à 1,8 million d'actifs - soit par rapport à 18,7 millions de salariés, un taux de syndicalisation de 9,6 % - les syndicats (1) auront bientôt deux fois moins d'adhérents qu'il y a de chômeurs officiellement déclarés.

Lire la suite et nos informations page 16

(1) Malgré le léger regain constaté par une organisation comme la CFDT : pour 1992, elle a annoncé 386 147 adhérents (actifs et retraités), soit une progression de 2,58 % sur 1991.

La Corse sans Etat



Lire nos informations page 20

Le Conseil constitutionnel valide l'essentiel du nouveau code de procédure pénale

Le Conseil constitutionnel a jugé conforme à la Constitution, mercredi 11 août, la réforme du code de procédure pénale, à l'exception de deux dispositions, celle qui empêchait les personnes soupçonnées de trafic de stupéfiants ou de terrorisme de bénéficier de la visite d'un avocat pendant leur garde à vue et celle qui permettait de mettre en garde à vue les enfants de moins de treize ans. Page 7

M. Balladur ne sera pas tête de liste aux élections européennes

Pressé par plusieurs dirigeants du RPR de conduire une liste commune de la majorité aux élections européennes, Edouard Balladur affirme, dans un entretien à l'hebdomadaire VSD, qu'il n'envisage plus d'être candidat afin d'éviter que son action ne soit « compliquée ». Le 15 juillet, le premier ministre n'avait pourtant pas exclu une telle hypothèse afin de préserver l'unité de la majorité. Page 7

Les malheurs du premier ministre indien

Considéré, au début de son mandat il y a deux ans, comme le « M. Propre » de la politique indienne, le premier ministre Narasimha Rao doit faire face à la fois à des accusations de corruption - émanant d'un homme d'affaires douteux - et à une sérieuse perte de son autorité. Incapable d'empêcher les violences entre hindous et musulmans l'hiver dernier, il vient en outre de sortir vainqueur, mais très affaibli, d'un vote de confiance au Parlement. Page 4

Cartier



Montre MUST II
Nouvelle création Cartier
Argent Massif 6400 Frs
ou Vermeil 7200 Frs
(étanche jusqu'à 30 m).

LE MONDE DES LIVRES

L'héritage de Simone de Beauvoir

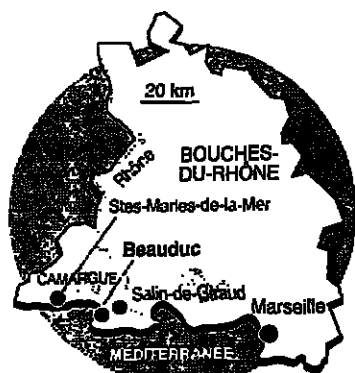
Victime de préjugés, de quelques calomnies et de beaucoup de malveillance, Simone de Beauvoir subit un destin posthume injuste. Josyane Savigneau, qui a relu la Force de l'âge, montre la vigueur et la pertinence de cette œuvre autobiographique. Libre et terriblement lucide, Beauvoir le fut à l'égard du monde et de la société autant que d'elle-même. Liberté et lucidité qui constituent encore un remède efficace contre la régression actuelle.

Canadienne anglophone, Mavis Gallant vit en France depuis une trentaine d'années. Christine Jordis a rencontré cette nouvelliste qui écrit en anglais et mène sa vie quotidienne en français.

pages 9 à 12

RENCONTRES DE FRANCE

PAR DOMINIQUE LE GUILLEDOUX
PHOTO : MARIE-LAURE DE DECKER



Beauduc, le nom à lui seul fait sourire et briller les yeux en Camargue, comme si l'on touchait là à une légende, un jardin secret, à des choses que l'on sait, « mais qu'il ne faut pas dire », une sorte d'attachement passionnel, obscur, nostalgique, presque clandestin.

ON ne sait par quel mystère cette langue de terre reste accrochée comme un cil, ballottée entre ciel et eau, résistante à l'usure des vents, des étiages et de la mer. On ne sait si le sable va continuer à y courir comme une fumée au ras du sol, les pucerons envahir les cabanons et les autobus venir échouer dans un curieux cimetière. On ne sait pas grand-chose quand on arrive à Beauduc, sinon que l'on a atteint l'extrémité miraculeuse d'un continent, la pointe ultime d'une dentelle qui, entre la Méditerranée et le delta du Rhône, mélange les genres et fait parler d'elle.

Déjà, il faudrait être audacieux pour imaginer qu'il y a autre chose derrière cette dernière lumière, cette nuée qui fige et polarise au cours de son avancée des arbres devenus rares, des montagnes de sel et qui s'épuise sur une lande argentée où l'eau est plate, l'argile grise, où rien n'est véritablement séparé, où l'horizon semble à la fois infini et terminé dans cet amalgame de vase et d'eau salée. Il faudrait être assez fou pour croire qu'une route puisse s'y faufiler, tout juste un peu crédule pour admettre qu'elle mène à un manoir borgne et inachevé, planté là, sans toit ni fenêtres, pour faire hurler le vent et jaccasser les mouettes.

Mais non, la route, entêtée, poursuit son chemin, un chemin de terre sur une digue éventrée, fracassée, ravivée, au-dessus de la mer et des étangs, donnant au visiteur l'illusion de marcher sur l'eau, d'arriver à Venise ou de taquiner l'au-delà - c'est selon - l'intimidant dans des remords d'impérialisme, et l'angoisse - si l'on est en voiture - de ne pouvoir faire demi-tour, planté là au milieu des reflets et des herbes rousses, aux côtés de flamants roses qui ne semblent jamais s'ennuyer à se tenir ainsi, debout sur un seul pied.

Cette route ne devait donc aller nulle part, seulement contraindre le marigot. Et elle arrive à Beauduc, un endroit dont on ne sait, de prime abord, s'il est laid ou s'il est beau. Il y a les dunes et la terre glaise, la ferraille et le sable blanc, un portique rouillé qui servait à fermer un canal et des morceaux de plastique qui volent au vent. Et puis une sorte d'entrée sur le « village » : des huttes, des cabanons, des constructions plus ambitieuses qui voudraient évoquer de petites maisons. Village-champignon, entre Far-West et jardin d'ouvriers, village ouvert sur la plage, les lagunes et les kilomètres d'herbes folles. Avec la mer, au bout du désert.

LES carcasses d'autocars piquent du nez dans le sable, sans roue ni volant. Elles semblent avoir été jetées là n'importe comment, certaines enchevêtrées les unes aux autres, la carrosserie déshabillée, les bouts de tôles se plantant, au gré du vent, dans un sens puis dans l'autre. Un bus, aux formes arrondies des années 50, a été repeint tout en bleu, ce bleu des océans, de l'île de Ré et des volets grecs.

On y a écrit un nom, « la Bohème », et, sur le pare-brise, on a accroché des rideaux à carreaux. Sur la carrosserie, une tête de clown et des flamants roses dominent un petit jardin que l'on a délimité avec des planches et des ficelles. Sur un autre bus, tout calciné, on a marqué : « Ne pas entrer, ne pas toucher ».

Les cabanons ressemblent à des placards abandonnés, d'autres à des huttes de réfugiés fabriqués avec les moyens du bord : un panneau publicitaire d'un supermarché situé « près des remparts », des toiles en plastique, deux ou trois planches mal clouées, quelques morceaux de tôles ondulées. Certains ont des fenêtres ou plutôt des moustiquaires éventrées. D'autres des volets cadenasés. Les cabanes s'enroulent les unes contre les autres comme sur une coquille d'escargot. On tente d'y faire pousser des buissons sans feuilles, des bouquets de branches mortes, quelques pots de géraniums. Un « portail » rend hommage à Van Gogh : une peinture sur bois dont le jaune se voudrait aussi ressemblant, aussi éclatant. Plus loin, une guitoune annonce un « atelier

d'arts ». Une autre arbore une sculpture au-dessus de sa boîte à lettres : à nouveau un flamant rose, un pneu et une racine d'arbre.

Beauduc, le nom à lui seul fait sourire et briller les yeux en Camargue, comme si l'on touchait là à une légende, un jardin secret, à des choses que l'on sait, « mais qu'il ne faut pas dire », une sorte d'attachement passionnel, obscur, nostalgique, presque clandestin. Beaucoup de gens ont cru à ses vertus d'espace lointain. Les citadins venaient y abandonner leurs chiens, les petits truands de Marseille s'y mettaient à l'ombre, les ingénieurs y ont cherché du pétrole et des stars du show-business y venaient, certaines continuent de s'y promener avec la sensation forte de s'encanaillement dans un endroit sauvage, manouche « sans manouches », sanctuaire de pêcheurs et d'ouvriers des salins. On en parlerait presque au passé. Beauduc a toujours aimé les équilibres précaires.

EUGÉNIE dite « Nini » ne s'en souvient plus. A soixante-sept ans, les cheveux en bataille, les yeux pleurant sans cesse à cause du vent, elle est l'une des dernières à résister, habitant là toute l'année, sans eau, ni électricité. Les jours d'affluence, elle a appris à cohabiter, envoyant copieusement promener ses voisins - « ils ne sont là que pour l'été » - parce qu'un jour ils ont osé se plaindre des coqs qui n'arrêtaient pas de chanter. « Et eux, le soir, je ne les entends pas chanter, peut-être ? » « Nini » aime bien ses coqs, qu'elle a mariés à une nichée de tadornes, des canards sauvages qui s'étaient perdus

4. - Les branchés de Beauduc

un jour d'hiver. Et elle aime bien dormir aussi, se couchant tôt, en général vers 6 heures du soir - « mais hier soir, c'était 9, j'ai fait un extra » - « Enfin », elle est heureuse d'habiter dans le « beau quartier » de Beauduc, pas à l'autre extrémité, avec toute cette ferraille qui « devient un peu n'importe quoi ». Pour donner plus d'allure, un de ses fils a accroché à un poteau la plaque de l'avenue du Général-de-Gaulle, trouvée chez un ferrailleur. « Nini » pense qu'un cabanon, ça s'entretient ».

Eugénie se souvient : « La première fois que je suis venue ici, c'était en 1943, j'avais dix-sept ans, on y venait à cheval. Il y avait seulement trois cabanons construits par des pêcheurs des Saintes-Maries, ils y passaient la nuit quand le mauvais temps les empêchait de rentrer. A l'époque, on n'avait pas de problème de pudeur pour se déshabiller. Il n'y avait personne ».

Depuis, même si elle a épousé Roger, élevé six enfants à la ferme à Villeneuve-Revière en Camargue, elle savait qu'elle reviendrait ici, d'abord tous les étés avec les enfants, dans un cabanon construit il y a trente-cinq ans, et puis à partir de 1976 « pour la vie ». Le mari, « il passe une fois ou deux par semaine, quand il y pense... », plaisante-t-elle.

« Nini » a l'habitude de se lever à 4 heures du matin, de « faire [son] ménage, préparer la soupe de poissons pour les chats - il y en a au moins trente-cinq qui vivent tout seuls - regarder le vol des oiseaux ». Elle s'occupe du « jardin », de ses plantes grasses « qu'on appelle des griffes de belle-mère, parce qu'elles poussent bien », et qui, ici, retiennent le sable. De sa fenêtre, elle voit la mer s'étirer, et les jours de tempête de pluie et de neige l'eau monte « jusqu'au bidon de fuel », c'est-à-dire à quelques mètres du cabanon. Celui-ci possède trois pièces étroites, une cuisine, une chambre et une buanderie pour nettoyer les coquillages. « Si je m'écroulais, j'irais aux palourdes tous les jours, même par grand froid, les pieds nus dans l'eau, et, comme je vais là où c'est le plus profond, il faudrait que je m'arrête, un jour je me ferais du mal. » Sur son meuble en formica, elle

a posé le bout d'une amphore « trouvée par un pêcheur », deux coquillages « ramenés de Tahiti par un ami » et une pierre ponce, qui s'est échouée sur la plage : « Je dis que c'est l'œuf d'un dragon, pour faire peur aux enfants ».

SOUVENT, « Nini » fait de grands repas au cabanon, invitant la famille, les amis. « Avec les enfants, j'ai été habituée aux tablées » : bouillabaisse d'anguilles, soupe aux crabes, aïoli et paëlla : « Et, dans la mienne, il n'y a pas beaucoup de riz ». L'un de ses fils, Georges, un marin-pêcheur, a fini par habiter dans un cabanon à côté. Et sa fille Hélène tient, avec René, dit « Néné », le phare au bout de la lagune. Mais si Beauduc pouvait se résumer à une simple histoire de famille...

René avait été stupéfait quand, après la mort du père Dufl, il avait vu les gens se battre pour récupérer son cabanon. L'époque des portes sans clé était terminée.

René, lui, est nostalgique des premiers jours : « Je faisais du porte-à-porte et je vendais des assurances-vie il y a vingt ans. Quand Hélène m'a emmené à Beauduc, j'ai arrêté du jour au lendemain, on s'est acheté un autocar pour 800 francs et on y a installé un lit avec des morceaux de bois trouvés au bord du Rhône. Le soir, on se recevait dans nos cabanes, on se faisait des apéros et des pâtes. Le matin, on se levait et on voyait la mer... »

Beauduc s'est construit ainsi, dans le secret des initiés, une coquetterie écologiste avant l'heure, avec ses habitués et ses touristes égarés, cet avocat suisse qui voulait tout abandonner, femme et cabinet d'affaires - et qui est finale-

ment reparti, - ce médecin « qui a vite compris qu'ici il ne fallait pas se la jouer », et surtout les ouvriers des Salins, les petits commerçants arlésiens qui mélangeaient plage et guinguette, la pêche et la fête, et pensaient vivre dans l'utopie d'un lieu sans loi, ni gendarmes où « il y avait une sorte d'égalité. Chic ou pauvre, on s'en foutait ».

Quand « les gens qui avaient fait deux, trois mois de taule à Marseille venaient ici, se souvenait René, ils étaient tranquilles, personne n'allait les embêter. Ça leur arrivait de taper les vieux de 50 francs. Eh bien, les vieux leur donnaient presque naturellement, même s'ils n'avaient ensuite que 100 francs pour vivre. Ils n'avaient aucune notion de l'argent ».

Les vieux ! Il y avait le « père Dufl, mort à quatre-vingt-trois ans ». Recherché pour avoir tué un Allemand sous l'Occupation, il s'était réfugié à Beauduc, et n'en était jamais parti. « En hiver, il faisait un feu d'enfer dans sa cabane. Nous, on revenait de la pêche frigorifère et il nous servait de grandes rasades de rhum, il offrait des cadeaux, des coquillages qu'il avait superposés, et on jouait aux cartes à la lumière de la bougie. L'été, il fallait le contrôler parce qu'il avait gardé une sainte horreur des Allemands, et quand il en voyait sur la plage il ne pouvait pas s'empêcher de fonder dessus avec sa voiture ».

Le « père Agrin » dit « guinche-lune » parce qu'il « louchait ». Toujours le mégot à la bouche et « la cendre qui ne tombait jamais » : « C'était un gentil, un calme, il ne travaillait pas trop. Pour le faire marcher, on lui disait que la bombe atomique pouvait exploser un jour ou l'autre, mais il ne bronchait jamais ».

Autant dire que, lorsque les gens de Beauduc ont vu débarquer « les vedettes de cinéma, ça n'a fait ni chaud, ni froid ». « Delon et Aznavour, il y a longtemps », plus récemment Gérard Darmon, Vincent Lindon, « et qui c'est sa copine ? Elle se prend pour une princesse, celle-là ou quoi ? », se serait exclamé un habitué. D'ailleurs, personne n'a retenu le nom des films qui ont été tournés là : « Y en a eu pas mal. » On a seulement vu que les 4x4

se sont multipliés, qu'après le cinéma ce fut le tour des photographes de mode, des mannequins et des créateurs, toute une série de « gens importants », des Parisiens qui se pâment et raconteront le grand frisson à leur retour : « Chéri, c'était tellement fort ces carcasses à même le sable ».

Sans doute « Juju » a-t-il eu une intuition géniale en flairant, puis en encourageant ce méli-mélo exceptionnel, lui qui a planté au bord de la plage son vieux taxi de la Marine pour y aménager un restaurant. Autre personnage, ce Juju, haut en couleur, surnommé « le Raimu de la Camargue », régulièrement célébré par le *Provence* pour ses pêches miraculeuses - dont une tortue géante qu'il aménagea en table basse - et sa manière inimitable de proposer des loupes, des daurades et des soles grillées, à peine pêchées, cuites au fenouil et à la braise. « Il était devenu le patron de Beauduc, c'est lui qui faisait vivre les pêcheurs du coin en leur achetant le poisson, son affaire à grand, grand. » Et Juju savait distraire avec ses « gals-jades ». Jusqu'à sa mort, il y a deux ans.

AUJOURD'HUI, le restaurant s'appelle « Chez Juju et Manu », du nom du beau-fils qui a repris l'affaire, « on essaie de garder le même esprit ». Les chansons des Gipsy Kings passent en boucle sur la sono. Ce dimanche, la garde du corps de « la princesse » est décontractée, il n'y a encore personne à Beauduc. Il faut attendre quelques jours avant que la jeunesse dorée des grandes villes ait la bonne idée : « Tiens, si on allait dîner à Beauduc ».

René avait été stupéfait quand, après la mort du père Dufl, il avait vu « les gens se battre pour récupérer son cabanon ». « L'époque des portes sans clé était terminée. » René vit maintenant à l'écart, retranché à quelques kilomètres dans son phare, là où les dunes se déplacent et les voitures s'enlèvent. Il reçoit encore les « anciens de Beauduc », qui, comme lui, veulent « se tenir toujours plus éloignés ». Un jour, l'émission « La nuit des héros » l'a contacté pour qu'il raconte comment il avait sauvé des gens perdus en pleine mer. René a répondu : « Mais ça va pas, non ? René préfère monter lui-même ses propres images vidéo. En haut de son phare, il sélectionne, découpe et met bout à bout les extraits des films qu'il a tournés : « Des films de fête, entre copains ».

Les pourparlers de paix et le sort de la Bosnie-Herzégovine

Le président Izetbegovic demande aux Serbes un «retrait total» des hauteurs de Sarajevo

Le président bosnien, Alija Izetbegovic, a de nouveau menacé, mercredi 11 août, de quitter la conférence de paix de Genève si les Serbes ne se retirent pas totalement «dans un délai d'un ou deux jours» du plateau d'Igman et du mont Bjelasnica qui surplombent Sarajevo. «Il y a des signes d'un retrait partiel, a-t-il dit, mais nous insistons sur un retrait complet.»

Les médias internationaux, David Owen (CEE) et Thorvald Stoltenberg (ONU), avaient exigé pour leur part un repli des forces serbes de ces hauteurs stratégiques avant ce jeudi «en milieu de matinée».

La poursuite des pourparlers de Genève est donc suspendue à une décision des Serbes d'évacuer les hauteurs qu'ils avaient conquises récemment et le dirigeant de la République serbe de Bosnie, Radovan Karadzic, a assuré qu'il «respecterait ses engagements».

Jeudi matin, l'armée bosnienne (à majorité musulmane) a fait état d'un retrait partiel, et une équipe de télévision britannique, revenant de la région de Bjelasnica, a dit avoir vu des centaines de soldats serbes embarquant à bord de cars et partant pour Pale, le fief des Serbes de Bosnie, au sud-ouest

de la capitale assiégée. Les soldats ont déclaré qu'ils appartenaient à une brigade de 1 200 hommes qui avait reçu l'ordre d'évacuer cette hauteur.

Le ministre russe des affaires étrangères, Andreï Kozirev, a reçu, mercredi, par téléphone, l'assurance de M. Karadzic que les forces serbes allaient se retirer des monts Igman et Bjelasnica. Les deux hommes se seraient mis d'accord pour mettre au point des mesures de normalisation de la situation à Sarajevo. Selon l'agence Interfax, M. Karadzic s'est également félicité de la participation de la Russie au processus de paix et du fait que Moscou ait protesté

contre la décision de l'OTAN de donner le feu vert, avec l'aval de l'ONU, à des bombardements contre les positions serbes qui assiègent Sarajevo.

Par ailleurs, M. Kozirev a déclaré, mercredi à Moscou, que la Russie demanderait aux Nations unies d'examiner une levée de l'embargo contre l'ex-Yougoslavie «si les politiciens serbes adoptent une attitude plus constructive aux pourparlers de Genève». Les gestes de la partie serbe, a ajouté le chef de la diplomatie russe, «doivent être pris sur la base de la bonne volonté et non pas sous la pression de menaces militaires». — (Reuter, Itar-Tass).

Nouvelles mises en garde américaines

Suite de la première page

Nombre d'observateurs américains estiment que l'enjeu dépasse maintenant l'affaire bosnienne : c'est la crédibilité de l'OTAN dans le premier conflit de l'après-guerre froide qui est en question.

Un premier avertissement est venu du département d'Etat. Sans donner de délai, donc sans prononcer d'ultimatum, le porte-parole, Michael McCurry, a observé que le comportement actuel des milices serbes justifiait l'emploi de la force par l'OTAN aux termes des accords de la semaine dernière. Le gros des détachements serbes sur deux hauteurs dominantes Sarajevo, les monts Igman et Bjelasnica, n'avait pas, selon les estimations américaines, opéré de retrait complet durant la journée de mercredi. Or le maintien des Serbes sur ces hauteurs équivaut à la poursuite du siège de Sarajevo, a poursuivi M. McCurry, c'est-à-dire représente une des conditions suffisantes au déclenchement de bombardements aériens.

Il y en a une seconde qui, elle aussi, devrait entraîner l'emploi de la force contre les Serbes. «Si les pourparlers (des conversations de Genève) doivent s'arrêter, a encore expliqué le porte-parole, il est clair qu'ils le seront à cause de l'occupation continue par les Serbes de positions autour de Sarajevo dont dépend le sort de la ville», et cela constituera une des critères d'illustration de la force établis à Bruxelles.

Bref, le département d'Etat a ainsi publiquement pris position : faute de retrait complet et vérifié des Serbes de ces deux emplacements, d'où ils peuvent bombarder un peu plus encore la population civile de la capitale, les Etats-Unis estiment justifié l'emploi de la force. L'avertissement pourrait traduire une certaine lassitude de l'administration face aux manœuvres des milices serbes, qui ont toujours réussi à tourner en dérision les injonctions de la communauté internationale.

Tenu heure par heure au courant des mouvements serbes autour de la capitale bosnienne, le secrétaire d'Etat ne cache pas son impatience. «Evacuer ces deux montagnes ne sera pas suffisant en soi. La question est : est-ce que l'aide humanitaire arrive? Est-ce que les Serbes arrêtent l'entraînement de Sarajevo?», a lancé Warren Christopher, dans un entretien à la

□ Un «casque bleu» ukrainien tué. — Un «casque bleu» ukrainien a été tué et deux autres blessés, par l'explosion d'une mine, mercredi 11 août, dans l'enclave musulmane de Zepa, dans l'est de la Bosnie, a annoncé un porte-parole de l'ONU à Zagreb. Depuis le début de la mission de la Force de protection de l'ONU (FORPRONU) en ex-Yougoslavie, au printemps 1992, 54 «casques bleus» ont été tués et 556 blessés, selon un rapport officiel. — (AFP).

□ La petite Irma dans un état «critique mais stable». — Irma Hadzimir, la fille de cinq ans dont le drame a attiré l'attention sur la situation des enfants grièvement blessés de Sarajevo, est dans un état critique mais stable à l'hôpital de Londres où elle a été admise, ont déclaré ses médecins, jeudi 12 août. «Irma tient bon», a affirmé un porte-parole de l'hôpital de pédiatrie de Great Ormond Street. Le docteur Robert Wheeler a précisé qu'Irma avait passé trois heures et demie sur la table d'opération, dans la nuit de mercredi à jeudi, et s'est déclaré satisfait de l'intervention chirurgicale. — (Reuter).

□ Un avion américain de l'OTAN s'est abîmé en mer Adriatique. — Un chasseur F-16 américain s'est abîmé, dans l'Adriatique, au large des côtes croates, à la suite d'un incident mécanique, mercredi 11 août, alors qu'il regagnait sa base, à Aviano, dans le nord-est de l'Italie, a annoncé un porte-parole de l'OTAN. Le pilote de

chaîne de télévision PBS. Un peu plus tôt, un porte-parole de l'ONU, Joe Sills, avait lui aussi lancé le ton. «Tout est prêt, tous les arrangements sont en place» pour d'éventuelles attaques aériennes de l'OTAN contre les Serbes, avait-il lancé. Il ne restait plus à «tester» que quelques systèmes de communication au sol — apparemment entre les commandants de la FORPRONU (la force de l'ONU sur place) et l'OTAN. Une équipe de quatre militaires de haut rang de l'OTAN était attendue dès mercredi soir à New-York et devait mettre jeudi à la disposition de Boutros Boutros-Ghali, le secrétaire général de l'ONU, un plan de vingt pages détaillant les différentes options possibles de bombardements.

Car la décision initiale d'ordonner une attaque aérienne «appétissante» à M. Boutros-Ghali, a rappelé M. Sills. C'est une des concessions que les Etats-Unis ont dû faire à leurs alliés européens : Washington aurait préféré que l'OTAN disposât en la matière d'une beaucoup plus large marge de manœuvre. Ambassadeur du Venezuela à l'ONU, diplomate chevronné, habitué des débats au Conseil de sécurité sur la Bosnie et observateur critique des Européens, qu'il exaspère, Diego Arria avait, mercredi soir, ce commentaire : «Si c'est au secrétaire général de décider d'entamer les frappes aériennes, il ne le fera jamais.»

A en croire le New York Times, le plan de l'OTAN prévoit trois «options graduées» de frappes de plus en plus importantes : d'abord, sur les pièces d'artillerie et les chars des milices serbes puis contre des centres de commandement des routes, des dépôts de munitions, enfin, des vagues de bombardements beaucoup plus larges sur les positions serbes à travers toute la Bosnie. Interrogé par la presse alors qu'il venait d'être nommé au poste de chef d'état-major interarmes, pour succéder en septembre à Colin Powell, le général américain John Shalikashvili a déclaré qu'il espérait ne «jamais avoir à bombarder» les Serbes, mais qu'il «ne fallait pas douter de [sa] résolution à agir ainsi» si cela devait être nécessaire.

AFSANS BASSIR POUR et ALAIN FRACHON

l'avion, qui participait aux opérations de surveillance de la zone d'exclusion aérienne décrétée par l'ONU au-dessus de la Bosnie, a réussi à faire fonctionner son siège éjectable. Il a été retrouvé sain et sauf. — (AFP).

□ Le président croate rejette la proposition d'alliance de son homologue bosnien. — Le président croate Franjo Tudjman a rejeté, mercredi 11 août, la proposition de son homologue bosnien Alija Izetbegovic de former une république croato-musulmane en Bosnie-Herzégovine. Dans sa réponse, diffusée par l'agence officielle croate Hina, M. Tudjman écrit qu'«une telle initiative suppose l'arrêt inconditionnel des attaques et du nettoyage ethnique» auxquels se livrent, selon lui, les forces musulmanes contre la population croate. — (AFP).

□ Le quotidien serbe Borba pourrait cesser de paraître faute de papier. — Dans une lettre publiée à la «une» de son édition du mercredi 11 août, les responsables de Borba ont indiqué que le quotidien indépendant de Belgrade pourrait cesser de paraître dès vendredi faute de papier. Dans leur lettre, adressée au premier ministre Radjko Komic, le directeur par intérim et le rédacteur en chef par intérim appellent que leur demande répétée de bénéficier du papier des réserves fédérales est restée sans réponse. Le papier journal est introuvable sur le marché et l'unique producteur, Matroz, est paralysé faute de gaz, selon Borba. — (AFP).

Signes de détente dans la capitale bosniaque

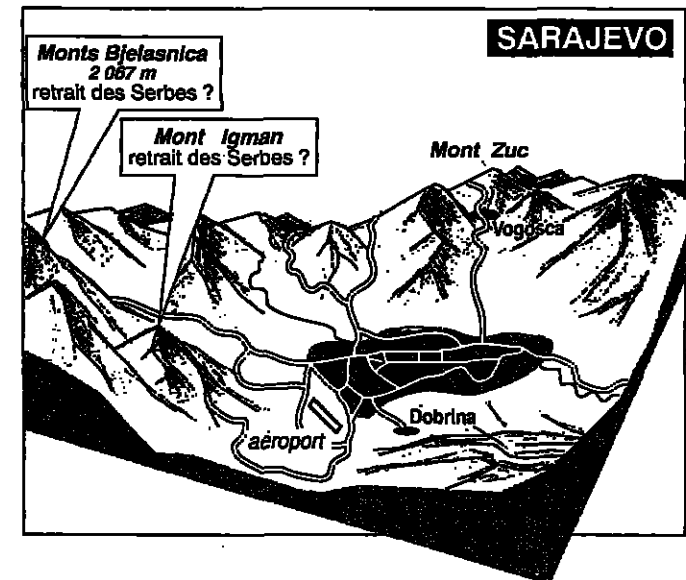
SARAJEVO

de notre envoyé spécial

En ce mercredi 11 août, il règne un calme inhabituel et étrange sur la capitale bosniaque. Les rues sont pleines, les gens flânent, prennent le soleil du mois d'août; ils discutent assis dans les rues à portée des tireurs d'élite serbes. La corvée d'eau, imposée depuis que les Serbes ont coupé l'électricité qui fait tourner les pompes à eau de la ville à la mi-juillet, a presque pris l'allure d'un divertissement de camp scout. Pourtant, elle était terriblement meurtrière sous le tir des forces serbes dont les «snipers» sont embusqués dans les tours à l'intérieur de la capitale, et les artilleurs postés à quelques centaines de mètres sur les collines dominant la ville assiégée.

Incommodés par la chaleur, les étrangers ont même tombé le gilet pare-balles. Les tirs sont très sporadiques, même la nuit. Le nombre des morts en attente. Alors que dans les périodes dites «calmes», le bilan quotidien des victimes civiles des «snipers» et des artilleurs serbes est «en moyenne», selon une journaliste bosnienne, de quelque six morts et d'une vingtaine de blessés, ces derniers jours, le bilan quotidiennement publié par le seul journal local, Oslobođenje, est toujours, «en moyenne», de trois ou quatre morts et d'une dizaine de blessés.

Autre signe de détente depuis mercredi matin : la pression de gaz, dont la vauve est contrôlée par les Serbes, affichait trois bars. Les habitants de Sarajevo ne sont plus obligés de déraciner les souches (il n'y a plus beaucoup d'arbres depuis l'hiver dernier) pour cuisiner au bois, qui a atteint le prix astronomique de 250 à 300 deutschemarks le mètre cube



(près de 1 000 francs français). La réparation des lignes électriques passant par des zones serbes, qui permettrait d'alimenter les pompes approvisionnant la majorité de la ville en eau, se trouve aussi en bonne voie.

Les Serbes semblent aussi avoir desserré leur étau militaire alors que leur offensive sur la capitale a bloqué les négociations de Genève depuis plus d'une semaine. Après avoir fait semblant de se retirer du mont Igman, conquis pendant les pourparlers de Genève et le cessez-le-feu, les troupes serbes semblent opérer un mouvement de retrait, au moins partiel. Après avoir triomphalement et prématurément annoncé depuis plu-

sieurs jours un repli serbe, la force de protection des Nations unies (FORPRONU), complètement opposée aux frappes aériennes pour stopper «l'entraînement de la ville», «pense» que ce mouvement serbe est finalement en cours. Et comme pour montrer qu'il fallait prendre les menaces américaines de raids aériens au sérieux, le général, des «marines», commandant des forces aériennes à Naples, dont il est un spécialiste, a fait une visite incognito mais peu discrète à Sarajevo.

Le centre de presse de l'armée bosniaque a confirmé mercredi dans la soirée un retrait partiel des forces serbes : «Quelques unités, un tank, un bus, et des camions», selon son

JEAN-BAPTISTE NAUDET

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : colère dans la communauté noire

L'ANC proteste contre la libération sous caution d'un des inculpés de l'assassinat de Chris Hani

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Un sentiment de colère prévaut dans une grande partie de l'opinion publique sud-africaine depuis que le coup suprême du Rand (Johannesburg) a annoncé, mardi 11 juillet, la libération sous caution de Gaye Derby-Lewis, l'une des trois personnes incarcérées pour l'assassinat de Chris Hani, secrétaire général du Congrès national africain (ANC).

Alors que l'auteur présumé des coups de feu, Janusz Walus, avait été arrêté le jour même du meurtre, le 10 avril, l'arrestation de Clive Derby-Lewis, membre du Parti conservateur, et de sa femme, Gaye, avait eu lieu quelques jours plus tard. Une liste de neuf personnalités politiques à éliminer avait été retournée à leur domicile. Ultérieurement, il s'est avéré que cette liste avait été compilée par Gaye Derby-Lewis. Le couple était connu pour ses liens avec l'extrême-droite internationale. Les trois suspects sont accusés de meurtre, conspiration et possession illégale d'armes et

de munitions. L'annonce de la libération sous caution de Gaye Derby-Lewis, pour une somme équivalant à 55 000 francs, a profondément choqué. Il n'est pas inhabituel en Afrique du Sud, de libérer sous caution les personnes suspectées de crimes politiques. En outre, les conditions de cette libération ont nourri la polémique : M^{me} Derby-Lewis bénéficie de la protection constante de la police dans un endroit gardé secret. L'ouverture du procès est prévue pour le 4 octobre.

L'ANC a fortement critiqué la discrétion qui entoure cette libération et rappelé que celle-ci intervient dans un contexte où elle ne peut être perçue que comme un affront à la communauté noire : «Cette décision va renforcer la perception selon laquelle la vie des Noirs est de moindre importance aux yeux de l'Etat.»

Au imagine mal en effet que les suspects du récent attentat dans une église d'un quartier blanc du Cap puissent bénéficier de telles mesures. — (Interim.)

SOMALIE

Les organisations humanitaires critiquent l'ONU

Vingt-six organisations non gouvernementales (ONG) travaillant en Somalie ont critiqué, dans un communiqué adressé mercredi 10 août au secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, l'orientation militaire prise par l'opération des Nations unies en Somalie (ONUSOM II). «De sérieuses questions morales et légales se posent au sujet de plusieurs actions militaires de l'ONUSOM, particulièrement celles

du 17 juin et du 12 juillet», écrivent les ONG. Plusieurs dizaines de civils ont été tués au cours de ces actions contre des positions du général Mohamed Farah Aidid. «L'usage de la force militaire érode la confiance nécessaire à des initiatives de paix et de dialogue», poursuit le texte.

Par ailleurs, un groupe inconnu, Mouvement de salut islamique somalien, a revendiqué mercredi l'attentat qui a coûté dimanche la vie à quatre

soldats américains. Sept partisans du général Aidid ont été tués mardi par un tir d'un hélicoptère américain Cobra de l'ONUSOM, dans le sud de Mogadiscio, après avoir tenté d'abattre un hélicoptère, a annoncé un porte-parole de l'ONUSOM.

«Nous n'avons pas de raisons de douter» qu'il s'agissait de combattants du clan d'Aidid, a-t-il précisé. — (AFP).

ALGÉRIE

La Cour suprême confirme sept condamnations à mort

Trois gendarmes sont morts des suites de leurs blessures, après l'attaque de leur patrouille, mardi 10 août, dans le département de Saïda, au sud-ouest de la capitale. A Tiemcen, dans l'ouest du pays, deux civils ont été assassinés à leur domicile par des hommes se faisant passer pour des agents de la sécurité.

Un policier a été tué, mercredi, à Alger, par deux hommes qui ont réussi à s'enfuir, ce qui porte à six le nombre des personnes assassinées au cours des dernières quarante-huit heures.

D'autre part, la cour spéciale de Constantine a condamné à mort par contumace, mardi, six intégristes tandis que celle d'Alger prononçait trois condamnations à mort.

La Cour suprême a, en outre, confirmé les sept premières peines capitales prononcées, au mois de mars dernier, par la cour spéciale d'Alger. — (AFP).

ANGOLA

Jonas Savimbi appelle à l'arrêt des combats

Dans un entretien accordé mercredi 11 août à l'AFP, Jonas Savimbi, dirigeant de l'Union pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), a appelé à l'arrêt immédiat des combats à travers le pays, affirmant que son mouvement ne posait pas de conditions «pour négocier la paix». M. Savimbi a indiqué qu'il avait obtenu des généraux de son mouvement «qu'ils acceptent l'arrêt des combats». Le vice-ministre des affaires étrangères angolais, Joao Miranda, a déclaré mercredi que le gouvernement n'accordait aucun crédit à cette proposition de cessez-le-feu. Luanda a l'habitude des «promesses vides» de M. Savimbi, a-t-il ajouté. A propos de la levée de l'embargo sur les ventes d'armes à Luanda par les Britanniques et les Russes, le dirigeant de l'UNITA a estimé que cela «ne changera rien». «Le MPLA [Mouvement populaire pour la libération de l'Angola] n'aura jamais de supériorité sur l'UNITA au point de vue hommes», a-t-il dit. Le Quai d'Orsay a indiqué mercredi que Paris n'a pris aucune décision sur une éventuelle levée de l'embargo. «C'est à l'étude», a précisé un porte-parole. — (AFP, Reuter).

□ SIERRA-LEONE : Amnesty International dénonce l'incarcération d'enfants. — Dans un communiqué publié à Londres, Amnesty International a dénoncé, mercredi 11 août, «les violations inacceptables des droits des enfants» en Sierra-Leone, où des jeunes sont emprisonnés «parfois indéfiniment» par l'armée, sur le simple soupçon d'avoir aidé la rébellion. Amnesty dit que ses représentants ont vu «un groupe d'enfants, dont un garçon de quatre ans, gardés comme détenus politiques de longue durée à la prison de Pademba Road, à Freetown».

هكمان لعل

EUROPE

REPUBLIQUE TCHÈQUE

L'explosion de la prostitution inquiète les autorités

PRAGUE

de notre correspondant

Entrant en Bohême par la route E55 qui relie Prague à Dresde, l'automobiliste n'est plus accueilli par des panneaux vantant les brillants résultats du tourisme mais par les résultats de son krach. Tout le long de la chaussée qui serpente dans la forêt jusqu'à Dubi, des centaines de femmes esquissent des danses du ventre et invitent de la main routiers et conducteurs à s'arrêter. Depuis la chute du communisme et l'ouverture des frontières, cette route comme toutes celles qui vont d'Allemagne en République tchèque sont devenues de vastes bordels sauvages.

« Le long de ces routes se retrouvent des filles venues de tous les coins du pays, plus ou moins volontairement, explique Otakar Osmanek, directeur de l'institut de criminologie et de prévention sociale (IKSP) à Prague. La plupart d'entre elles ont un soutien qui les ont parfois achetées à des "marchands de chair" recrutant dans les grandes villes parmi les fuyantes. »

Bars et salons érotiques

Les prostituées des routes constituent une catégorie « à problèmes » : issues de milieux défavorisés dans leur immense majorité – la moitié sont tziganes, un tiers sont encore mineures – elles n'acceptent aucune règle ni contrôle, à fortiori médical. En outre, même si la prostitution n'est qu'une infraction punissable d'une amende de 500 couronnes (100 francs), elle attire toute une criminalité parallèle : proxénétisme, traite de femmes dont plusieurs milliers ont été dirigées vers l'étranger, port d'arme illégal, chantage, vol, etc. Après la décision de la mairie de Dubi d'interdire la prostitution sur son territoire, mesure qui n'a rien résolu ni fait disparaître les filles de la ville, une association, Jousance sans risques, a décidé d'utiliser un « autobus médical » qui assure soins et information aux prostituées de la E55. « Il faut éduquer les prostituées, car aucun interdit ne pourra changer leur désir de gagner vite beaucoup d'argent, estime la sociologue Hana Malinova, porte-parole de l'association. C'est le seul moyen de

diminuer les risques d'extension des maladies vénériennes », dont le nombre a explosé en Bohême du Nord et de l'Ouest.

Les villes frontalières ne sont pas les seules affectées. Prague compte, selon les estimations, quelque 30 000 prostituées occasionnelles ou professionnelles. « La démolition de la société sous le communisme, l'inversion de l'échelle des valeurs, l'absence totale d'influence de la religion, une interprétation large de la liberté et la primauté de l'argent promue par le nouveau pouvoir expliquent l'explosion de la prostitution », estime Jana Valkova de l'IKSP.

À côté de la prostitution « sauvage » du centre de Prague, dans les ruelles de la vieille ville, les plus nombreuses sont les « occasionnelles » : étudiantes, femmes mariées, jeunes vendeuses ou barmaid, pour arrondir leurs fins de mois, proposent discrètement leurs services aux lieux publics ou dans les bars et discothèques de la place Venceslas. La troisième catégorie concerne les femmes travaillant dans les nombreux salons érotiques ou de massage qui se sont ouverts à Prague ces derniers mois, une quinzaine étant constituée par les prostituées des grands hôtels praguais. Ces deux derniers groupes présentent, sur le plan médical, peu de problèmes car ces femmes sont suivies par leurs propres médecins et prennent les précautions qu'imposent, selon M. Osmanek.

Hormis les opérations ponctuelles de la police, la prostitution au cœur de Prague ou sur le bord des routes n'a pas trouvé le début d'une solution. Le gouvernement, le Parlement et les élus locaux se rejettent mutuellement la responsabilité du problème. La mairie de Prague tente désespérément de trouver un lieu dans la ville où elle pourrait autoriser la prostitution pour l'interdire dans le centre : les premières tentatives ont soulevé un tel tollé parmi les riverains des quartiers envahis que le conseil municipal a dû chaque fois renoncer. Mais le temps presse : la population des communes et quartiers concernés commence à réclamer des solutions radicales. Et les élections municipales auront lieu dans un an.

MARTIN PLICHTA

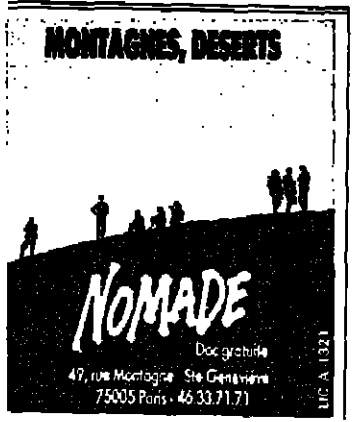
□ **GÉORGIE** : cinq morts dans une explosion. Une explosion, vraisemblablement due à une bombe, a causé la mort de cinq personnes, mercredi 11 août, sur la place du marché à Marneuli en Géorgie. Par ailleurs, le chef de la sécurité présidentielle, Eldar Gougouladze, qui se trouvait dans la même voiture que le diplomate américain Fred Woodruff lorsque celui-ci a été assassiné dimanche, a été suspendu de ses fonctions pendant l'enquête. — (Reuter, AFP)

□ **ITALIE** : la candidature d'Alessandra Mussolini à Naples compromise. La candidature à la mairie de Naples d'Alessandra Mussolini semble compromise en raison des craintes des néo-fascistes du MSI que son nom ne rebute d'éventuels alliés politiques. « Le nom de Mussolini créait trop d'embarras lorsqu'il s'agira de trouver des alliances », a déclaré Amedeo Labocetta, ancien président du groupe MSI au conseil municipal. La petite-fille du Duce avait obtenu plus de 50 000 voix lors de son élection au Parlement, à Naples l'an dernier. Elle avait récemment fait part de sa volonté de se présenter aux municipales de novembre (le Monde du mercredi 11 août). — (Reuter)

□ **SLOVAQUIE** : cent mille changements de nationalité. Environ cent mille Slovaques ont renoncé à leur nationalité depuis l'accession de leur pays à l'indépendance, le 1^{er} janvier 1993, a-t-on indiqué, mercredi 11 août, de source officielle à Bratislava. La grande majorité d'entre eux vivaient en République tchèque avant la partition du pays et ont dû demander la nationalité tchèque pour pouvoir y rester, ce qui impliquait, au regard de la loi tchèque, de renoncer à la nationalité slovaque. — (Reuter)

□ **TURQUIE** : arrestation de trente-huit militants du PKK. La police turque a annoncé, mercredi 11 août, qu'elle avait procédé en début de semaine à l'arrestation dans plusieurs quartiers d'Istanbul et de sa banlieue de trente-huit militants séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste). Selon la police, ces derniers avaient fait entrer des armes, des explosifs, ainsi que des tracts à Istanbul en vue de lancer, dimanche, des attaques contre des bâtiments officiels de la ville. Ces actions devaient être menées à l'occasion du quinzième anniversaire de la fondation du PKK. — (APF)

□ **Accord russo-ukrainien** sur les livraisons de pétrole. Le président russe, Boris Eltsine, et son premier ministre, Viktor Tchernomyrdine, sont parvenus, mercredi 11 août, à un accord avec le premier ministre ukrainien, Leonid Koutchma, sur les livraisons de pétrole russe à l'Ukraine, selon l'agence Interfax. Cet accord prévoit notamment le paiement à l'avance des livraisons, en partie en devises convertibles, et impose à l'Ukraine de demander l'autorisation préalable de la Russie pour toute réexportation du pétrole russe. — (AFP)



هكلمن الاشمل

ASIE

Les malheurs du « M. Propre » indien

Impliqué dans une affaire de pots-de-vin, le premier ministre, M. Rao doit expliquer des incohérences dans son emploi du temps

NEW-DELHI

de notre correspondant

L'année dernière, une presse quasi-unanime saluait en Narasimha Rao l'un des « meilleurs premiers ministres » que le pays ait connus. Les Indiens n'avaient pas été longs à déceler chez ce septuagénaire les qualités et les vertus que l'on prête, surtout en Asie, à l'automate de la vie : sagesse, art du compromis, habileté, honnêteté. Bref, après plusieurs années de turbulences politiques et au lendemain de l'assassinat de Rajiv, le dernier des Gandhi, l'Inde se félicitait de la présence aux commandes de la « plus ingouvernable démocratie du monde » de ce brahmane peu charismatique mais rassurant, symbole de la stabilité retrouvée.

Las! Deux ans après sa nomination, l'image de M. Rao est sérieusement écornée. Avec un bel ensemble, les médias indiens brûlent aujourd'hui celui qu'ils avaient adoré en expliquant que le premier ministre avait, au fond, les défauts de ses qualités : désormais, sa sagesse rime avec faiblesse, son art du compromis avec compromission, et son honnêteté est mise en doute.

Le résultat de la motion de censure déposée par les partis d'opposition le 28 juillet dernier n'a fait que confirmer la glissade de M. Rao : lâché par plusieurs de ses alliés, il a frôlé la catastrophe, parvenant, au final, à conserver une maigre majorité de quatorze voix. La manière dont il a réussi à se concilier en dernière minute le vote de certains députés d'opposition a, en outre, renforcé l'impression qu'il doit désormais sa survie au soutien de formations marginales. Le gouvernement a perdu « son autorité morale », écrivait récemment *The Hindu*, le grand quotidien de Madras.

Des valises de roupies

La réalité est peut-être encore plus sordide, si l'on en croit l'hebdomadaire *Sunday*, qui raconte cette semaine comment les hommes liges du chef du gouvernement sont parvenus *in extremis* à se concilier les faveurs de certains parlementaires. Ceux-ci auraient eu le choix entre toucher un million de francs pour s'abstenir ou quatre pour repousser la motion. Ces pratiques font certes partie intégrante du jeu politique traditionnel indien et ne choquent plus grand monde, mais la réputation d'intégrité de ce nouveau « M. Propre », qui voulait

se situer au-dessus de la mêlée, en a souffert. Cela justifie à un moment où M. Rao était déjà sur la sellette pour une autre affaire.

Manipulateur hors pair et semeur de zizanie dans les rangs de ses adversaires, on savait qu'en politique M. Rao n'était pas un saint. On n'imaginait pourtant pas qu'il serait un jour accusé de corruption : tout a commencé en juin dernier, quand l'homme d'affaires Harshad Mehta se tailla un joli succès en affirmant avoir versé deux millions de francs au premier ministre pour financer, en 1991, sa campagne électorale.

Une allégation pour le moins paradoxale : M. Mehta est l'accusé numéro un dans le scandale financier de l'été 1992, les talents de spéculateur de ce flamboyant courtier ayant provoqué un krach retentissant à la Bourse de Bombay. Mais, dans l'Inde d'aujourd'hui, les troupes deviennent parfois des héros crédibles alors que les politiciens sont de plus en plus déconsidérés. Si M. Mehta s'est forgé une image de star dans certains milieux, c'est bien parce qu'il symbolise la revanche de l'individu utilisant sans vergogne les mêmes méthodes que celles d'un système corrompu, affirment ses partisans.

Après avoir rendu publiques deux cassettes de ses conversations téléphoniques avec des hommes de paille confirmant que des valises bourrées de roupies avaient bien été livrées à la résidence de M. Rao le 4 novembre 1991, Harshad Mehta s'est assuré un certain crédit. Ces enregistrements ont beau n'avoir aucune valeur juridique, ils ont suffi à donner du poids aux arguments de cet escroc moustachu sorti tout droit d'un film de série B du cinéma hindi.

La multiplication par le bureau du premier ministre de maladroites et de contradictions pour tenter de réfuter ces accusations a renforcé la conviction de ceux qui croient en la culpabilité de M. Rao. Son emploi du temps présente en effet des « trous » pour le moins embarrassants à l'heure où M. Mehta affirme avoir apporté ses valises. Le premier ministre affirme ainsi avoir reçu le 4 novembre une délégation pakistanaise à 10 h 30, au moment même où l'argent était censé avoir été déposé. Mais il semble que cette rencontre ait eu lieu vers 11 h 15. Cette demi-heure de flottement dans l'agenda de M. Rao n'a toujours pas été éclaircie.

Des magazines ont même été jusqu'à reproduire la photo d'un Pakistanais patientant dans l'antichambre. Sa montre indique qu'il est 11 heures passées et que le premier ministre ne l'a toujours pas reçu. Ce dernier se contente d'indi-

quer que les allégations d'Harshad Mehta ne sont qu'une « absurde histoire fabriquée de toutes pièces », sans apporter de démenti convaincant.

Il faut tout de même rendre justice à M. Rao : non seulement les accusations de M. Mehta sont loin d'être prouvées, mais le débat sur le financement des partis est, en Inde comme ailleurs, un sujet infini de controverse. On sait que, depuis le « règne » d'Indira Gandhi, les hommes d'affaires ont largement contribué au financement des « caisses noires » du Parti du Congrès.

Cynisme et désillusion

S'il s'avérait que M. Rao ait accepté des fonds pour financer sa campagne, il ne serait donc pas le premier. Cette « affaire » n'est en rien comparable avec le scandale Bofors dans lequel avait été impliqué Rajiv Gandhi à la fin de son mandat : 50 millions auraient été versés en pots-de-vin à des proches de l'ancien premier ministre par le marchand de canons suédois Bofors afin d'obtenir le « marché du siècle ». « Quand on se rappelle ce passé récent, pourquoi voudrait-on que le peuple indien s'attende encore de ces pratiques », ironisait récemment un abonné du magazine *India Today* à propos de l'« affaire Rao ».

La crédibilité du premier ministre avait cependant été sérieusement mise à mal dès la fin de l'année dernière sur un tout autre registre : quand des milliers de « Jous de Dieu » hindous avaient rasé en quelques heures la célèbre mosquée d'Ayodhya, le chef du gouvernement avait donné l'impression d'avoir perdu le contrôle des événements. L'Inde connaissait alors la plus tragique série d'émeutes confessionnelles depuis la partition de 1947. Hindous et musulmans règèrent leurs comptes séculaires dans les rues de Bombay : la police, partielle – elle est à majorité hindoue – tira sur les disciples du prophète ou les laissa massacrer par les extrémistes hindous.

C'est à ce moment que certains ont commencé à se demander si cet Indien de haute caste ne pensait pas un peu trop du côté de ses « frères » hindous : c'est vrai qu'il est ambigu ce M. Rao, blanchi sous le harnais libéral et laïque du parti des Nehru-Gandhi mais ne dédaignant pas consulter astrologues et gourous douteux. Force est cependant de reconnaître que,

là aussi, le premier ministre ne fait pas exception par rapport à ses prédécesseurs et collègues.

Tout ne semble pourtant pas perdu pour M. Rao : un sondage publié cette semaine par le très sérieux *India Today* révèle qu'il continue à être considéré comme le « meilleur des chefs de gouvernement ». Le sondage n'est cependant pas à prendre au pied de la lettre, dans la mesure où l'électorat semble de plus en plus divisé entre le Congrès, la gauche libérale et communiste et le puissant BJP nationaliste hindou : M. Rao ne recueille en effet le soutien que de 16 % des personnes interrogées.

De plus en plus contesté au sein du Congrès, il n'en reste pas moins la seule alternative dans la mesure où ses rivaux n'ont pas – encore – pu réunir autour d'eux suffisamment de partisans. C'est bien là la force de ce premier ministre affaibli et que beaucoup voient mal aller au bout de son mandat, en 1996. D'autant qu'une majorité des Indiens, cuirassés de cynisme et sans illusions envers leurs dirigeants, ne souhaitent pas d'élections anticipées. Car, à l'heure où le pays libéralise son économie après des décennies de protectionnisme et fait face à la montée de l'intolérance nationaliste hindoue, les gens semblent surtout préoccupés par deux choses : la hausse des prix et leur niveau de vie.

BRUNO PHILIP

□ **New-Delhi négocierait l'achat de matériel militaire à Belgrade.** L'Inde négocie avec Belgrade l'achat de matériel militaire, malgré l'embargo sur le commerce des armes avec l'ancienne Yougoslavie, affirme l'hebdomadaire spécialisé *Jane's Defence Weekly* à paraître samedi 14 août, citant des sources militaires à New-Delhi. Des responsables du ministère de la défense indien ont des discussions avec Borislav Jurisic, qui a travaillé pour le Département fédéral de l'approvisionnement et l'équipement (DFAE) à Belgrade et dirige depuis peu à Jugoimpor Asia « un DFAE sous un nouveau nom à Singapour », selon le *Jane's*. L'Inde souhaite acquérir cent cinquante systèmes de commande de tir pour des chars SU-55, pour lesquels elle a déjà versé une avance de 20 millions de dollars au DFAE. Ces systèmes sont fabriqués par Rudi Cajavec, une entreprise de l'enclave serbe de Banja Luka en Bosnie, ainsi que par les spécialistes en optique Zrak transférés de Sarajevo à Belgrade il y a deux ans. Les discussions ont aussi trait à la livraison de munitions. — (AFP)

JAPON : formation la plus conservatrice de la coalition

Le Parti de la renaissance contrôle les ministères-clés du nouveau gouvernement

La session de la Diète a été officiellement ouverte, jeudi 12 août. Une déclaration solennelle de repentir pour la guerre menée par le Japon sera mise au point au cours de la session, qui s'achèvera le 28 août. Un conseil de onze membres où siègent les chefs des partis au gouvernement et les représentants des groupes parlementaires a été créé. Présidé par le premier ministre, ce sera la plus haute instance de coordination de la coalition, dans laquelle le Parti de la renaissance (PR) joue un rôle déterminant.

TOKYO

de notre correspondant

Bien que la coalition contrôle 260 sièges à la Chambre basse contre 228 pour le Parti libéral-démocrate, les commentateurs s'interrogent sur la capacité de M. Hosokawa à maintenir un « château de cartes » formé de sept partis qui divergent sur des questions de fond et dont les chefs sont loin d'avoir le soutien de leurs troupes.

Le premier ministre semble en outre l'« otage » du PR, qui a obtenu les ministères « stratégiques » : « Aucun clan de l'ex-majorité n'a jamais monopolisé autant de portefeuilles importants », écrit

le quotidien *Asahi*. Le Parti socialiste (PS), la force la plus nombreuse de la coalition, ne semble pas à même de jouer un rôle de contrepois dans un cabinet où il est visiblement mal à l'aise.

À l'exception d'un ministère sans portefeuille chargé de la réforme politique – confié à son président, M. Yamahana, et qui pourrait s'avérer un cadeau empoisonné, car cette question divise le parti – il n'a obtenu que des portefeuilles de moyenne importance, et de surcroît « minés », tel celui de la construction, impliqué dans une série de scandales.

Un « faucon » à la défense

Le ministère du commerce international et de l'industrie (MITI) lui a échappé à cause de son opposition à la politique nucléaire et l'éducation en raison des controverses sur le drapeau japonais et l'hymne national dont il refuse l'usage obligatoire dans les écoles, estimant qu'il s'agit d'un héritage de l'agression impériale.

Les réponses embarrassées des ministères socialistes sur la question des forces d'autodéfense sont révélatrices du malaise d'un parti qui a rejoint une coalition dont la force motrice, le PR, est favorable à un rôle militaire accru du Japon alors que lui-même estime que cette armée viole la Constitution.

L'agence de défense, traditionnellement sous le contrôle du clan Takeshita, est revenue aux dissidents de ce même clan, qui forment le PR et dont beaucoup appartiennent au lobby des industries d'armement.

Son nouveau directeur, Keisuke Nakanishi, bras droit du secrétaire général du PR, Ichiro Ozawa, est un « faucon ». Il s'est déclaré en faveur de la création d'une armée permanente des Nations unies et estime que l'envoi de soldats nippons à l'étranger n'est pas inconstitutionnel. Il a annoncé qu'il se rendra, à titre personnel, le 15 août, anniversaire de la défaite, au sanctuaire de Yasukuni où reposent, parmi

les cendres de Japonais morts au cours de conflits depuis un siècle, celles de quatorze criminels de guerre.

La question de la visite à Yasukuni sera le premier test de l'unité du cabinet, écrit le *Yomiuri Shimbun*. Bien que le premier ministre n'ait, semble-t-il, pas l'intention de s'y rendre, il n'a pas donné de réponse précise. Nouveau chef de la diplomatie, M. Hata a fait une réponse ambiguë : « Je ne veux pas susciter de malentendu, mais je ne veux pas non plus agir contre mes principes. »

PHILIPPE PONS

□ **AFGHANISTAN** : l'ONU invitée à participer à l'organisation d'élections. Le porte-parole du président afghan a indiqué, mercredi 11 août, à Kaboul avoir invité les Nations unies à l'aider à organiser ses premières élections générales depuis la chute du régime communiste en avril 1992, mais a admis que d'énormes difficultés restaient à surmonter avant de tenir ce scrutin, prévu pour octobre ou novembre. Le représentant personnel du secrétaire général de l'ONU, Soltrios Mousouris, qui a séjourné lundi et mardi à Kaboul, a déclaré après ses entretiens que l'ONU participerait à l'organisation du scrutin mais que son rôle exact n'avait pas encore été fixé. — (AFP)

□ **CAMBODGE** : assassinat de six Vietnamiens. Six Vietnamiens ont été tués, vraisemblablement par des Khmers rouges, dans un village de pêcheurs de la province de Kompong-Chhnang, au centre du pays, a déclaré, mercredi 11 août, le porte-parole des Nations unies à Phnom-Penh. Une dizaine d'hommes armés ont fait irruption mardi dans une maison et y ont ouvert le feu, tuant quatre hommes, une femme et une fillette. « Nous condamnons fermement ce nouvel acte d'agression qui, comme par hasard, survient après de nouveaux appels à la haine raciale de la part de la radio khmer rouge », a-t-il précisé. — (Reuter)

Un grand jeu pour l'été

TESTEZ VOTRE SWING

Que vous soyez golfeur émérite, amateur ou débutant, voici un jeu de l'été pour tester vos capacités réelles, ou vos aptitudes supposées.

Répondez à chaque question avec autant d'honnêteté qu'elle a été posée. Totalisez vos points et reportez-vous au résultat en bas de page. Méfiez-vous, les premières questions sont simples mais, les suivantes peuvent s'avérer être plus corsées.

- a Un fer 7 roulé.
b Un fer 9 léger.
c Un plein wedge.

- a Il a des clubs spéciaux.
b Il prend des cours avec Philippe Allain.
c C'est un bon acteur.

- a Spérone.
b Les 9 derniers trous de Spérone.
c Les 9 premiers trous de Spérone.

- a J'aimerais bien être à la place de Philippe Allain.
b J'aimerais bien être à la place de Christine Ockrent.
c Elle va être en retard pour son journal sur France 3.

- a Il est sponsorisé par une marque de seaux.
b C'est une méthode originale, ça vaut la peine d'essayer.
c Je ne reviendrai plus jamais.

- a Un capuchon de bois 3.
b La femelle du coliprat.
c Un faux handicap.

Bon week-end de golf avec votre femme, vous allez :

- a Au bout du monde pour trouver quand même pas mal de nuages, après un voyage interminable et un coût dix fois supérieur à 2 jours à Spérone.
b Sur des links où il pleut des cordes, avec des autochtones moins avenants qu'à Spérone qui est à moins de 2h de Paris, 1h de Nice, 4 mn de Bonifacio.
c A Spérone.

Les amis de Philippe Allain n'ont pas de problème, vous diriez que c'est quoi :

- a Christophe Dechavanne.
b Alexandre Baloud.
c David Ginola.

Après avoir vu le profil de son son driver, vous allez vous rendre compte que vous dites :

- a Ça se tient le gros côté vers le bas.
b Ça rapporte bien comme métier ?
c Quand on a la distance, on n'a pas la direction et quand on a la direction on n'a pas la distance ah la la la !

Par 3, 140 m. Vent contre. 36 m de dénivellé. A droite, la mer. A gauche, hors limite. Devant, le maquis. Votre réaction :

- a J'éclate en sanglots.
b Je revends mes clubs.
c Alors, on est pas bien, là ?

Tout au long de ce jeu test, un golf français en a profité pour systématiquement se mettre en avant :

- a St Andrews.
b Les Caraïbes.
c Spérone.

Qui a dit : "Avec Philippe Allain, sortez du pétrin" ?

- a Esope.
b Karim Klat.
c Philippe Allain.

RÉPONSES :

- Une majorité de a : C'est pas mal.
Une majorité de b : C'est bien.
Une majorité de c : C'est très bien.

Pour améliorer sérieusement votre jeu sur l'un des plus beaux golfs du monde :

PHILIPPE ALLAIN

professeur de golf.
Golf de Spérone - 20169 Bonifacio.
Tel: (16) 95 73 17 13



هكذا من العسل

هنا من الوطن

AMÉRIQUES

Le voyage de Jean-Paul II en Amérique

Le pape a prononcé un discours de «réconciliation» au Mexique

Au quatrième jour de son voyage en Amérique, le pape Jean-Paul II devait arriver, jeudi 12 août, à Denver (États-Unis), où l'attendait le président Clinton. Les deux hommes devaient aborder principalement des sujets de politique internationale. Pendant que la métropole du Colorado achevait la préparation des huitièmes journées mondiales de la jeunesse catholique, que le pape doit présider jusqu'à dimanche, le souverain pontife a demandé implicitement pardon aux Amérindiens, cinq siècles après la conquête, et défendu leurs droits.

MÉRIDA (MEXIQUE)

de notre envoyée spéciale
Quand nous écoutons les paroles saintes de l'Eglise, nous avons l'impression que nous sommes tous égaux devant Dieu mais, en réalité, nous voyons que la réalité est différente. C'est pour cela que beaucoup de nos frères changent leur façon de s'habiller, oublient leur langue, rentrent nos coutumes. Ils vont vivre en ville où c'est pire encore : on ne peut s'occuper des animaux, ni prendre le temps de regarder la lune. Saint-Père, aide-nous à faire comprendre que nous avons le droit d'être différents, puisque nous sommes tous égaux ! En réponse à ces quelques phrases à la détresse mal-

adroite, lues par un indien maya au nom hérité de la colonisation, Primitivo Cuchil, Jean-Paul II a répondu mercredi par un long et fort discours de «réconciliation».

Réconciliation d'abord avec le passé, dont le cadre de la rencontre, le sanctuaire de Notre-Dame d'Izamal, élevé sur les ruines d'un ancien temple maya, était le meilleur symbole. Ce double pèlerinage, le pape aurait dû le faire en octobre 1992, sur le chemin de Saint-Domingue. Encore convalescent quelques mois après son opération, il avait préféré l'annuler. Comme s'il avait attendu, pour déplorer les erreurs de la conquête, de venir jusqu'en ces forêts tropicales du Yucatan où en 1517, Francisco Hernandez de Cordoba fonda la toute première paroisse du Mexique, Jean-Paul II a su trouver les mots qui avaient manqué aux froides cérémonies du 500^e anniversaire de la découverte et de l'évangélisation de l'Amérique.

Fustigeant «les abus de colonisateurs sans scrupules» et les «violences» dont les «indiens, leurs cultures et leurs richesses» ont été l'objet, c'est un «pardon» implicite que le pape a demandé au nom de l'Eglise. Face à deux à trois mille représentants des communautés indiennes venues d'une demi-douzaine de pays, ce discours prenait toute son importance car il s'adressait, par-delà le Mexique, à toutes les «églises», de «la Terre de Feu à l'Alaska».

Réconciliation ensuite, si

besoin était, avec l'Eglise elle-même et son travail d'évangélisation. Rendant hommage à Bartholomée de Las Casas, Vasco de Quiroga, Pedro de Cordoba et tous ceux qui, aux temps de la conquête, ont pris le parti des Indiens et «de la justice», le pape, venu dit-il «avec l'humilité du Christ» et «son amour pour les plus démunis», a réaffirmé la doctrine sociale de l'Eglise : «Elle ne peut admettre qu'une quelconque idéologie, un quelconque courant politique s'approprie la bannière de la justice, qui est la première exigence de l'Evangile. Ma présence parmi vous se veut un appel décisif pour faire valoir vos droits».

«Ne pas céder à la haine»

Réconciliation, enfin, des Indiens avec eux-mêmes et avec leur propre culture. Au groupe de danseurs en pagne et aux casques emplumés qui, pour retrouver l'authenticité de quelques figures traditionnelles, avaient enregistré en fond sonore les bruits de la forêt, le pape a dit : «Vous êtes le sel de la terre. Vos valeurs ancestrales et votre vision de la vie reconnaissent la sacralité de l'être humain. Vous êtes les dépositaires des espoirs de votre peuple».

Des espoirs qui, face à la pauvreté et à l'inégalité, ne doivent pas céder «à la haine», mais encourager «à combattre le mal par le bien, et la violence par le pardon». Et Jean-Paul II - avant

de regagner Mérida, la capitale provinciale où l'attendait le président Carlos Salinas de Gortari - de lancer, avec une sévérité étonnante, un appel «à la solidarité sans frontière» contre l'égoïsme d'un système économique où l'homme est subordonné au capital et son travail réduit à un simple rouage de l'énorme machine productrice. «Le monde, avait-il ajouté, ne peut se sentir tranquille et satisfait de la situation chaotique que nous avons sous les yeux : des individus toujours plus riches et des multitudes victimes de la faim et de la pauvreté».

A Mérida, c'est encore une autre «réconciliation» qui attendait le pape : celle de l'Eglise et de l'Etat mexicain qui, après une longue histoire de turbulences et de violences, s'est achevée, en septembre dernier, par l'établissement de relations diplomatiques avec le Saint-Siège. Même s'il s'agit aussi, pour le président Salinas, d'un mariage de raison politique - 95 % de catholiques représentent un potentiel électoral à ne pas trop négliger - un projet réel a été accompli. A l'aéroport, Jean-Paul II n'a pas cette fois été accueilli par un ostensible «Bonjour Monsieur», comme ce fut le cas, lors de sa première visite au Mexique, en janvier 1979, lorsque le président Lopez Portillo l'avait salué «à titre privé».

MARIE-CLAUDE DECAMPS

ÉTATS-UNIS : successeur du général Colin Powell

Le général Shalikashvili sera le prochain chef d'état-major interarmes

Au moment où, de part et d'autre de l'Atlantique, on s'interroge sur l'avenir de l'OTAN, le président américain a désigné, mercredi 11 août, le commandant en chef de l'organisation, le général John Shalikashvili, pour remplacer début octobre le général Colin Powell au poste de chef d'état-major interarmes.

WASHINGTON

de notre correspondant

C'est à un homme qui connaît bien l'Europe, de l'Ouest et de l'Est, et qui a noué nombre de contacts en Russie que M. Clinton a fait appel pour être un de ses principaux conseillers militaires et stratégiques. Si, ce faisant, M. Clinton prive momentanément l'OTAN de son chef militaire suprême, il s'attache aussi les services d'un officier qui connaît bien le bras armé de l'Alliance, qui a réfléchi à ce que pourraient être ses missions d'après-guerre froide et qui, a dit le président, «a montré une réelle capacité à travailler avec les alliés» (des États-Unis).

On serait tenté de dire «Shalikashvili le Caucasiens ou l'Européen» pour parler d'un homme venu aux États-Unis à l'âge de seize ans, né à Varsovie, fils d'un officier géorgien, petit-fils d'un général de l'armée du tsar, et qui affirme avoir appris l'anglais en regardant les films de John Wayne. Ce sont là des origines qui lui permettent, a dit M. Clinton, de «comprendre la myriade de conflits ethniques, religieux et politiques qui déchirent le monde». Commandant en chef de l'OTAN, c'est «Shali» - comme on l'appelle communément - qui a préparé les possibles ripostes aériennes aux agressions serbes en Bosnie. C'est encore lui qui a dirigé l'opération d'assistance humanitaire menée au Kurdistan irakien au lendemain de la guerre du Golfe.

Agé de cinquante-sept ans, cet artilleur à la silhouette robuste, aux lunettes d'intellectuel, diplômé de relations internationales, marié et

père d'un fils, était récemment décrit en ces termes par le *New York Times* : «Le général Shalikashvili a une compréhension très fine de la scène européenne et est un partisan de contacts étendus avec la Russie et avec les autres anciens membres du pacte de Varsovie».

L'avenir politique du général Powell

Un général de l'armée de terre va donc succéder à un autre général de l'armée de terre, Colin Powell, nommé à la tête de l'état-major par le président Bush et dont le mandat arrive à expiration le 30 septembre. La succession est lourde. Jamais depuis la fin de la guerre, un chef d'état-major n'avait acquis autant de poids politique que le général Powell, premier Noir à exercer cette fonction. Il y est arrivé après une longue expérience à la Maison Blanche, au Conseil national de sécurité du temps du président Ronald Reagan.

Il a été une des chevilles de l'opération «Tempête du désert», mais n'a pas hésité par la suite à s'opposer à tout engagement militaire américain en Bosnie. Il n'a pas non plus hésité à mener campagne contre la levée de l'interdiction des homosexuels dans l'armée avant de tisser, pas à pas, une relation plus confiante avec Bill Clinton. Elle lui a permis de veiller à ce que les coupes drastiques dans le budget de la défense n'amputent pas abusivement une machine qu'il a puissamment contribué à remettre sur pied, matériellement et moralement, au lendemain de la guerre du Vietnam. Ce soldat à la tête politique a su projeter une image de formidable autorité et de compétence qui lui vaut aujourd'hui d'être un des rares hommes publics vraiment respectés aux États-Unis. Ce qui fait dire à beaucoup que Colin Powell pourrait avoir un avenir politique.

ALAIN FRACHON

Le président Clinton veut renforcer la lutte contre la criminalité

Le président Bill Clinton a présenté, mercredi 11 août, un plan pour lutter contre la criminalité, qui comporte la création de nouveaux postes de policiers, un renforcement de l'application de la peine de mort et la poursuite des efforts pour contrôler les ventes d'armes offensives.

«Le premier devoir de tout gouvernement est d'essayer d'assurer la sécurité de ses citoyens, mais, visiblement, trop d'Américains ne sont pas en sécurité aujourd'hui», a-t-il déclaré. Il a précisé qu'il demanderait 3,4 milliards de dollars de crédits au Congrès pour embaucher cinquante mille policiers supplémentaires. Les parlementaires seront en outre invités à adopter au plus vite le projet de loi Brady, du nom du secrétaire de presse de Ronald Reagan, grièvement blessé lors d'une tentative d'assassinat de l'ex-président en 1981. Ce texte,

contre lequel la puissante National Rifle Association s'est opposée avec succès jusqu'à présent, instaure un délai de cinq jours pour permettre une meilleure vérification de l'identité de l'acheteur d'une arme.

Le programme présenté par M. Clinton vise en outre à étendre l'application de la peine de mort à cinquante types de crimes supplémentaires, dont le tir à l'aveuglette depuis un véhicule. Le président a par ailleurs souhaité limiter les multiples possibilités d'appel actuellement en vigueur pour les condamnés à mort, tout en leur assurant un système de défense plus juste. Le projet de loi vise enfin à créer des camps de jeunes pour les petits délinquants et envisage de débloquer 100 millions de dollars pour prendre des mesures contre les gangs et les trafiquants de drogue. - (AFP, Reuters, AP)

La visite de Fidel Castro en Colombie

«Lève-toi et marche»

Au terme d'une visite imprévue de trois jours en Colombie à l'invitation «privée» du président César Gaviria, le chef de l'Etat cubain, Fidel Castro, a tenu à répondre, mercredi 11 août, à l'appel l'invitant à «démissionner ou à organiser des élections libres», publié dans la presse locale et signé par plusieurs hommes politiques, parmi lesquels l'ancien ministre allemand des affaires étrangères Hans-Dietrich Genscher et le dirigeant libéral britannique Paddy Ashdown. «Je ne démissionnerai jamais, et si c'est être tenu, alors je continuerai d'être tenu», a déclaré le

Lider maximo au cours d'une conférence de presse. Après un réquisitoire en règle contre le capitalisme, Fidel Castro a ajouté qu'il resterait à jamais attaché au socialisme. «Lazare est mort et le Christ a dit : Lève-toi et marche. Le communisme a peut-être besoin de quelqu'un qui dise : Lève-toi et marche», a-t-il ajouté.

Bogota avait rompu ses relations diplomatiques avec Cuba en 1981, pour protester contre l'aide accordée par la Havane aux rebelles marxistes colombiens. Fidel Castro ne s'était jamais rendu dans ce pays. - (Reuters)

PROCHE-ORIENT

En dépit de propos apaisants à Tunis

Les Palestiniens des territoires occupés déclarent que des divergences persistent avec l'OLP

Les dirigeants de l'OLP ont organisé, mercredi 11 août à Tunis, autour de Yasser Arafat, une deuxième réunion avec les négociateurs palestiniens pour continuer à examiner toutes les questions relatives au différend qui les oppose sur la conduite des pourparlers de paix avec Israël.

Le chef de l'OLP a confirmé la persistance de divergences en indiquant que le problème posé par la menace de démission des trois délégués des territoires occupés - Fayçal Hussein, Saeb Erakat et Hanane Achraoui - n'avait pas encore trouvé de solution. C'est ce qu'a fait savoir le bureau de presse palestinien à Jérusalem, après de multiples déclarations de personnalités proches de M. Arafat affirmant que la crise avait été réglée. Celle-ci avait éclaté au cours du dernier week-end, lorsque trois des principaux négociateurs palestiniens avaient annoncé leur intention de démissionner pour marquer leur désaccord avec la direction de l'OLP sur la manière de mener les pourparlers avec les Israéliens. Les négociateurs reprochaient notamment à la direction de Tunis d'avoir fait des concessions inadmissibles dans un document transmis aux Américains et aux Israéliens.

Dialogue direct ?

D'autre part, selon un représentant palestinien à Amman, l'OLP s'approprierait à officialiser le mandat qu'elle accorde aux délégués participant aux négociations. La décision devrait être prise par le comité exécutif de l'OLP. Cette procédure permettrait à l'OLP de se présenter comme l'interlocuteur direct de l'Etat hébreu à la table des pourparlers, alors que les Israéliens veulent traiter exclusivement avec les habitants des territoires occupés.

Le gouvernement de Jérusalem a réitéré, ces derniers jours, son refus de discuter directement avec l'OLP, malgré les appels du pied de cette dernière. Il n'empêche que plusieurs ministres israéliens ont évoqué l'éventualité d'entamer un dialogue direct avec la centrale palestinienne. «La question pragmatique est de savoir par quel intermédiaire nous obten-

ons, le plus vite, un accord d'autonomie», s'est interrogé Haïm Ramon, le ministre de la Santé. S'il s'avère qu'il est difficile de traiter avec une délégation palestinienne des territoires occupés mais que nous ferions des progrès avec l'OLP à Tunis, alors nous ne devrions pas exclure cette possibilité».

Dans un communiqué publié à Tunis, le Fath, principale composante de l'OLP, a, pour sa part, appelé les Palestiniens à «la discipline». A son avis, la démission des trois négociateurs palestiniens «a été fabriquée par les médias israéliens» pour «semer la zizanie». Et de vanter «l'habileté politique du symbole de la révolution palestinienne», Yasser Arafat, en dénonçant un «complot tramé contre la cause palestinienne et son dirigeant illustre qui jouit de la confiance des masses palestiniennes».

De son côté, le premier ministre israélien a déclaré, mercredi à la télévision, qu'il espérait conclure un accord de paix avec la Syrie d'ici à la fin de l'année. «Je crois qu'aujourd'hui il y a plus de chances de progresser vers la paix (avec la Syrie), même si cela ne se produit pas demain, ni dans un mois, mais peut-être dans trois ou quatre mois», a indiqué Itzhak Rabin. Lorsque les Palestiniens s'apercevront que nous progressons avec les Syriens et les Libanais, nous enregistrerons également des progrès avec eux. - (AFP, Reuters)

EN BREF

■ HAITI : augmentation brutale des exécutions sommaires. - Une mission d'observateurs de l'Organisation des Etats américains (OEA) et des Nations unies a dénoncé, mercredi 11 août, une augmentation brutale des «exécutions sommaires et des morts suspectes» à Haïti, au cours du mois dernier. Dans un communiqué, elle avance le nombre «alarmant» de trente-six morts - dont certains membres d'associations de quartier - depuis la signature de l'accord de paix du 3 juillet par le président en exil Jean-Bertrand Aristide et le général Cédras, chef des forces armées. Selon des témoins, certains meurtres seraient des policiers. - (Reuters)

■ ISRAËL : le gouvernement ne souhaite pas de nouvelles poursuites

A TRAVERS LE MONDE

BELGIQUE

Le palais royal dément qu'Albert II soit malade

Afin de couper court aux spéculations sur l'état de santé du nouveau roi des Belges, le palais royal a démenti, mercredi 11 août, qu'Albert II soit atteint de la maladie de Parkinson. «Après examen, il apparaît que le roi ne présente aucun signe de la maladie de Parkinson», indique un communiqué. «Le tremblement émotionnel présent lundi est uniquement dû à la forte émotion, accentuée par l'état de fatigue de ces derniers jours», précise ce texte.

L'hypothèse selon laquelle Albert II, cinquante-neuf ans, nouveau roi des Belges, souffrirait d'une maladie de Parkinson (le Monde du 11 août) reposait, pour l'essentiel, sur l'analyse de la retransmission filmée de sa prestation de serment au Palais des nations. C'est notamment le point de vue du docteur Pierre Rentsch, ancien professeur agrégé à la faculté de médecine de Genève et l'un des meilleurs spécialistes de la santé des grands de ce monde.

ÉTATS-UNIS

Annulation de l'interdiction de recruter des hommes mariés chez les «marines»

Le secrétaire américain à la Défense, Les Aspin, a ordonné, mercredi 11 août, au corps des «marines» de revenir sur sa décision, annoncée le même jour, de refuser les recours marqués à partir de 1995. Un responsable du Pentagone a indiqué que M. Aspin

désapprouvait fortement l'annonce de cette décision par les «marines» sans l'accord préalable du gouvernement. «C'est un sujet sensible et (M. Aspin) n'a pas eu la possibilité d'étudier cette décision», a-t-il ajouté. Dans une circulaire rendue publique mercredi, le chef des «marines», le général Carl Mundy, annonçait que ce corps n'accepterait plus aucune recrue mariée après le 30 septembre 1995 et exigeait que les soldats actuellement incorporés suivent des cours de «prise de conscience» visant à décourager les unions précoces. Il ajoutait que les difficultés conjugales commencent à avoir de sérieuses conséquences sur l'efficacité de ses troupes. L'armée de terre, de l'air ou la marine n'ont jamais adopté de telles politiques. - (AFP, Reuters)

ROUMANIE

Les mineurs du Jiu ont repris le travail

Les 43 000 mineurs de la vallée du Jiu, dans l'ouest de la Roumanie, ont mis fin, mercredi 11 août, à un mouvement de grève de neuf jours, après la conclusion d'un accord entre leurs représentants syndicaux et le gouvernement portant sur les revendications salariales.

Les termes de l'accord n'ont pas été rendus publics mercredi. Le premier ministre, Nicolae Vacaroiu, doit cependant faire face à présent à un autre mouvement de grève, dans les chemins de fer et les transports publics cette fois, dont les employés demandent aussi des augmentations susceptibles de compenser un taux d'inflation annuel de 230 %. - (Reuters, AFP)

du Forum du Pacifique sud, réuni à Nauru (Micronésie), a appelé, mercredi 11 août, la communauté internationale à prendre des mesures face au risque que fait peser le réchauffement de la planète. Dans un communiqué, les dirigeants de treize Etats insulaires auxquels se sont jointes l'Australie et la Nouvelle-Zélande, ont souligné que la montée du niveau des mers constituerait une «très grave menace pour la région Pacifique et la survie de certaines îles». Ils se sont félicités de la suspension des essais nucléaires par la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis et ont noté que «si la France cessait définitivement ses essais, cela contribuerait significativement à l'amélioration de ses relations avec les pays du Forum». - (AFP)

POLITIQUE

La réforme du code de procédure pénale

Le Conseil constitutionnel fait de la présence d'un avocat pendant les gardes à vue un droit imprescriptible

Le Conseil constitutionnel a validé, mercredi 11 août, l'essentiel de la loi réformant le code de procédure pénale, qui modifie un texte voté à la fin de la précédente législature. Il a toutefois précisé que la présence d'un avocat au cours des gardes à vue est un droit imprescriptible de la défense, et que celui-ci ne peut donc pas être supprimé, même pour les personnes soupçonnées de terrorisme ou de trafic de stupéfiants. Il a aussi considéré que la possibilité pour les services de police de mettre en garde à vue des mineurs de treize ans est contraire à la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789.

La protection des libertés individuelles progresse à petits pas. Même dans la patrie des droits de l'homme, il est des dispositions législatives qui ne respectent pas des principes proclamés invariables depuis 1789, ou, en tout cas, qui sont contraires à la lecture qui en est faite aujourd'hui. Il faut que le Parlement modifie la loi et que le Conseil constitutionnel soit saisi de cette réforme pour que tout à coup il apparaisse que les textes en vigueur sont contraires à la Constitution aux yeux de ceux qui sont chargés d'en assurer le respect. Ainsi de la possibilité de mettre en garde à vue des mineurs de treize ans, supprimée par une loi votée à la toute fin de la dernière législature, rétablie par la nouvelle majorité, et dont le Conseil a estimé qu'elle était contraire à la Déclaration des droits de l'homme de 1789.

Ainsi de l'impossibilité pour une personne gardée à vue de recevoir la visite d'un avocat, qui n'a disparu que depuis le 1^{er} mars 1993 et qui a été rétablie par la nouvelle loi dans deux cas particuliers : le Conseil considère qu'une telle disposition est contraire aux droits de la défense, qui sont, comme il a déjà eu l'occasion de le proclamer, un des principes fondamentaux des lois de la République.

Ces avancées jurisprudentielles ne mettent pas en cause l'essentiel de la réforme du code de procédure pénale voulue par la droite pour corriger ce qui lui paraissait néfaste dans celle que la gauche avait fini par voter dans les ultimes jour de la dernière législature, et qui était devenue la loi du 4 janvier 1993. Elles confirment simplement que la nouvelle majorité a eu toutes raisons de se montrer prudente et de ne pas mettre en application la totalité de son programme électoral, puisque dans celui-ci elle avait annoncé son intention de revenir complètement sur la possibilité de la présence d'un avocat pendant les gardes à vue. Cette modération permet à la loi définitivement votée le 13 juillet d'être jugée conforme à la Constitution, à l'exception de deux de ses dispositions, par le Conseil constitutionnel, qui avait été saisi par les sénateurs socialistes.

« L'égalité entre les justiciables »

Tant dans la réforme voulue par la gauche que dans celle adoptée par la droite, un des points les plus discutés avait donc été la présence d'un avocat pendant la garde à vue. La loi de janvier 1993 avait prévu qu'elle serait possible dès la première heure à partir du 1^{er} janvier 1994, et qu'en attendant elle serait autorisée à partir de la vingtième heure. Le texte voté en juillet ne garde que cette seconde possibilité. Le Conseil constitutionnel n'a rien trouvé à redire à la suppression de l'intervention d'un avocat dès la première heure. Mais il a précisé que « le droit de la personne à s'entretenir avec un avocat au cours de la garde à vue constitue un droit de la défense qui s'exerce durant la phase d'enquête de la procédure pénale ». Or, depuis 1976, il considère que les droits de la défense font partie des « principes fondamentaux des lois de la République », qui ne peuvent être mis à mal. Cela veut donc dire que le Conseil n'accepterait pas qu'il soit interdit à un avocat d'intervenir pendant une garde à vue.

Le législateur conserve toutefois la possibilité de limiter les « modalités d'exercice » de ce droit, donc de ne le permettre qu'à partir d'un certain délai, et de faire varier celui-ci en fonction des circons-

tances. Ainsi la majorité a pu ne le permettre qu'à partir de la trentième heure, lorsque la personne gardée à vue est soupçonnée de certains délits (association de malfaiteurs, proxénétisme aggravé, extorsion de fonds, infraction commise en bande organisée). En revanche, elle n'avait pas la possibilité de le supprimer totalement pour celles soupçonnées de trafic de stupéfiants ou de terrorisme.

Le Conseil a en effet considéré que « dénier à une personne tout droit à s'entretenir avec un avocat pendant une garde à vue à raison de certaines infractions, alors que ce droit est reconnu à d'autres personnes dans le cadre d'enquêtes sur des infractions différentes punies de peines aussi graves et dont les éléments de fait peuvent se révéler aussi complexes, méconnaît, s'agissant d'un droit de la défense, l'égalité entre les justiciables ». Il a donc déclaré contraire à la Constitution cette disposition. Aussi, dans l'attente d'une intervention éventuelle du législateur, les personnes inter-

pellées dans des affaires de terrorisme ou de trafic de stupéfiants pourront demander à s'entretenir avec un avocat dès la vingtième heure de leur garde à vue, qui au total peut durer quatre jours.

Informers le procureur dans « le plus bref délai possible »

Le Conseil a aussi jugé contraire à la Constitution l'article de la loi permettant de mettre en garde à vue un mineur de treize ans, comme cela était possible avant la loi de janvier 1993, disposition que celle-ci avait interdite. Pour cela, il s'est appuyé sur l'article 9 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, qui indique : « Tout homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, s'il est jugé indispensable de l'arrêter, toute rigueur qui ne serait pas nécessaire pour s'assurer de sa personne doit être strictement réprimée par la loi ». C'est la première fois, en dehors du rappel du principe de la présomption d'innocence, qu'il utilise cette partie du

texte de 1789, qui voulait prévenir les risques d'arbitraire.

En fait, si le Conseil estime que la sévérité de la garde à vue est disproportionnée pour les mineurs de treize ans, il n'entend pas, pour autant, un dispositif particulier pour eux de mise à la disposition des enquêteurs. Il écrit en effet dans sa décision : « Considérant que si le législateur peut prévoir une procédure appropriée permettant de retenir au-dessus d'un âge minimum les enfants de moins de treize ans pour les nécessités d'une enquête, il ne peut être recouru à une telle mesure que dans des cas exceptionnels et s'agissant d'infractions graves ; que la mise en œuvre de cette procédure, qui doit être subordonnée à la décision et soumise au contrôle d'un magistrat spécialisé dans la protection de l'enfance, nécessite des garanties particulières, qu'il n'estime pas respectées dans le texte qui lui était soumis ».

Le Conseil constitutionnel a aussi rendu pratiquement inopé-

rante une partie de la réforme à laquelle la droite tenait particulièrement. Le texte de janvier 1993 obligeait la police à avertir immédiatement le procureur de la République des mises en garde à vue, ce qui, pour la nouvelle majorité, alourdissait inutilement la procédure. Aussi avait-elle prévu que cette information ne devait avoir lieu que « dans les meilleurs délais ». Le Conseil rappelle que c'est, en vertu même de la Constitution, « l'autorité judiciaire » qui « assure le respect » de la « liberté individuelle », mis en cause par la garde à vue. Donc « il importe, précise-t-il, que les décisions prises en la matière par les officiers de police judiciaire soient portées aussi rapidement que possible à la connaissance du procureur de la République ».

Cette disposition de la loi n'est donc conforme à la Constitution que « sous la réserve », indique le Conseil, qu'il soit entendu que cette information des magistrats, du parquet, « si elle ne peut être

immédiate pour des raisons objectives tenant aux nécessités de l'enquête, doit s'effectuer dans le plus bref délai possible de manière à assurer la sauvegarde des droits reconnus par la loi à la personne gardée à vue ».

Cette interprétation s'impose à tous. N'en déplaise aux dirigeants de l'Association professionnelle des magistrats qui, après la décision du Conseil sur les contrôles d'identité, avait demandé, dans un communiqué, aux juges et aux procureurs de « ne tenir aucun compte des réserves d'interprétation » du Conseil constitutionnel (le Monde daté 8-9 août). Eux qui sont au premier titre chargés du bon respect de la loi ont semblé oublier l'article 62 de la première des lois, la Constitution, qui indique que les décisions du Conseil « s'imposent aux pouvoirs publics et à toutes les autorités administratives et judiciaires ».

THIERRY BRÉHIER

Pour éviter que son action ne soit « compliquée »

M. Balladur n'envisage plus de conduire la liste de la majorité aux élections européennes

Dans un entretien à l'hebdomadaire VSD du jeudi 12 août, Edouard Balladur, qui n'avait pas exclu, le 15 juillet, de conduire une liste de la majorité aux élections européennes si on le lui demandait avec insistance, indique qu'il écarte une telle hypothèse.

Se disant « quelque peu surpris de l'interprétation qui a été faite de [ses] propos », il précise : « J'ai toujours dit qu'il fallait une seule liste pour les élections européennes. Il serait inconcevable que, gouvernant ensemble et appliquant la même politique européenne, nous nous divisions devant les Français en présentant plusieurs listes. J'ai toujours dit aussi que personnellement cela ne m'intéressait pas de la conduire parce que j'ai une tâche qui consiste à diriger le gouvernement, à faire face aux difficultés qui se présentent, et parce qu'enfin, soyons clairs, il est évident que beaucoup verront dans ces élections européennes en quelque sorte l'antichambre de l'élection présidentielle. Je n'ai pas envie d'avoir mon action compliquée, pendant l'année qui me restera, par le résultat des

élections européennes. C'est on ne peut plus clair, je crois. Donc je n'ai pas varié sur ce point. Ma prévision ? On arrivera bien à trouver quelqu'un d'autre pour conduire la liste RPR-UDF aux élections européennes ».

« Un nouvel effort » à la rentrée

Interrogé, d'autre part, sur son état d'esprit face à la crise monétaire, M. Balladur se dit « résolu ». « Nous avons, c'est vrai, déclaré-t-il, rencontré une difficulté sur notre route pour diverses raisons qui relèvent autant de la politique intérieure que de la politique extérieure. Mais enfin, tournons la page et regardons l'avenir. Ce qui importe, c'est que notre pays retrouve la voie de la croissance et de l'emploi. Or il ne peut retrouver cette voie que si nous maintenons le cap qui est le nôtre : celui d'une politique financière sérieuse qui permette de garantir la protection sociale en mettant un terme aux déficits des régimes sociaux. Une telle politique suppose que nous continuons à lutter contre

les déficits et contre l'inflation. J'aurais préféré que cette tempête monétaire n'ait pas lieu, cela va de soi. Mais je crois, au bout du compte, qu'elle s'est terminée dans notre pays dans les moins mauvaises conditions possibles. Et j'en tire, pour ma part, la conclusion qu'il faut que nous poursuivions notre action de redressement sans faiblir et sans nous laisser détourner de notre chemin ».

Enfin, M. Balladur indique qu'il entend « proposer à la rentrée, au Parlement et aux Français, les lignes directrices d'un nouvel effort ». « Un nouvel effort qui, dit-il, doit se caractériser notamment par le budget 1994, avec des baisses d'impôt, ainsi que par la loi quinquennale sur l'emploi. Il nous faudra également nous attacher à redéfinir une meilleure organisation de l'Europe. Il ne faut pas nous laisser arrêter par cette crise mais, à l'inverse, en tirer des enseignements. L'un d'eux, c'est que nous n'avons pas besoin de moins de coopération mais de davantage de coopération entre pays européens ».

Les hésitations du premier ministre

Les discussions sur la préparation des élections européennes ont commencé au sein de la majorité dès le lendemain des élections législatives. Le 5 avril, en effet, Valéry Giscard d'Estaing annonçait que l'UDF présenterait sa propre liste et, sans le dire explicitement, laissait entendre qu'il en serait le chef de file. M. Balladur répliquait en suggérant une régionalisation du scrutin qui, officiellement, visait à rapprocher les électeurs des élus et, officieusement, tendait à contraindre l'initiative de M. Giscard d'Estaing.

Ce projet de réforme n'ayant pu aboutir, plusieurs dirigeants du RPR - MM. Sarkozy, Pasqua, Pons, - en privé d'abord, en public ensuite, pressaient le premier ministre de prendre lui-même la tête d'une liste commune RPR-UDF. Dans un premier temps, M. Balladur écartait cette suggestion, refusant, disait-il dans le Monde du 18 mai, de « transformer ce

scrutin en une sorte de vote de confiance envers le gouvernement », puis, dans un deuxième temps, recevant le 15 juillet quelques journalistes, il n'excluait plus d'être candidat si on le lui demandait avec insistance pour préserver l'unité de la majorité.

Une initiative « précipitée »

Alors que le RPR se réjouissait de ce revirement, le porte-parole de l'UDF, Jean-Pierre Raffarin, jugeait « précipitée » l'initiative du premier ministre. En estimant qu'« on arrivera bien à trouver quelqu'un d'autre pour conduire la liste RPR-UDF », le premier ministre revient à sa position initiale, tout en laissant entendre, en privé, qu'il ne croit guère à la possibilité d'une liste unique de la majorité.

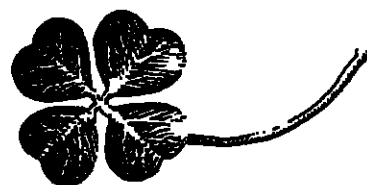
T. F.

EN BREF

□ Le retour de Jacques Attali au Conseil d'Etat. - Après la publication, dans le Figaro du mercredi 11 août, d'un écho indiquant que « certains membres, parmi les plus éminents, du Conseil d'Etat ont fait savoir discrètement que le retour en son sein de Jacques Attali n'était pas souhaitable pour l'honneur de l'institution », le Conseil d'Etat a réagi en précisant, dans une lettre adressée au quotidien, qu'« à l'occasion de cette réintégration, qui est d'ailleurs de droit, il n'a été constaté aucune entorse à l'unité et à la bonne entente traditionnelles entre les membres du Conseil d'Etat ». M. Attali, qui a démissionné de la présidence de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement le 25 juin, a sollicité sa réintégration au Conseil d'Etat, selon la procédure habituelle, dès l'expiration de son détachement, à savoir le 21 juillet.

□ Georges Marchais sera prochainement opéré de la hanche. - Après les examens subis en début de semaine par Georges Marchais au service de cardiologie de l'hôpital Lariboisière à Paris (le Monde du 12 août), les professeurs Robert Slama et Philippe Beaufils, responsables de ce service, ont publié un communiqué selon lequel ils autorisent l'intervention chirurgicale qui avait été demandée par les rhumatologues du secrétaire général du Parti communiste. M. Marchais souffre en effet d'une arthrose de la hanche gauche qui entraîne « un handicap fonctionnel de plus en plus invalidant ». La date et le lieu de l'opération n'ont pas encore été fixés.

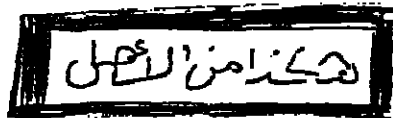
Tout vient à point
à qui sait attendre demain
vendredi 13.



LOTO • TAPIS VERT • TAC O TAC • BANCO • MILLIONNAIRE
LOTO SPORTIF • POKER • BLACK JACK • BINGO

Vendredi 13, pour la fête de la chance, la Française des Jeux vous souhaite bonne chance.

LA FRANÇAISE DES JEUX



SOCIÉTÉ

L'enquête sur la tentative de subornation de témoin après le match VA-OM

Le témoignage de M. Mellick est remis en cause par une photo

L'enquête sur la subornation de témoin dont aurait fait l'objet l'ancien entraîneur de Valenciennes Boro Primorac à la suite d'un entretien, le 17 juin, avec Bernard Tapie, a connu, mercredi 11 août, un nouveau rebondissement : une photo, publiée dans une revue locale, indique que l'ancien ministre socialiste Jacques Mellick était à Béthune le 17 juin, en début d'après-midi, à l'heure où il affirme avoir rencontré Bernard Tapie à Paris, servant ainsi d'alibi au président de l'OM.

« Le 17 juin à 14 heures, M. Mellick rencontrait les agents recrutés par la communauté de Béthune durant ces quatre derniers mois. » Cette phrase, en apparence bien anodine, est à l'origine du dernier rebondissement de l'affaire du match Valenciennes-Marseille. C'est en ces termes qu'est rédigée la légende d'une photo publiée dans le numéro 25 de *Cap sur l'innovation*, une revue interne de la communauté de Béthune. M. Mellick, ancien ministre, député (PS) du Pas-de-Calais et maire adjoint de la ville, figure sur ce cliché en compagnie d'une vingtaine d'autres personnes. Des lors, comment aurait-il pu être à 14 h 30, dans le bureau parisien de BTF, comme il l'affirme depuis le 31 juillet (*le Monde* daté 1-2 août) ?

Cette question est essentielle. Elle est désormais au cœur de l'affaire dans l'enquête sur la tentative de subornation de témoin dont M. Primorac affirme avoir fait l'objet de la part de M. Tapie, le 17 juin, par l'intermédiaire d'un restaurateur corse André-Noël Filippeddu. Des accusations que M. Tapie a toujours réfutées, affirmant qu'il n'avait pas pu rencontrer M. Primorac ce jour-là en

début d'après-midi, puisqu'il se trouvait au même moment en compagnie de M. Mellick. Cet alibi a été révélé par le *Point* le 31 juillet, est aujourd'hui mis à mal par la photo de *Cap sur l'innovation*. En effet, si l'heure de 14 heures devait être confirmée, le témoignage de M. Mellick serait complètement remis en cause, de même que la thèse de M. Tapie affirmant qu'il n'a pas rencontré Primorac. M. Mellick, que nous n'avons pu joindre, jeudi 12 août dans la matinée, s'était expliqué, la veille au soir, lors d'un entretien avec l'Agence France Presse : « Il s'agit d'une manipulation qui a commencé dès samedi dernier avec la distribution dans ma circonscription de photocopies de cette photo. Or, cette photo n'est nullement un élément nouveau. Elle a été imprimée par nous, diffusée par nous, dans la première semaine de juillet. Elle était donc parfaitement connue quand j'ai été entendu par le juge d'instruction. Mais, on fait semblant de la découvrir aujourd'hui. Le 17 juin, après avoir rencontré Bernard Tapie à Paris, comme l'attestent plusieurs autres témoins, je suis rentré en voiture par l'autoroute à Béthune pour assister à cette réception, où je suis arrivé très en retard, vers 17 heures. Il n'y avait pas d'embouteillages et le trajet Paris-Béthune est pour moi tout à fait habituel. C'est le directeur général des services de la communauté de Béthune, Jean-Pierre Cruset, qui a prononcé le discours à ma place. »

« Les policiers ont agi comme des voyous »

La thèse de M. Mellick est donc la suivante : si la réunion a bien commencé vers 14 heures, il n'est, pour sa part, arrivé sur place que bien plus tard. L'auteur de la légende photo aurait donc, à tort, indiqué un horaire aujourd'hui bien gênant pour l'ancien ministre. Ce dernier a vivement mis en

cause les méthodes de la police : « Les policiers ont fait irruption à la mairie de Béthune, au service communication, qui est responsable de la revue. Ils se sont comportés de manière grossière et ont refusé d'entendre les employés à la mairie, les emmenant au commissariat. Là, ils ont été menacés. Des policiers leur ont dit : « On veut la peau de ton patron depuis longtemps. On va lui tailler un costume. Il est fou. » Les policiers ont agi comme des voyous. » Jeudi 12 août, en fin de matinée, trois proches collaborateurs de M. Mellick, placés la veille en garde à vue, étaient toujours entendus par les enquêteurs du service régional de police judiciaire (SRPJ) de Lille : Pascal Van Acker, secrétaire général de la mairie; Valérie Trensou, directrice de cabinet de M. Mellick; Aurélien Lefèvre, directeur des services techniques de la communauté de Béthune. Le personnel de la mairie de Béthune s'est mis en grève, jeudi matin, pour protester contre la mise en garde à vue de ces trois personnes.

Il semble se confirmer, à en croire certains témoins, que M. Mellick est effectivement arrivé pour étudier et comprendre les données de la réception. Le 17 juin avec les agents de la communauté de Béthune. Il reste cependant à déterminer l'heure exacte de son arrivée. En quittant l'avenue de Friedland (quartier de la place de l'Étoile) à 15 h 30, pouvait-il être une heure trente plus tard à quelque 210 kilomètres de là, en sachant qu'il faut d'abord emprunter le périphérique et rejoindre la porte de la Chapelle avant de se retrouver sur l'autoroute du nord ?

Les enquêteurs, qui auraient également entendu d'autres participants à la réunion du 17 juin, s'efforcent donc de clarifier le déroulement exact de cette journée. Les importantes imprécisions déjà apparues dans les différents témoignages et déclarations de M. Mellick (*le Monde* du 4 août) ne tran-

quent pas de les intriguer. Elles les intriquent d'autant plus qu'ils ne disposeraient d'aucun élément écrit. Selon *L'Express* du 12 août, les policiers ont voulu examiner les fiches rédigées par le secrétaire de M. Tapie qui tient à jour l'agenda du président de l'OM. Or les fiches du mois de juin auraient disparu.

PHILIPPE BROUSSARD
avec YVES JOUANNIC
à Béthune

Perquisition au siège parisien de Bernard Tapie Finance dans le cadre de l'affaire Testat. Une perquisition a eu lieu, mercredi 11 août, au siège parisien du groupe Bernard Tapie Finance (BTF), à l'initiative du juge d'instruction de Béthune (Pas-de-Calais), Benoît Persy, chargé de l'enquête sur d'éventuelles malversations financières liées à la société Testat, filiale de BTF. C'est la seconde perquisition menée dans les locaux de M. Tapie, avenue de Friedland (Paris-17), dans le cadre de cette affaire (*le Monde* du 29 juillet).

Charles Altieri, impliqué dans l'assassinat du juge Michel, sera renvoyé pour trafic de drogue en novembre. — Charles Altieri a comparu, mercredi 11 août, devant le tribunal correctionnel de Paris, 11 août, au siège parisien du groupe Bernard Tapie Finance (BTF), à l'initiative du juge d'instruction de Béthune (Pas-de-Calais), Benoît Persy, chargé de l'enquête sur d'éventuelles malversations financières liées à la société Testat, filiale de BTF. C'est la seconde perquisition menée dans les locaux de M. Tapie, avenue de Friedland (Paris-17), dans le cadre de cette affaire (*le Monde* du 29 juillet).

MÉDECINE

A la suite d'une évaluation technique

Des tests de dépistage de l'hépatite C pourraient être retirés du marché

A la demande des responsables de l'Agence du médicament, une évaluation de l'efficacité des différents tests de dépistage de l'infection par le virus de l'hépatite C vient d'être menée. Ses résultats seront prochainement transmis à Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la santé. Comme pour le dépistage du virus du sida, cette étude pourrait rapidement conduire au retrait de différents tests actuellement commercialisés en France.

L'hépatite virale de type C ne cesse d'inquiéter les spécialistes de virologie et les responsables de la santé publique. Bien qu'elle soit encore mal connue, cette affection constitue un problème sanitaire dont on commence seulement à mesurer l'ampleur. On estime entre 500 000 et 2 millions le nombre des personnes pouvant en France être infectées par ce virus (*le Monde* du 22 octobre 1991 et du 9 janvier 1993). La présence de ce dernier dans l'organisme peut évoluer (dans 30 % des cas estime-t-on généralement) vers une infection chronique du foie, plus ou moins compliquée en terme d'installation d'une cirrhose ou d'un cancer hépatique.

La découverte d'une méthode permettant de faire un dépistage sanguin de marqueurs biologiques de l'infection par le virus de l'hépatite C date de 1989 (*le Monde* du 21 avril 1989) et l'obligation de mettre en œuvre ce dépistage chez les donneurs de sang, de février 1990. Sept à huit millions de tests sont effectués chaque année en France, dont 3,5 millions sur les dons de sang et le reste par les laboratoires publics et privés d'analyses biologiques.

En trois ans, près d'une vingtaine de tests ont été proposés par les principaux fabricants de réactifs biologiques, mais tous n'ont pas été homologués. Une dizaine de procédés sont commercialisés en France par les

firmes Abbott, Diagnostics-Pasteur (Eli-Sanofi) Ortho ou Murex. C'est un marché non négligeable : les tests - d'un prix notablement plus élevé que ceux pour le virus du sida - valent entre 25 et 30 francs l'unité.

L'évaluation de leur efficacité n'est pas, techniquement, une tâche aisée. Si l'on dispose d'une série de données sur le génome de ce virus, on ne connaît pas la totalité de la structure virale. On ne peut donc avoir qu'une approche incomplète de cette infection. Cela explique notamment l'évolution constante des types de tests proposés et de leur qualité.

La volonté ministérielle

Comme dans le cas de l'évaluation des tests de dépistage de l'infection par le virus de l'hépatite B ou, plus récemment, des tests de l'infection par le virus du sida (*le Monde* du 28 juillet), c'est la nécessité d'une parfaite adéquation entre les dernières données scientifiques et les décisions relatives à la santé publique qui a conduit les responsables de la toute jeune Agence du médicament à s'intéresser au virus de l'hépatite C. Cette évaluation a été coordonnée, ces derniers mois, par le docteur Christian Janot (CRTS de Vandœuvre-les-Nancy). Le rapport définitif sera prochainement transmis à Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la santé.

Compte tenu de l'évolution constante de la qualité des tests mis au point par les firmes et de l'apparition récente de tests dits « rapides », de maintien parfois défectueux, il est vraisemblable que ce travail d'évaluation, comme les précédents, conduira à une décision de retrait de certaines marques. Faudra-t-il pour autant s'en émouvoir ?

Dans les milieux professionnels, on reconnaît généralement l'intérêt de la démarche de l'Agence du médicament, tout en s'étonnant de la rapidité de décision ministérielle concernant les tests de dépistage de l'infection par le virus du sida.

Sans remettre en question l'intérêt de cette décision en termes de santé publique, on a aussi critiqué l'insuffisance des moyens mis en œuvre pour, à cette occasion, répondre aux interrogations des nombreuses personnes inquiètes quant à la réalité de leur statut sérologique. Reste l'événement qui constitue la volonté ministérielle de voir au plus vite traduits dans la pratique médicale les conclusions des travaux d'évaluation.

JEAN-YVES NAU

L'épidémie de tuberculose progresse en milieu carcéral

L'Union syndicale pénitentiaire (USP) a dénoncé, dans un communiqué mercredi 11 août, la « passivité » des pouvoirs publics face à l'extension de l'épidémie de tuberculose en milieu carcéral. Elle souligne que la tuberculose est « en constante progression » et que « cela peut être vérifié dans les établissements pénitentiaires par un nombre croissant de diagnostics de tuberculose arrivants ». Elle cite le cas de la maison d'arrêt des femmes de Fleury-Mérogis, où « le dépistage est inexistant » et où « les détenues tuberculées ne peuvent être repérées que lorsque la maladie est avancée ».

En octobre 1992, un pré-rapport sur l'amélioration du système de soins en milieu pénitentiaire soulignait qu'il existe « trois fois plus de tuberculoses pulmonaires dépistées en milieu carcéral que dans la population générale ». En avril dernier, lors d'une visite à la maison d'arrêt de Fresnes, Pierre Méhaignerie, garde des sceaux, ministre de la justice, avait été alerté par le docteur Tuffelli, médecin responsable du « grand quartier » de Fresnes, de la gravité de la situation. M. Méhaignerie avait alors indiqué qu'il allait en référer à Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la santé.

Quatre plaisanciers meurent dans le naufrage de leur bateau dans le Finistère. — Quatre plaisanciers bretons ont trouvé la mort dans le naufrage de leur bateau, durant la nuit du mardi 10 au mercredi 11 août, au large du port de Saint-Guénolé-Pennmarc'h (Finistère). Les corps de deux d'entre eux ont été découverts, flottant à l'entrée du port, mercredi matin, avant que les deux autres soient repérés par les pompiers, assistés par un hélicoptère de la Protection civile. Le canot à moteur a vraisemblablement percuté une balise à l'entrée du port, alors que les quatre hommes traînaient de l'île de Sein.

ENVIRONNEMENT

Un risque naturel oublié

La foudre fait chaque année entre 20 et 40 victimes

Julien Richard, treize ans, l'un des onze jeunes Éclaireurs de France frappés par la foudre dimanche 8 août à Font-Romeu (Pyrénées-Orientales), se trouvait toujours, jeudi 12, dans un état de coma stationnaire à l'hôpital Lapeyronie de Montpellier. Les chirurgiens réservaient toujours leur pronostic.

L'aspect spectaculaire de l'accident de Font-Romeu vient rappeler aux citoyens, parfois trop coupés des choses de la nature, cette évidence qu'aucun paysan n'ignore : la foudre peut tuer. Chaque année, vingt à quarante personnes et vingt mille animaux meurent, victimes directes ou indirectes de la « colère du ciel » (1).

Des exemples ? L'été dernier, en juillet, en Charente-Maritime, quatre campeurs sont tués, écrasés dans leur tente par des arbres que l'orage avait abattus. En août 1990, une jeune fille est foudroyée, alors qu'elle se trouvait à l'intérieur d'une cabane, à 1 980 mètres d'altitude, dans le Haut-Verdon ; sa mère est brûlée au troisième degré. En 1986, la foudre tombe sur la cheminée de la fonderie d'aluminium Cegedur-Pechiney d'Issoire (Puy-de-Dôme), l'usine explose ; bilan : quatre morts, production arrêtée pendant trois mois.

Un éclair n'est rien d'autre qu'un formidable court-circuit entre un nuage et le sol. Son déclenchement exige un certain nombre de conditions naturelles. D'abord, un cumulo-nimbus, formé par la condensation de l'humidité à l'extrémité d'un violent courant d'air chaud descendant. La circulation des gouttelettes d'eau transforme ce nuage en un véritable générateur électrique, chargé négativement au sommet et positivement à la base. Parallèlement, la présence du cumulo-nimbus modifie le champ électrique au sol, qui peut atteindre des valeurs cent fois supérieures aux quelque 100 volts par mètre carré mesurés normalement par beau temps.

De petits arcs électriques, les « précurseurs », vont ensuite venir lécher le sol, par petits bonds successifs. L'un d'entre eux repèrera forcément une pointe (arbre, éolier...) où le champ électrique est plus intense. Un canal ionisé se formera alors instantanément, une

sorte de tube mince reliant le sol au nuage et dans lequel l'air, devenu subitement conducteur, sera parcouru par un courant d'une intensité extrême (jusqu'à 200 000 ampères). Porté à quelque 30 000 degrés en moins d'un dixième de seconde, l'air de ce canal se détend en provoquant une onde de choc, à l'origine du coup de tonnerre.

On imagine sans peine les dégâts que peut provoquer un phénomène aussi brutal. En moyenne, quelque deux millions d'impacts sont relevés annuellement en France. Ils sont à l'origine de quinze mille incendies (dont beaucoup de feux de forêts) et provoquent la destruction de centaines de transformateurs d'EDF et de cinquante mille compteurs électriques. Les régions les plus touchées sont l'Alsace, les zones montagneuses (Alpes, Massif central, Pyrénées), et celles dont le sol comprend des éléments radioactifs (Corrèze, Haute-Vienne, Creuse, Cantal) ou des argiles ferrugineuses (plateau de Lannemezan, Gers). En revanche, le Nord-Ouest est relativement épargné : la pointe du Raz ne compte en moyenne que trois jours d'orage par an, contre trente-deux à Nice ou à Grenoble.

Pas de sécurité absolue

Comment se protéger ? En s'équipant de paratonnerres ou de parafofoures, bien sûr. Ils sont obligatoires pour certains établissements « sensibles », comme les installations industrielles classées, les restaurants d'altitude, les immeubles de grande hauteur, ou les maisons de retraite, mais pas pour les hôpitaux, les écoles ou les lycées... Ces matériels ne procurent pas, cependant, une sécurité absolue. De plus, les systèmes électriques ou de communications sont très sensibles aux champs magnétiques induits par les orages. Les micro-courants provoqués sur le réseau EDF sont redoutables pour les ordinateurs.

On ne maîtrise pas la foudre. On la subit, en l'instar des autres phénomènes météorologiques. On peut, en revanche, tenter de prévoir son arrivée, en la suivant à la trace, comme un vulgaire anticyclone. C'est donc tout naturellement que la société Météorage, créée en 1987 par Franklin France

(paratonnerres, parafofoures), s'est alliée à Météorage pour monter un réseau de surveillance. Météorage traite et commercialise les données recueillies par seize capteurs installés par Météorage dans ses stations réparties sur tout le territoire, auxquels viennent s'ajouter deux détecteurs en Suisse et huit en Autriche (2).

Ces dispositifs, qui enregistrent les ondes électromagnétiques émises par les éclairs, sont capables de localiser les points d'impact dans un rayon de 300 kilomètres, avec une précision de 1 à 3 kilomètres. Les mesures des capteurs sont disponibles en temps réel sur Minitel (3617 Météorage). Une banque de données fournit aussi un service en « temps différé », utilisé notamment par les compagnies d'assurances ou les industriels désireux d'évaluer le risque encouru par leurs installations sensibles.

Parallèlement, des recherches plus fondamentales sont menées pour étudier et comprendre les mécanismes de la foudre. En France, qui fait figure de leader en la matière, le laboratoire des applications spéciales de la physique (LASP) du CEA travaille sur le sujet depuis plus d'une quinzaine d'années, en collaboration avec l'Office national d'études et de recherche aérospatiales (ONERA), France-Télécom, l'université de Toulouse, mais aussi la NASA et certaines universités américaines. Il utilise, pour ses mesures, un ingénieux dispositif de déclenchement artificiel de la foudre, qui consiste à envoyer vers les cumulo-nimbus de petites fusées reliées au sol (et aux instruments) par un fil de cuivre.

Ces travaux ont déjà permis la mise au point d'un système de détection des éclairs intramontagnes en altitude, employé sur le centre spatial guyanais de Kourou lors des lancements d'Ariane, et au centre d'essais des Landes où l'armée teste ses missiles.

JEAN-PAUL DUFOUR

(1) Statistiques fournies lors de la création de l'association Prévention foudre en juin 1993, par M. Arsaud Boysson, président actuel de cette association et de la société Soule (matériel de protection contre la foudre).

(2) Vingt et un capteurs, en cours d'installation en Italie viendront bientôt s'ajouter au réseau.

Selon un rapport de la FAO

Plus de 150 millions d'hectares de forêts tropicales ont disparu entre 1981 et 1990

Plus de 150 millions d'hectares de forêts ont disparu dans les pays tropicaux entre 1981 et 1990, soit un taux annuel de déboisement de 15,4 millions d'hectares, indique le rapport sur l'évaluation globale des ressources forestières tropicales, publié, mardi 10 août, par la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture). Les pertes les plus importantes ont été subies par l'Amérique latine et les Caraïbes (7,4 millions d'hectares par an), l'Afrique (4,1), puis l'Asie et les États du Pacifique (3,9). Le Brésil et l'Indonésie ont le plus souffert avec, respectivement, 3 670 900 et 2 122 000 d'hectares déboisés au cours de la période. En compensation, 43,8 millions d'hectares, seulement, ont été plantés, soit 30,7 % avec succès, selon la FAO.

L'étude montre que le déboisement a une incidence grave sur la régulation du climat de la planète et sur la vie des espèces animales et végétales dans les régions tropicales. « Si la destruction des

forêts se poursuit au taux actuel, des richesses biologiques inestimables disparaîtront », avertit Edouard Saouma, directeur général de la FAO.

Parmi les principales raisons du déboisement, on note la conversion de terres forestières à l'agriculture, notamment en pâturages, l'agriculture itinérante et l'extension des zones urbaines et industrielles. Selon la FAO, les pays tropicaux conservent d'abondantes ressources forestières, mais l'expansion démographique, associée à la stagnation économique et aux besoins croissants de terres pour l'agriculture de subsistance, les obligeront encore à déboiser.

« L'une des causes sous-jacentes du recul des forêts tropicales est la pauvreté ». Mais « comment peut-on attendre de gens affamés qu'ils protègent les forêts et se soucient du bien-être des générations futures, quand leur survie immédiate est menacée ? », se demande le directeur de la FAO.

EN BREF

Classement de la forêt d'Halatte (Oise). — La forêt d'Halatte, qui couvre près de 6 000 hectares dans l'Oise, devient un « site classé » à la suite d'un décret du ministre de l'environnement, publié au *Journal officiel* du 7 août. Elle constitue, avec les massifs de Chantilly et d'Ermenonville, un des maillons de la vaste chaîne de forêts entourant l'agglomération parisienne à travers le Val-d'Oise et l'Oise, et qui, en raison de leur proximité avec la capitale, subissent une forte pression immobilière. Une partie de la forêt de Chantilly est déjà sous protection et un parc naturel régional, qui englobera les massifs d'Halatte, de Chantilly et d'Ermenonville dans une seule unité de gestion, est à l'étude, rappelle le ministère de l'environnement dans un communiqué.

Les inondations ont fait plus de 380 morts en Chine. — Les inondations ont fait au moins 380 morts en Chine depuis juillet et ce bilan pourrait encore s'alourdir, rapporte mercredi 11 août le quotidien *China Daily*. Dix provinces du centre et de l'est du pays ont été touchées par de fortes pluies. Les dégâts les plus importants ont été relevés autour des fleuves Yangtze et Huai. Selon les premières estimations, 580 000 maisons ont été détruites et des dizaines de milliers de personnes ont dû être évacuées. Les inondations ont provoqué plus de 14 milliards de yuans (près de 15 milliards de francs) de pertes depuis juillet, affirme le *China Daily*. « Le nombre exact de personnes tuées par les flots et les glissements de terrain est inconnu, car de nombreux villages et villes ont été détruits. » — (Reuters).

DES LIVRES

Beauvoir dans la force de l'âge

La relecture de l'autobiographie d'une femme libre et terriblement lucide comme remède à la régression actuelle

Quand on a le sentiment de devoir ce qu'on est à Simone de Beauvoir, on n'aborde pas sans appréhension une relecture de ses Mémoires. On en a tant entendu depuis sa mort, en 1986. Surtout, les calomnies font toujours leur chemin. On en vient à se demander si l'on n'a pas embelli, avec le temps, le souvenir de lectures d'adolescence, d'éducation.

Heureusement, dès les premières pages de la *Force de l'âge* (publié en 1960), dès l'introduction (1), on retrouve ce qu'on a aimé, cette netteté dans le propos, cette volonté affirmée de faire, en un « compte-rendu (...) dénué de toute préoccupation morale », la chronique d'une époque — et de sa propre vie. Exercice de lucidité qui ne va pas sans une certaine cruauté — à l'égard de soi-même d'abord.

On songe à tout ce que colportent, ici et là, des gens qui n'ont pas lu ces gros volumes. Qui ne veulent pas lire. Seulement méditer et gaver de clichés d'autres aux-quel on n'apprend pas à lire pour mieux les dominer. Et soudain, comme en surimpression, s'impose cette phrase de Nathalie Sarraute, ce titre : *Disent les imbéciles*.

« Disent les imbéciles » que Simone de Beauvoir ne saurait pas écrire et que toute intellectuelle décidant de se raconter ferait aussi bien — et mieux — qu'elle. « Disent les imbéciles » que son témoignage ne pourrait plus être une leçon de vie, ce qu'elle défendait étant « dépassé » — par qui, par quoi ? « Disent les imbéciles » que ceux qui sont entrés avec joie et passion dans un jeu affectif avec elle et Sartre auraient été de « pauvres victimes ». Il leur suffirait d'écrire, tardivement, de mauvais livres racleurs pour avoir raison contre Beauvoir.

Disent les malhonnêtes, surtout. Ainsi, voilà quelques années, un homme a « découvert » que Sartre et Beauvoir auraient été des pétauniers surnois, de vagues « collabos » pour tout dire. Tout heureux, certains journaux ont fait grand cas de cette « révélation ». On apprendait enfin que pendant l'Occupation, pour continuer à enseigner, Beauvoir avait signé une lettre précisant qu'elle n'était ni juive ni franco-maçonne. Et elle avait caché cela pendant toutes ces années ! Et tant de femmes, dans le monde entier, avaient écouté la parole de cette dissimulatrice...

Dans la *Force de l'âge*, après avoir longuement réfléchi aux raisons pour lesquelles Sartre et elle — elle surtout — avaient tant sous-es-

timé, dans les années 30, la montée du fascisme en Europe (certains aujourd'hui seraient bien inspirés de méditer ces pages), Simone de Beauvoir écrit : « On me fit signer un papier où j'affirmais sous la foi du serment que je n'étais ni affiliée à la franc-maçonnerie ni juive ; je trouvais répugnant de signer, mais personne ne s'y refusait. » A son retour de captivité Sartre lui en fit écho, reprochant, avec une telle « raideur » qu'elle en fut, avant de bien mesurer sa faute, « désorientée ». Où sont donc ces fameuses informations sur l'aveuglement de Beauvoir, sur son impossibilité à « voir venir » la guerre, sur ses faiblesses ? Dans son texte même. Et c'est bien ce qu'on voudrait faire oublier.

Beauvoir n'avait sans doute pas imaginé l'intensité de cette malveillance posthume, bien qu'ayant reçu, de son vivant, plus que son lot d'injures (on pourra se reporter, dans les journaux de l'époque, à certaines critiques du *Deuxième Sexe* (1949) ou des *Mandarins* (1954) (2). « Je sais qu'en lisant cette autobiographie, certains critiques vont triompher, notait-elle. Ils diront qu'elle dément avec éclat le *Deuxième Sexe* ; ils l'ont déjà dit à propos de mes *Mémoires* (3). C'est qu'ils n'ont pas compris mon ancien essai et même sans doute en parlent-ils sans l'avoir lu. Ai-je jamais écrit que les femmes étaient des hommes ? Ai-je prétendu que je n'étais pas une femme ? Mon effort a été au contraire de définir dans sa particularité la condition féminine qui est mienne. »

Ce qui n'a toujours pas été compris par beaucoup d'hommes — et de femmes, dont les fameuses tenantes du « Beauvoir est dépassé », — c'est que le *Deuxième Sexe*, livre pour les femmes, prend nécessairement position contre les stéréotypes de femmes. « La malédiction qui pèse sur la plupart des femmes, la dépendance, me fut épargnée, indique encore Beauvoir dans la *Force de l'âge*. Gagner sa vie, en soi ce n'est pas un but ; mais par là seulement on atteint une solide autonomie intérieure. » Et, à propos du mot « malédiction », elle précise en note : « qu'elles en souffrent, s'en accommodent ou s'en félicitent, en fin de compte, c'est toujours une malédiction ; depuis que j'ai écrit le *Deuxième Sexe*, ma conviction sur ce point n'a fait que se confirmer. »

Autre sujet d'incompréhension : ce fameux « contrat », entre Sartre et Beauvoir de « se dire tout », qui a fasciné des générations, avant d'être tourné en dérision. Jamais Beauvoir n'en a fait une « maxime



« Mon entreprise, ce fut la vie même. »

intemporelle » devant imposer « à tous les couples une parfaite transparence ». « La parole ne représente parfois qu'une manière, plus adroite que le silence, de se taire » ; « Il y a une forme de loyauté que j'ai souvent observée et qui n'est qu'une flagrante hypocrisie. »

Sur le refus du mariage et de la maternité, on répète à redire, en pure perte, que Beauvoir et Sartre ne souhaitent pas que la société leur renvoie d'eux-mêmes l'image de « gens mariés » (fut-ce pour obtenir de l'éducation nationale un poste dans la même ville). Et qu'ils n'avaient tout simplement pas le désir d'avoir des enfants. Risquons-l'en seulement une question que Beauvoir n'a pas formulée, incapable sans doute de concevoir le « retour en arrière » auquel on assiste (4). Pourquoi les femmes qui veulent des enfants ont-elles tant besoin de se justifier

de ce désir légitime en accusant de comportements névrotiques, anti-féminins, « anormaux » (comme disaient déjà leurs arrière-grands-mères) celles qui souhaitent, tout aussi légitimement, ne pas en avoir ? Cette autobiographie minutieuse, dans son affirmation spectaculaire d'une liberté (donc de la nécessité de choix), fournit sans doute quelques réponses. En la relisant, on comprend mieux ce que reprochent à Beauvoir, subrepticement ou ouvertement, sa biographe américaine, Deirdre Bair (5) et tant d'autres : l'acharnement à se regarder avec clarté, chose aujourd'hui si facile entre toutes, par tous les sexes. Beauvoir commence par un autoportrait assez juste et peu complaisant, qui va de son peu de sens des tissus et des couleurs à son manque de tact, en passant par la condamnation de sa propension, dans sa ten-

taine, à juger les individus plutôt qu'à les comprendre... « Moi, j'étais véhément, plus passionnée que subtile. »

Plus encore, on relèvera sa sévérité sur ses débuts de romancière, cette absence, si peu commune désormais, d'aveuglement sur soi, sur ce qu'on écrit. Une première tentative dont « l'histoire (...) ne tenait pas debout ». Un deuxième roman « solidement construit » : « J'avais fait des progrès dans l'art de raconter une histoire (...). Mon échec n'en fut pas moins radical. » « Je savais que mon dernier roman ne valait rien. » Ces textes n'ont évidemment pas été montrés à un éditeur. Pour ce qui a été publié, Beauvoir n'est guère plus indulgente, comme en témoigne l'analyse de son premier roman, *Invitée*, et d'une assez mauvaise pièce, les *Bouches inutiles* : « Je glissais dans le moralisme », « l'idéalisme qui imprègne les Bouches inutiles me gêne et je déplore mon didactisme. »

Tout cela n'est-il pas « impardonnable » ? Et Beauvoir n'en reste pas là. Pour aggraver son cas, elle ose affirmer qu'elle n'est, elle, contrairement à Sartre, ni philosophe ni vraiment écrivain : « Je savais très bien que mon absence à entrer dans un texte venait précisément de mon manque d'inventivité. Dans ce domaine, les esprits véritablement créateurs sont si rares qu'il est oiseux de me demander pourquoi je n'essayai pas de prendre rang parmi eux. » « Je ne serai jamais écrivain avant tout comme Sartre. » « Moi mon entreprise, ce fut la vie même, que je croyais tenir entre mes propres mains ; » « Au lieu d'adapter mes projets à la réalité, je les poursuivais envers et contre tout, tenant le réel pour un simple accessoire... » Le tout se résumant ainsi : « Je tenais d'abord à la vie, à sa présence immédiate, et Sartre d'abord à l'écriture. Cependant, comme je voulais écrire et qu'il se plaisait à vivre, nous n'entrions que rarement en conflit. » Voilà bien un crime de « lèse-féminisme » caractérisé. Et une parole vraie, de femme libre.

Au fond, chaque page de ce texte met en lumière l'insondable régression actuelle. Non seulement des femmes, mais de la société tout entière. A travers Beauvoir, son talent de chroniqueuse, son art des portraits, des croquis, des scènes de genre, apparaît un milieu intellectuel dont il reste, pour certains la nostalgie, pour d'autres la détestation. Des passionnés, noctambules, fumeurs, volontiers buveurs, et un peu « fous ». Ils ont laissé place à de petits « fon-

ctionnaires de la pensée », haineux et envieux. Qui écrirait aujourd'hui du roman d'un « concurrent » : « Nous lûmes l'Espoir de Malraux, avec une passion qui débordait de loin la littérature (...). Il nous était proche (...), il abordait des thèmes neufs en littérature ? »

En refermant ce livre de 700 pages, on ne sait plus très bien si l'on doit être infiniment heureux de ce qu'on vient de lire, ou infiniment triste de ce qu'on voit autour de soi. On sait en revanche qu'on a envie d'être détestée et combattue par tous ceux qui trouvent Beauvoir « besogneuse », « niaise », « soumise à Sartre », « bas-bleu », etc. Aimer la relire est à leurs yeux le comble du mauvais goût, et c'est tant mieux. Pour porter leur exaspération — et notre plaisir — à son comble, rien de tel qu'une dernière phrase de Simone de Beauvoir : « En toute société, l'artiste, l'écrivain, demeure un étranger ; celle qui prétend le plus impérieusement l'intégrer nous paraît être pour lui la plus défavorable. » Une banalité ? Certes. Mais dans une société qui veut des artistes « bien propres », « intégrés », « cohérents » et « peu remuants », il n'est peut-être pas inutile qu'elle soit de nouveau écrite, et répétée.

Josyane Savigneau

(1) *La Force de l'âge*, « Folio » Gallimard, n° 1782, 704 p., 48,50 F.

(2) *Le Deuxième Sexe*, « Folio-essais », n° 37 et 38 et des *Mandarins*, « Folio », n° 769 et 770.

(3) *Mémoires d'une jeune fille rangée*, « Folio » Gallimard, n° 786 ; les autres volumes sont dans la même collection, la *Force des choses* (n° 764 et 765), *Tout compte fait* (n° 1023). Par ailleurs, on a réimprimé récemment en « Folio », une *Mort très douce* (n° 137), le récit de Simone de Beauvoir sur la mort de sa mère, dont Pierre-Henri Simon écrit dans son feuillet du *Monde* : « Peut-être Simone de Beauvoir n'a-t-elle donné que ces 160 petites pages, sinon le meilleur d'elle-même, du moins le plus secret. »

(4) Voir le livre de la journaliste américaine Susan Faludi *Backlash, la guerre froide contre les femmes* (éditions Des femmes), qui vient d'être repris en poche (« Le Monde des livres » du 4 juin).

(5) *Simone de Beauvoir*, de Deirdre Bair, Fayard (« Le Monde des livres » du 11 octobre 1991).

* Signalons également le numéro de la revue *Roman 20-50* (juin 1992, n° 13), consacré à Simone de Beauvoir et coordonné par Jacques Deguy. Ce cahier comporte notamment une nouvelle inédite, *Malentendu à Moscou* (Soclet Roman 20-50, 56, rue Beldin-Maison, 59000 Lille, 55 F.).

Les deux vies de Mavis Gallant

Vivant en France depuis plus de trente ans, cette Canadienne a partagé son existence en deux : écrivain de langue anglaise, le matin, elle est parisienne, l'après-midi

CIEL VERT, CIEL D'EAU

(Green Water, Green Sky)

de Mavis Gallant.

Traduit de l'anglais (Canada)

par Eric Diacon, Fayard, 166 p., 95 F.

Canadienne anglaise, née à Montréal, Mavis Gallant vit à Paris depuis plus de trente ans ; une bonne partie de son œuvre, aujourd'hui traduite en français, est alignée sur les rayons des librairies, mais Mavis Gallant, reconnue aux États-Unis et au Canada comme l'une des meilleures nouvelles actuelles, n'a pas dans son pays d'adoption, malgré une presse élogieuse, la réputation qu'elle mérite.

Il est vrai qu'elle est discrète à l'extrême et que, longtemps, elle s'est contentée de vivre dans l'anonymat. Alors que les États-Unis avaient découvert dès le début des années 50, dans le *New Yorker*, les nouvelles incisives et parfaites que le célèbre magazine allait dorénavant publier, c'est seulement en 1988 que parut son premier livre en français (*Chroniques de mai* 68).

« Je n'ai jamais porté un livre chez un éditeur », explique-t-elle dans son français aisé et rapide. *Je ne vivais pas en France comme écrivain, mais comme Mavis Gallant*, ce qui me convenait... Quand je vais au Canada ou aux États-Unis, j'y vais en tant qu'écrivain — la chose publique ; lectures, entretiens... — ce n'est plus moi... Lorsque mes livres ont été traduits, il y a eu une légère différence avec mes amis. J'étais devenue un « écrivain ». On me pose maintenant des questions qu'on ne me posait pas : « Qu'est-ce que vous nous proposez ? »

L'humour est là, et la réticence à parler de soi, comme de son œuvre. A défaut de commentaire, d'analyse ou d'explication, les anecdotes abondent. Elle ne s'étendra pas sur l'histoire de sa vie, encore moins sur celle de son enfance, dont on devine qu'elle fut difficile, parlant plus volontiers de ses années de journaliste à Montréal et de son départ pour l'Europe, en 1950, d'une liberté chèrement conquise et maintenue une vie durant.

Son père, qui lui apprit le français en même temps que l'anglais — « J'ai appris

deux mots pour chaque chose », — mourut alors qu'elle était très jeune. Suivit la solitude, l'instabilité, une interminable succession d'écoles — « dix-sept en tout », — puis, à dix-huit ans, la fuite loin de New York où vivait sa mère, le retour à Montréal où elle arriva « seule et sans rien », pourvue, il est vrai, d'une décision longuement mûrie et d'une solide envie d'écrire. « Une vocation, c'est la direction de la vie », Mavis Gallant, déjà, était sûre de la sienne, même si elle ne mesurait pas encore son talent. La longue file d'héroïnes orphelines et perdues qui traversent son œuvre, les personnages déracinés, secrètement blessés, comme ces Allemands de l'après-guerre qu'elle décrit dans *Voyageurs en souffrance*, ces exilés et ces errants toujours à la recherche d'un lieu ou d'un être, ne la représentent que de loin. Au reste, elle déclare ne pas éprouver d'attraction pour les indécis, ceux ou celles qui ne parviennent pas à se dire : « Je veux », et Flor, la pâle héroïne de *Ciel vert, ciel d'eau* (1959), détruite par la relation de dépendance mutuelle qui, après la disparition de son père, s'est éta-

blie entre elle et sa mère, Flor qui dérive vers la folie, n'attire pas sa sympathie ! « Je n'aime pas les victimes ». Sans doute Flor avait-elle « une faille au départ », mais, comme le dit Mavis Gallant, « quand on se rend compte que c'est irréparable, il faut l'accepter et ne pas traîner et ne pas chercher ce qu'on n'aura jamais. Il faut s'en aller. S'en aller vite. Liquider vite — même si, profondément, on ne liquide rien. »

« Très inquiète et très heureuse »

A vingt et un ans, elle entra comme reporter au *Montreal Standard*, travail qui la passionna. Elle puisa là l'inspiration de bien des récits qu'elle écrivit plus tard sur le Québec. Son intérêt pour les êtres, sa curiosité de toutes les formes de vie, son goût du détail concret trouveront alors à se satisfaire : « Je voyais les chambres et la couleur du papier au mur, et ce que mangeaient les gens et la façon dont ils étaient vêtus, et leur manière de s'exprimer, leur vocabulaire... » A vingt-sept ans, enfin,

après un mariage rompu, elle réalisa son rêve de toujours : « Je voulais vivre en Europe. J'aimais l'Europe. Ça venait de mes lectures. Tout ce qui comptait dans l'art, dans la littérature, me semblait en provenir. C'était une vision romantique. »

Elle s'était accordée deux ans pour savoir si elle pourrait vivre de sa plume, se promettant de ne « jamais revenir au Canada battue ». L'une de ses nouvelles fut alors acceptée par le *New Yorker* : « C'était véritablement une revue littéraire. Les écrivains que j'admirais, que je vénérerais m'avaient acceptés parmi eux ; cet accueil lui donna non seulement les moyens financiers de mener la vie choisie, mais une confiance nouvelle en sa possible réussite. Elle voyagea en Espagne, en Italie, en Autriche, regardant, méditant, engrangeant ces observations qui allaient nourrir les huit recueils de nouvelles et les deux romans qu'elle a écrits jusqu'à ce jour. « J'étais très inquiète et très heureuse. L'inquiétude ne vaus qu'une fois, si vous vivez comme je vis. »

Christine Jordis

Lire la suite page 11



AU FIL DES LECTURES

par Pierre-Robert Leclercq

Pour de nouveaux rivages

Le sujet de Jacob Dellacqua n'est pas inédit : l'écriture comme catharsis. Émile, ancien marin, veut être « un vrai écrivain ». La construction du récit ne manque pas d'être très particulière : n'est pas évident le mélange des souvenirs d'enfance avec la vie de tous les jours et le dessein de répondre aux suivantes questions (Amour, Pouvoir, Mort, Morale) en rivalisant avec les textes de la Bible, de la Thora ou du Coran, après avoir « passé au peigne fin », aussi bien le Mahabharata, que Mein Kampf et le Capital.

L'auteur nous ballote sur les vagues de son récit sans ménagement. Ici une once de populisme, là un face-à-face avec une sphère, sans oublier le va-et-vient entre l'œuvre d'Émile et celle de Jacob Dellacqua, le texte dans le texte.

D'un remous à l'autre de son maelström, il y a de quoi s'égarer. Mais nous tenons le cap parce que l'humour est là, discret autant que provocant : parce que ce déclin mystico-palén, et contrairement à toute attente, est notre quotidien, avec ses fantômes, ses peurs, son attente des paisibles rivages entre bien et mal ; parce que ce romancier des plus ludiques a le don du beau style pour dire légèrement ce qui est grave et souvent nous pèse. Bref, un livre d'apparence déroutante qui tient bien sa route.

► *Femme Virage*, de Jacob Dellacqua, Ed. Plume, 186 p., 90 F.

Un trio pas comme les autres

Charly, petit voyou qui vit de rapines, est la seule fantaisie dans la vie d'Annie. Elle se satisfait de son travail de comptable et d'être, comme il dit, la « meuf » de Charly. Rien ne semble pouvoir animer cette existence qui ronronne. Margot, une fillette de huit ans, voisine de palier, va bouleverser sa monotonie. Son père vient de mourir et sa mère la confie à Annie pour une journée. Dès lors, Annie va disparaître au profit de « Madamour », sobriquet que lui attribue la capricieuse Margot.

Les rapports à la fois tendres et discordants qui s'établissent entre la jeune femme et l'enfant réveillent chez celle-ci des souvenirs qui ne seraient pas venus sans la présence de celle-ci, et c'est le premier contrepoint habilement introduit qui fait particulière cette journée. Dans cette relation où tendresse et humour ont leur place, Charly apporte une troisième voix. A l'évanescence des souvenirs, il impose la réalité du présent. La complexité s'établit entre lui et Margot. Brigitte Kernel joue avec bonheur des trois partitions, tantôt solo, tantôt duo, tantôt trio, où chacun tient sa note pour un point d'orgue final qui laisse au lecteur le soin de deviner ce que seront les autres jours d'Annie, la « meuf », la « Madamour ».

► Une journée dans la vie d'Annie Moore, de Brigitte Kernel, Presses de la Renaissance, « la Compagnie des Mots », 183 p., 35 F.

Une exceptionnelle héroïne

Sevants, poétiques ou bûffants, les ouvrages sur le chat ne manquent pas. Le voici personnage romanesque. Réussite totale pour un récit double – des destins humains et les secrets de l'univers félin – auquel *Douche*, pivot dans la cohabitation des deux sociétés, donne son unité. Mais – et c'est là une des forces du roman – sans l'anthropomorphisme agissant qui prête aux animaux nos sentiments et paroles, Alix Gausseil, qui ne fait pas parler ce qu'il faut bien appeler son héroïne, nous en révèle les pensées de la façon la plus habile qui soit, comme elle sait décrire une coconille ou un corbeau avec une précision qui n'emprunte ni à la sensiblerie, ni à la plus ou moins traditionnelle métaphore. Il y a là une belle performance d'écriture, une efficace construction qui ne sentent pas un instant l'artifice. On ne peut être que séduit par ces chats, leur vie et leur mort en contrepoint aux destinées des habitants de Beupré.

► Les chats de Beupré, d'Alix Gausseil, Calman-Lévy, 172 p., 92 F.

Deux routes pour une vie

Nîmes, 1960. Julia a trente ans, un secret de deux vies. L'une, banale, d'une ouvreuse au Colisée. Elle s'émue quand le film lui rappelle des situations qu'elle a vécues ; elle bavarde avec le projectionniste pour qui le cinéma est un « accès au royaume des morts » et les acteurs des revenants. L'autre vie de Julia commence à la fermeture du cinéma. Elle pourrait rejoindre l'enfant qui dort sur ses cahiers dans la cuisine, l'enfant né d'un inconnu suivi un soir de bal après que Julia, presque encore enfant aussi, eut repoussé son frère qui avait passé la main sous sa robe. Elle passe la nuit à l'hôtel où gagne un café. Des noctambules y évoquent les grandes heures de la corrida. Et puis, un soir, un matelot fabulateur. Elle le suit...

Nîmes, 1990. Le Colisée est devenu un cinéma à plusieurs salles. Il s'appelle complexe, Julia n'est plus ouvreuse. Elle regarde la télé. L'enfant est ingénieur en Guyane.

L'attachant roman de Jean-Pierre Milovanoff est réaliste et onirique comme peuvent l'être des errances éveillées. Il suggère tout l'esprit d'une ville, sa vie nocturne, ses fêtes, la présence obsessionnelle du taureau et du torero, en contrepoint à la fausse réalité des images sur l'écran. A la réalité faussée de la vie.

► *L'Ouvreuse*, de Jean-Pierre Milovanoff, Julliard, 110 p., 80 F.

Erotisme mystique et vice versa

Il en est de l'écrivain comme de l'acteur, la tentation est forte d'en faire trop. A la dixième page du roman de Mickael Korvin, on le pense. A la dernière aussi, si l'on y arrive. Un tel livre s'expose en effet à deux sortes de réactions, on s'arrêtera en route – trop, c'est trop – on ira au bout de l'histoire parce que trop devient une espèce de genre qui séduit. Derrière le masque bien modelé de l'ironie, apparaît une efficace satire de tares qui, pour être de toutes les époques, sont particulièrement de la nôtre. Qui aime la caricature, et la bande dessinée quand le délire l'inspire, appréciera le goût de la provocation de cet auteur franco-américain d'origine hongroise.

Par amour, Rudi de Fauvencourt, écrivain en renom, suit Siegfried Barnstein, dit Ziggy, dans l'univers du new-age. Leur rencontre, le cynisme de l'un et les délires de l'autre, leurs ébats dont rien ne nous est cédé, suffiraient à retenir l'attention. Mais la satire s'élargit. Les rapports entre Rudi et son « éditeur discourt », les méditations que dirige Ming, Chinois et maître à penser d'un « micmac mystique », l'apparition d'un Alfred Carreau, mécano américain que l'œuvre de Rudi exalte, sont autant de rebondissements qui désorienteront l'écrivain. Une joyeuse association pour un roman qui, de forme et de fond, sort de l'ordinaire.

► *New-age romance*, de Mickael Korvin, Les Belles Lettres, 235 p., 95 F.

هكذا من الليل

Le chant du monde

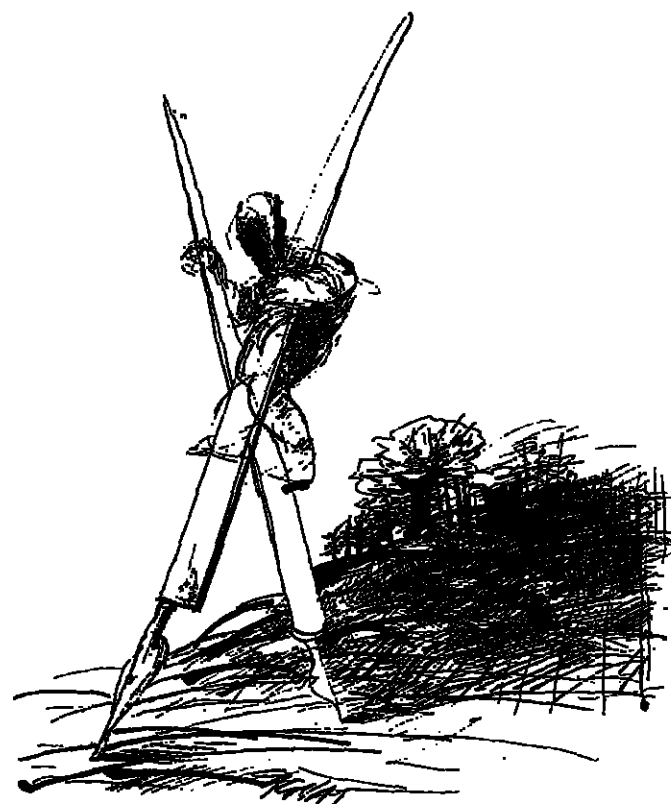
Neuf jours de marche et d'expérience intérieure pour revenir à Conques, pour raconter l'histoire des paysages et la rumeur des villages

RETOURS A CONQUES
Sur les chemins
de Compostelle
de Jean-Claude Bourlès.
Payot, 241 p., 110 F.

« La vérité m'oblige à dire que jamais je ne me suis senti pèlerin sur cette voie consacrée. » Par cet aveu profane s'achève le beau – très beau – récit de Jean-Claude Bourlès sur son cheminement entre le Puy et Conques : deux cents kilomètres parcourus à pied en neuf jours, fragment du grand chemin menant vers Compostelle. Mais qu'importe que le chemin soit court ou long ! Ni la durée, ni les distances d'un voyage n'ont à voir avec la valeur d'un livre. J'ai tant lu, depuis des années, de ces récits insipides et souvent prétentieux de marcheurs et de randonneurs qui confondent littérature et kilomètres, qu'il faut saluer ici, tant elle est rare, la réussite de l'entreprise.

Retours à Conques est bien, c'est vrai, le récit d'un itinéraire pédestre allant du Vézay à l'Aubrac en passant par le Gévaudan, mais c'est aussi – et avant tout – celui d'une expérience intérieure, l'aventure d'un homme rêvant de retourner à Conques et qui prend pour cela, tel Thésée dans le Labyrinthe, le plus long mais aussi le plus fructueux des chemins.

Car Conques est un lieu où l'on ne va pas au touriste. Cette dépression située dans le haut Rouergue aux frontières du Lot et du Cantal, moitié cirque et moitié théâtre, entourée « de sombres versants aquatiques de marais » au cœur desquels se tient la célèbre église dédiée à sainte Foy, un tel lieu se mérite. D'où le rêve – pleinement réalisé – d'y parvenir lentement, par le détour des chemins qu'empruntaient autrefois – et que réempruntent aujourd'hui – les pèlerins de Compostelle. Chemins quasi initiatiques ici tant l'auteur est sensible aux accidents comme aux



épreuves du cheminement. Mais il faut lui savoir gré de sa franchise et de sa modestie : nulle part il ne joue au pèlerin, à l'initié, au chemin mystique, même s'il demeure ouvert à toutes les tentations du sacré. Pèlerin, oui, si l'on veut, mais à temps et à chemin patiens dirais-je, pèlerin non de Compostelle mais de Conques, ce lieu qui depuis des années l'attire et le hante et qui s'est imposé un jour dans sa vie « presque par effraction, à la manière de ces importuns qui finissent toujours par pousser grand la porte que nous pensions juste

entrouverte ». D'où sans doute la vérité, la substance, la séduction, voire la magie de certaines pages tenues par une écriture sans défaut qui sait se faire savante sans pédanterie, transparente à la lumière des êtres et des choses, limpide quand elle relate la parole des villages, précise, voire minutieuse quand elle décrit un paysage, un animal, une fleur.

Tout un monde tient dans ce livre, depuis l'histoire des paysages jusqu'aux humeurs du ciel et de la terre, la rumeur des villages, la chaleur des cafés, ces phrases banales

ou insolites qu'on ne peut surprendre qu'ainsi, en passant anonyme, en voyageur fantôme. Neuf jours de marche, c'est peu : mais la nature du récit, qui se déroule littéralement comme le fil d'un conte chaque jour recommencé, donne le sentiment d'avoir voyagé longtemps, difficilement parfois, serrement à d'autres moments. De découvrir aussi les joies de l'infini, de l'anodin, de l'anonyme en ces matins où « le chant des percolateurs ressemble à celui des sirènes » ou des notations fertiles sur les voyages : « Voyager, c'est accepter de se rendre vulnérable. Se mettre à la merci d'une rencontre, d'une émotion, d'un signe. »

Pour que le monde vous fasse signe, encore faut-il savoir le déchiffrer. Encore faut-il savoir l'écrire. Savoir faire partager la lente mutation qui fait alors de vous, comme le dit Stevenson, « une sorte de roseau ouvert à tous les vents ».

Il est vrai que l'on entend souvent dans ce récit comme une petite musique de jours, de joies et de patience qui fait du lecteur le complice attentif de ce que Jean Giono appelait si joliment le chant du monde. Et c'est au terme de ce chant qu'apparaît enfin, au cœur de la vallée promise, la vision lumineuse de Conques, la mille fois rêvée et mille fois méritée.

Jacques Lacarrière

* Signalons également l'ouvrage collectif, *Saint Jacques de Compostelle, 1000 ans de pèlerinage en Europe*, réalisé sous la direction de Paolo Cuccini von Santen, Ed. Desclée de Brouwer, volume relié, nombreuses illustrations, 392 p., 490 F. jusqu'au 31 octobre, puis 550 F. A noter aussi aux éditions Le Temps qu'il fait (31, rue de Segonzac, 16100 Cognac) la parution de *Marcher à l'estime*, de Patrick Cloux, journal des promeneurs botaniques et minéralogiques de l'auteur avec de très belles pages consacrées notamment à Roger Caillet (144 p., 105 F.) et *Emblèmes végétaux, textes et photographies de Luc Dietrich*, ouvrage perdu et miraculeusement retrouvé par Jean-Daniel Joly Monge : un petit album admirable (96 p., 120 F.).

L'auteur et ses doubles

Jean-Benoît Puech multiplie les vraies-fausse identités et les références imaginaires pour s'interroger sur la création littéraire

L'APPRENTISSAGE DU ROMAN

de Benjamin Jordane.
Texte établi, présenté
et annoté par Jean-Benoît Puech,
Champ Vallon, 256 p., 125 F.

Depuis son premier récit, la *Bibliothèque d'un amateur* (1), Jean-Benoît Puech joue avec la notion d'auteur, multipliant les doubles, les vraies-fausse identités, les références imaginaires. En écrivain-funambule, il a tenu un fil, qu'il sait fragile, entre l'autobiographie et la fiction, sans doute pour éviter de choisir entre ces deux genres, mais aussi pour prendre des risques et poser la question du sujet de l'écriture – qui parle quand nous écrivons ? – question à laquelle Roland Barthes avait clairement répondu : « C'est le langage qui parle, ce n'est pas l'auteur. » Pour Jean-Benoît Puech, ce n'est ni le langage ni l'auteur, c'est l'Autre qui parle. A cet Autre, il a donné un nom : Benjamin Jordane.

Au-delà du simple goût de la facétie ou du secret – mais le pot-aux-roses finit presque toujours par être découvert, à plus ou moins brève échéance –, cette pratique, qu'on ne saurait apparenter à l'usage du pseudonyme, exprime l'un des paradoxes du désir d'écrire. En s'inventant de nouvelles voix et de nouveaux visages, l'auteur, s'il perd son identité, voire sa célébrité, gagne une liberté et un anonymat salvateur. De nouveau, il va pouvoir

rêver sa vie, échapper, et découvrir des vérités inédites sur lui-même. De ce point de vue, l'*Apprentissage du roman* est une magnifique leçon d'émancipation littéraire. Le livre se présente comme l'édition critique du journal intime de Benjamin Jordane, et plus précisément des pages que Jordane a consacrées à Pierre-Alain Delancourt, un nom qu'on ne trouve mentionné dans aucune encyclopédie de la littérature mais qui dissimule l'un des écrivains majeurs de notre temps. Si l'on met de côté cet aspect anecdotique, on retiendra les interrogations essentielles que Jean-Benoît Puech, alias Benjamin Jordane, soulève et qui touchent aussi bien à l'écriture comme trahison qu'aux rapports complexes qu'entretient un disciple avec son maître, ou à l'image, jamais vraiment fixée, que les « grands auteurs » ont d'eux-mêmes.

C'est au début des années 70 que Benjamin Jordane entre en contact avec celui qu'il idolâtre,

Pierre-Alain Delancourt, auteur de *L'Indiscret*, « cette histoire de revenant mais où le revenant lui-même ne revient plus... ». Jordane a vingt-quatre ans. Beaucoup de jeunes gens de vingt ans ont accompli cette démarche. Ils ont souvent été déçus, espérant un peu naïvement rencontrer un être d'exception et se heurtant à un être ordinaire, à un être humain, parfois distant, blasé. Pour Jordane, la déception viendra plus tard, beaucoup plus tard, et de manière infiniment subtile.

Lors de sa première visite à Delancourt, et durant toutes les années qui ont suivi, sous le charme, envoûté, comme déposé d'une part de lui-même. Mais peut-être en être autrement quand le regard ironiquement indulgent du maître vous juge ? Peu à peu, entre le jeune homme qui sent naître sa vocation littéraire et le « grand homme » qui étouffe dans le carcan de vénération qui l'enserme va se nouer une

relation ambiguë, faite de complicité, de malentendus et d'une pointe de perversion, où chacun a besoin de l'autre mais où seul l'un des deux protagonistes semble prendre vraiment au sérieux ce que l'autre dit.

Car, durant ces vingt années, Delancourt et Jordane ne cessent de converser. Conversations essentiellement littéraires, passionnantes, au cours desquelles sont évoqués les vivants et les morts, avec ou sans masque, Henry James et Emmanuel Blot, Henri Thomas et Raymond Sandé. Quant au silence des écrivains, un thème récurrent du livre, Delancourt – qui a cessé pendant de longues années toute activité d'écriture – l'expédie avec des paroles de « bon sens » un peu surprenantes. Pour lui, soit une personne écrit et elle est écrivain, soit elle n'écrit pas et elle ne l'est pas. « Personne ne peut admettre qu'un écrivain ne peut admettre d'écrire », conclut-il. Jordane lui oppose mollement une phrase de Kafka selon laquelle un écrivain qui n'écrit pas est « une provocation à la folie ».

Des années plus tard, quand il reviendra sur ce thème, Delancourt tiendra un tout autre discours. « Dans ce silence, je me dupais et je dupais les autres », confiera-t-il à un Jordane un peu amer, qui a le sentiment d'avoir été le premier dupé. Mais l'*Apprentissage du roman* n'est pas un règlement de comptes, ni un roman à clés inutilement compliqué. C'est le témoignage, généreux et courageux, d'un travail de deuil qui ne concerne pas ce seul auteur fétiche – Louis-René des Forêts, alias Pierre-Alain Delancourt – mais une certaine idée de la littérature, que des écrivains comme l'auteur du *Bavard* ou Maurice Blanchot incarnent pleinement, jusque dans leur retrait.

François Poirier

Austère Anne Hébert

ŒUVRE POÉTIQUE

1950-1990

d'Anne Hébert.

Boréal/Seuil, 168 p., 59 F.

Née à Sainte-Catherine-de-Fossambault, près de Québec, Anne Hébert est surtout connue comme la romancière de *Kamouraska*, des *Fous de Bassan*, prix Femina 1982, et de *L'Enfant chargé de songes* (1). Ses Poèmes, publiés pour la première fois en France en 1960, étaient présentés ainsi par Pierre Emmanuel : « Un verbe austère et sec, rompu, soigneusement exclu de la musique : des poèmes comme treçés dans l'os par la pointe d'un poignard. »

Son Œuvre poétique 1950-1990 paraît aujourd'hui au format de poche. « Le poète, écrit Anne Hébert, est au monde deux fois plutôt qu'une. » On retrouve, dans ses derniers poèmes, des jardins qui dévasta le soleil trop brûlant au zénith, mais aussi des « léopards de ténés » où revient l'angoisse obsédante de la mort. La parole surgit, avec une sobre ferveur, dépouillée, vigoureuse : « Le cœur sacré ! En plein soleil ! Car amour qu'il faut s'arracher d'encre les côtes ! A midi ! Parmi le feu de l'éte. »

Monique Petillon

(1) Seuil.

(1) Gallimard, « Le Chemin », 1978.

(2) Éditions Usher, 1989.

Le passeur mélancolique

Francesco Biamonti cultive le mimosa et publie un deuxième roman inscrit dans les paysages de Ligurie

VENT LARGUE
(Vento largo)
de Francesco Biamonti.
Traduit de l'italien
par Bernard Simeone,
Verdier, coll. « Terra d'altri »,
124 p., 78 F.

Vento largo, deuxième roman traduit de Francesco Biamonti (1) donne le sentiment d'une œuvre de pleine maturité, contenant plus de force et de beauté qu'elle n'en montre au premier regard. L'auteur, né en 1930 près de Vintimille, cultive des mimosa dans l'arrière-pays ligure. Ce détail n'est pas seulement « poétique ». Il évoque un travail et une attention, peut-être aussi la solitude et le silence. Il renvoie également à un lieu, à une terre et à son fruit. Terre et fruit qui sont le bien de l'écrivain et celui de son œuvre.

Dès le titre, qui désigne un vent marin imprévisible et inquiétant, ce lieu est présent, avec la solitude et le silence. Certains romans, tous peut-être, peuvent être lus et compris à partir du paysage qu'ils montrent et cherchent à faire exister. Approche assurément plus sûre que d'autres : le lecteur, en même temps qu'il apprend, ou reconnaît ce paysage physique, mesure l'art de l'écrivain, qui parvient — ou non — à l'animer. Rien n'est moins fortuit, dans le roman de Biamonti, que la présence de l'espace, de sa réalité tangible : zone frontalière incertaine entre la France et l'Italie, oliveraies, étroites terrasses cultivées, sentiers de montagne, villages perdus qui se meuvent, et la mer qu'on devine non loin, entre les rocs.

Une frontière n'est pas un pays. On ne l'habite pas ; on y



Francesco Biamonti évoque le passage entre l'homme et son espace.

passé. Vari, le personnage central de *Vento largo*, est lui-même passeur. Ce métier, qui n'est pas vraiment un, il l'exerce selon une certaine morale : les laissés-pour-compte qu'il conduit à travers la montagne vont chercher en France une vie meilleure, ou simplement possible. Clandestine, en marge de la loi, sa tâche n'en a pas moins sa noblesse. Mais cela aussi s'épuise et meurt.

Ce qui restait légitime devient louche : ce sont à présent la drogue et les armes que l'on demande à Vari de faire passer ; les fugitifs, les égarés, tous ces « gens bizarres portant au cœur

trop de nœuds et de rage », sont devenus de la main-d'œuvre, dont d'autres tirent un profit cynique. La violence et la mort prennent la place de cette morale implicite qui donnait à la vie du passeur son sens. Ce sens, une femme, Sabell, l'incarnait, ou lui conférerait plutôt son poids nécessaire de rêve. Elle aussi, tentant de fuir la ruine, a disparu. « Il errait en esprit dans sa désolation d'ex-paysan et de passeur sans travail. Était-il temps de partir ? La décadence de la campagne, la disparition de Sabell, le gel et les périls qui flottaient autour de lui étaient-ils autant d'invitations à

quitter ces quatre terrasses, à les abandonner à leur sort ? »

Avec une pudeur très grande, une mélancolie constamment retenue, sans psychologie ni moralisme, le beau et grave roman de Francesco Biamonti montre le lien, ou le passage, entre la figure de l'homme, son destin, et le lieu, l'espace vivant, qui les attache.

Patrick Kéchichian

(1) Le premier roman de Biamonti, *L'âge d'ivresse*, paru en 1983, avait été traduit par Philippe Renard, en 1990, chez Verdier. *Vento largo* a été publié en Italie en 1991.

Un divertimento de Bufalino

QUI PRO QUO
de Gesualdo Bufalino.
Traduit de l'italien
par Jacques Michaut-Paterno,
Julliard, 190 p., ill., 120 F.

Rejoignant ses confrères sur la liste des best-sellers, l'écrivain sicilien Gesualdo Bufalino, qui nous avait habitués à plus de gravité (1), opte pour un genre qui a souri à Umberto Eco, Giuseppe Pontiggia, Leonardo Sciascia et Giampaolo Rugarli : le « polar » intellectuel. Pour s'expliquer de ce choix, il fait dire à un de ses personnages (la victime) : « La création est une équation à milliards d'inconnues que nous nous amusons à résoudre avant qu'une éponge, en nous effaçant, ne l'efface. Parmi elles, il y a la mort, l'inconnue mère, celle qui déconcerte le plus au monde. Surtout une mort induite, dont on ignore l'auteur... Eh bien, le premier de nos instincts n'est-il pas de vouloir la soustraire à l'arbitraire du mystère pour la ramener au sein des logiques familières et la rédemtre ainsi dans notre univers ? »

Ce ton, tempéré par l'humour de la narratrice, sera celui de tout le livre. Les personnages, qui appartiennent au milieu éditorial, prennent l'habitude de réfléchir constamment sur ce qui leur arrive et théorisent volontiers sur la littérature policière. Il y a meurtre. Mais la victime, comme on le voit, est loin de rester muette. Il s'agit d'un éditeur au bord de la faillite, qui non seulement prévoit son assassinat, mais le décrit si bien qu'on finit par comprendre qu'il l'a mis en scène lui-même. Et, une fois mort, il continue de commenter abondamment l'enquête dans différentes lettres posthumes

qui font peser les soupçons sur tel ou tel de ses proches.

La narratrice, secrétaire de l'éditeur et elle-même timide auteur de romans policiers inédits jusqu'à celui que l'on est en train de lire, est une adepte des « anamorphoses et métamorphoses » et s'amuse déjà à imaginer les références aux *Ménines*, à la mise en abyme et à « certains tableaux de la Renaissance, [avec] le personnage du donateur, agenouillé les mains jointes dans un coin » que ne manquera pas de faire les critiques. Les personnages s'amusent, Bufalino s'amuse et nous nous amusons. Car l'intrigue est complexe mais limpide, drôle mais rigoureuse, avec d'innombrables clins d'œil à la réalité politique, culturelle et sociale italienne.

Un personnage proteste : « J'aurais dû mal à avaler ça dans un roman. » La narratrice répond : « Mais nous sommes dans un roman ! »

En réunissant autour d'elle des criminels en puissance, la victime s'est-elle contentée d'un suicide spectaculaire ? A-t-elle puisé dans le livre qui s'écrit l'idée de sa mort ? Quelqu'un a donné un coup de pouce. Mais qui ? Surnommée par son patron Agatha Sotheby, la jeune apprentie romancière a en effet beaucoup lu son illustre devancière anglaise, qu'elle cite volontiers. Elle en a l'humour et l'ingéniosité. Un grain d'énigme en plus et, bien sûr, un soupçon de cynisme, typiquement italien. C'est brillant, c'est léger, c'est idéal pour l'été.

René de Ceccatty

(1) Lire notamment *Le Semeur de peste* (1988) et *Les Mensonges de la nuit* (Julliard). Bufalino a également écrit un bel essai sur la Sicile, *La Lumière et le Deuil* (Julliard).

ESSAI

Aux sources du sionisme

Pour Alain Dieckhoff, la doctrine tant décriée a encore « quelque chose à dire »

L'INVENTION D'UNE NATION
Israël et la modernité
politique
d'Alain Dieckhoff.
Gallimard, 352 p., 145 F.

En feuilletant l'essai d'Alain Dieckhoff dans l'autobus 480 qui relie Tel-Aviv à Jérusalem, on cherche à imaginer la réaction de l'Israélien de 1993 à ce livre, en français, sur le sionisme. Ben Yehouda, rénovateur de la langue hébraïque, Ahad Ha'am, le rival de Théodore Herzl, Pinsker, partisan de l'« autoémancipation » juive — patronymes mystérieux pour le lecteur français — sont, pour l'actuel citoyen de l'Etat juif, autant de noms d'avenues prestigieuses... et parfois guère plus. Quant au mot « sionisme » (*tsionism*), il a pris auprès des jeunes générations la fâcheuse connotation de « langue de bois », bonne pour les touristes. Ou pour la diaspora.

C'est qu'en Israël même, on oublie que le sionisme ne fut pas seulement une somme d'itinéraires individuels ou un simple pragmatisme, mais aussi un ensemble de réflexions politiques, poétiques et intellectuelles de haut vol dont il convenait de restituer l'ampleur.

La sont les plus belles réussites de *L'invention d'une nation* : dans l'évocation de figures méconnues et ardentes comme celles de ces « *nietzschéens sionistes* », Mikha Berdichevski ou l'écrivain Yosef Haïm Brenner, dont les écrits enflammèrent les combattants du ghetto de Varsovie, celle des fureurs héroïques du poète Uri Tzevi Greenberg (1897-1981) pour qui le retour à Sion devait s'accompagner d'une « *révolution totale* », ou du romantisme révolutionnaire et désespéré d'un Abraham Stern, tenté, avant que l'évidence de la « solution finale » ne se fit imposée, par une alliance avec l'Allemagne contre l'Angleterre, puis assassiné par la police britannique en 1942.

A leur manière, ces poètes et ces

activistes démontrent que le mouvement auquel ils se dévouaient corps et âme était avant tout pour eux une expérience humaine, un authentique « *renversement des valeurs* ». Le plus politique des politiques, David Ben Gourion, en 1946, s'en fit l'écho quand il définissait lui aussi le sionisme comme la forme de révolte la plus extrême : une révolte contre le destin.

Mais, au-delà de cette galerie de portraits, le sionisme tant vilipendé continue pour Alain Dieckhoff à avoir « *quelque chose à dire* », et pas seulement au peuple juif. A l'heure où l'Etat-Nation séculier tend à s'imposer comme la forme universelle du politique, tout en affrontant une contestation profonde, notamment une contestation religieuse, l'accès des juifs à la modernité politique, tel qu'il fut élaboré intellectuellement avec une rare sophistication, constitue plus que jamais un « *itinéraire emblématique* ».

Une vision nostalgique

C'est dire à quel point Alain Dieckhoff fait du sionisme théorique une « *affaire sérieuse* ». Théodore Herzl devient sous sa plume un penseur politique pointu, et non ce mégalomane « *roi des juifs* » actuellement singé dans une comédie musicale de Tel-Aviv. La pensée de Vladimir Zeev Jabotinsky (1880-1940), le maître à penser du « *sionisme révisionniste* » (ainsi appelé parce qu'il critiquait les concessions à l'Angleterre consenties par le courant majoritaire), est confrontée aux systèmes de Taine, Hobbes, Benjamin Constant.

Si Vladimir Jabotinsky fut bel et bien un admirateur forcené de l'Italie, montre Alain Dieckhoff, ce fut de l'Italie garibaldienne, celle du Risorgimento et non du totalitarisme mussolinien. Alain Dieckhoff refuse d'assimiler, comme le fit jadis sans nuance Hannah Arendt, le courant majoritaire de la droite israélienne à un pur et simple fascisme. Tel qu'il est décrit, le nationalisme conserva-

teur et démocratique du Likoud et de ses pères fondateurs rappelle le gaullisme.

Cette volonté de réinscrire le sionisme dans les grands courants de la pensée politique est malheureusement aussi à l'origine de quelques dérives. C'est qu'Alain Dieckhoff prétend également anner le sionisme à la lumière de ce qui lui paraît représenter le souverain bien politique : la modernité républicaine française, telle qu'elle s'exprime de façon ultra-défensive depuis l'affaire dite « du voile ». Tout ce qui, dans la pensée sioniste, s'écarte peu ou prou de cette norme, est accusé de verser *ipso facto* dans le « *nationalisme organique* », totalitaire ou dévot.

Aharon Davidi Gordon (1856-1922), guide spirituel du mouvement de gauche Hapoel Hatzaïr, vire, sans preuves convaincantes, au « *démagogisme à peine voilé* » (sic) de Joseph de Maistre et verse dans la « *critique de l'idéologie universalisante de la Révolution française* ». Les sympathies de l'auteur vont explicitement à un sionisme de centre-gauche, délibérément séculier, dont la figure archétypale demeure celle du premier président de l'Etat juif, le scientifique Haïm Weizmann, partisan du « *politique raisonnable* ».

La volonté de l'auteur de penser le sionisme comme un phénomène de rupture, comme un surgissement et une « *invention* » ne l'a-t-elle pas conduit à minimiser la continuité sociologique entre la « *société juive* » — y compris dans ses aspects religieux et traditionnels — et le sionisme ? Quand la presse israélienne bruit du processus en cours de « *réjudaisation d'Israël* » (mise à distance de l'idéal socialisant du « *pionnier* », présence d'une communauté ultra-orthodoxe démographiquement de plus en plus pesante, nouvel enseignement de la Shoah, etc.) la vision qu'Alain Dieckhoff voudrait garder du sionisme risque, traduit en hébreu moderne, d'être plus nostalgique qu'actuelle.

Nicolas Weill

Autres parutions italiennes

● *La Mère (la Madre)*, de Natalia Ginzburg. — Dans ces cinq nouvelles écrites entre 1933 (la romancière avait alors dix-sept ans) et 1948, on reconnaît le ton inimitable de l'auteur de *Nos années d'hier* : sa feinte naïveté, sa désinvolture délectable et une forme étonnante d'observation sociale. Dans une posture lucide et ironique (écrite en 1964), l'écrivain, disparu il y a deux ans, compare ses dispositions de jeunesse et la psychologie de sa maturité : « A cette époque, j'avais toujours des idées de récits qui me trouvaient dans la tête. Aujourd'hui, je n'ai plus aucune idée, jamais : je pense à autre chose, je pense toujours à autre chose ; jusqu'au jour où je me mets à écrire. » (Traduit par Chantal Moiroud, Maren Sell-Calmann Lévy, 124 p., 85 F.)

● *Scènes d'intérieur avec fillettes (Bambine)*, d'Alice Ceresa. — Deuxième roman d'un écrivain suisse d'expression italienne. Dissection, anatomie et procès-verbal d'une double enfance. Sur un ton froid et scientifique, sans le moindre dialogue, l'auteur, né en 1950 et déjà traduit en français pour la *Fille prodigue* (éd. Des Femmes, 1975), dresse le tableau impitoyable d'un groupe familial dont deux sœurs sont le centre. (Traduit par Adrien Pasquali, Ed. Zoé, 124 p., 89 F.)

● *Le Théâtre à la mode au XVIII^e siècle*, de Benedetto Marcello. — Un amusant pamphlet du célèbre « auteur » de *l'Anonyme vénitien* (1686-1739). Critiquant la diction et les licences des chanteurs, leurs négligences et leur peu de musicalité, les dangers du « vedettariat » des divas et l'arbitraire de ceux qu'on n'appelait pas encore metteurs en scène, sans oublier les caprices des machinistes, le texte garde, deux siècles plus tard, une divertissante actualité. Donnant, par antiphrase, quelques conseils aux amateurs d'opéra, il montre l'absurdité d'un genre où la musique est trop souvent sacrifiée. (Postface de Jacques Drillon, traduit par Ernest David. Ed. Bernard Coutaz, 110 p., 115 F.)

Les deux vies de Gallant

Suite de la page 9

Elle était libre, « *libre de dormir sous les ponts, peut-être* », mais sauvée de la vie banale et limitée que semblait promettre le contexte social très rigide du Québec de l'époque : « *L'alternative était affreuse. J'avais peur d'une vie médiocre et la vie des femmes me semblait médiocre. Je ne dis pas qu'elle l'était, mais qu'elle me semblait telle... Si je n'avais pas essayé, au moins essayé, je me le serais toujours reproché.* » Après avoir vécu dans bien des villes, elle se fixa à Paris, où elle n'avait cessé de revenir.

Son appartement, dans le 6^e arrondissement, est aussi net et ordonné que l'est sa prose : pas d'objets inutiles, chaque chose est à sa place, sans que l'ensemble soit pour autant sévère. Cette prose qui dénote une parfaite maîtrise, parce que, tout en désignant des situations, des états ou des moments d'une singulière complexité, elle ne cesse de produire une impression de totale simplicité. En quelques lignes, en peu de mots, recourant à l'occasion à l'art de la formule, Mavis Gallant pose un personnage et suggère, au moyen d'images fortes ou de notations concrètes, un climat, un passé ou son absence, toute cette épaisseur humaine que donne le malheur, ou simplement le malaise.

C'est, dans *Ciel vert, ciel d'eau*, Doris, abandonnée par son mari, qui « *traînait son existence comme un manteau de pluie mouillé* », ou Wishart, « *comédien raït affligé par des rêves* », qui avait « *vécu l'un des rôles les plus épuisants de la société, la fuite hors d'un taudis anglais* » et à propos duquel Mavis Gallant dresse un terrible portrait de parasite. Comme Helga, dans *Voyageurs en souffrance*, ou Bibi qui, enfant, a fui de Silésie, ils portent en eux le poids de situations sociales ou historiques particulièrement lourdes.

Toujours, les personnages de Gallant sont inscrits dans un contexte, dans une époque : « *Je ne peux pas imaginer quelque chose qui n'est pas situé dans un climat, un temps, une époque.* » Pris entre deux guerres mondiales ou entre l'Est et l'Ouest, ils transcendent pourtant les situations dont ils semblent n'être que le

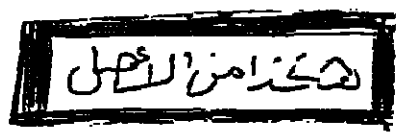
reflet : restent en mémoire, une fois le livre refermé, tel geste demeuré en suspens ou tel moment-clé, l'ombre d'un chapeau blanc sur un visage à l'instant où s'ébranle le train de l'évasion (*Rue de Lille*), l'empreinte du succès sur un homme tant applaudi qu'il en était venu à ressembler à « *un phoque de cirque* ».

Mavis Gallant doutait que ses livres, « *très impliqués dans la langue anglaise et chargés de références à la littérature anglaise* », puissent être traduits. Les lire en français fut un choc : « *Lire les textes en français a été une épreuve pour mon anglais écrit. C'est une question de syntaxe, soudain, tout se présentait différemment.* » Depuis lors, elle a établi des règles strictes : « *Pas de français le matin (moment où elle écrit, pas même pour écouter les nouvelles. Je commence à vivre « normalement » à Paris l'après-midi. Ce sont des rails. Il ne faut pas qu'ils convergent, parce qu'à ce moment-là, vous n'êtes plus rien du tout.* »

Mavis Gallant, qui semble tenir à cette distance entre sa vie d'écrivain, en anglais, et son existence quotidienne, en français, veut être publiée en anglais d'abord. Où sont donc ses racines ? Cette question, répond-elle, ne l'a jamais troublée. Elle a, précise-t-elle, horreur du nationalisme où, reprenant une phrase de Freud, elle voit jouer « *les petites différences du narcissisme* ». Au-delà de telles différences, ses nouvelles, qui rassemblées par thèmes, pourraient constituer des romans éclatés, sont à la mesure de notre monde.

Christine Jordis

► Sept livres de Mavis Gallant ont été publiés en français : *Chroniques de mai 68* (Paris, Notebooks), *Deux temps Tierce*, 1988 ; *Rue de Lille (Overhead in a Ballon)*, Deux temps Tierce, 1988, repris en 10/18, n° 2337 ; *les Quatre Saisons (From the Fifteenth District)*, Fayard, 1989, repris chez Rivages Poche, n° 82 ; *L'Est d'un édificateur (My Heart is Broken)*, Fayard, 1990 ; *Voix perdues dans la neige (Home Truths)*, Fayard, 1991 ; *Voyageurs en souffrance (The Pagnitz Junction)*, Deux temps Tierce, 1992.



Le cafetan des poètes

Les attentats organisés par des intégristes contre les intellectuels et les artistes se multiplient en Turquie et menacent les fondements laïques de la République

par Nedim Gürsel

Sivas est une petite ville d'Anatolie centrale où Mustafa Kemal réunit en 1919 un congrès pour libérer le pays de l'occupation étrangère. Elle est aussi la ville de Pir Sultan Abdal, le grand poète populaire, exécuté au seizième siècle sur l'ordre du sultan ottoman pour « avoir trop aimé la vérité », selon ses propres termes.

Cinq siècles plus tard, un autre écrivain, le grand humoriste Aziz Nesin, a failli y mourir, lui aussi pour avoir défendu la liberté d'expression. Il avait en effet publié tout récemment quelques passages des *Versets sataniques* de Salman Rushdie dans le quotidien *Aydinlik* et dénoncé le rôle des intégristes dans les attentats commis contre les intellectuels, dont le dernier avait coûté la vie au journaliste Uğur Mumcu. « Qu'ils brûlent, les Satans ! », criait le groupe d'islamistes déchaînés qui avaient mis le feu à l'hôtel où logeaient les écrivains et les artistes, venus célébrer le cinquantième anniversaire de Pir

Sultan Abdal (1). Aziz Nesin a pu être sauvé de justesse mais d'autres écrivains ont péri dans les flammes avec un groupe de danseurs. Les fanatiques visaient, au travers des intellectuels et des artistes, le laïcisme, qui reste encore (je me demande jusqu'à quand) un des principes fondateurs de la République de Turquie.

Le 29 octobre prochain, l'Etat turc va célébrer le soixante-dixième anniversaire de sa fondation par Mustafa Kemal Atatürk. A cette occasion, il faudrait peut-être rappeler que le laïcisme, un des six piliers de la République, est plus menacé que jamais par la montée de l'intégrisme religieux. Je sais que l'on parle déjà dans certains milieux bien-pensants de la nécessité d'une « Seconde République » qui serait plus conforme aux exigences de la nouvelle situation. En effet, il est temps de réviser l'idéologie kémaliste, de se débarrasser des dogmes, quels qu'ils soient, sans pour autant oublier que la Turquie est le seul pays laïque de la région.

Dans le contexte actuel cela me semble important pour sauvegarder les libertés, car les événements de Sivas ont montré que les partisans de la *charia* étaient plus actifs qu'on ne le croyait. Ce qui s'est passé à Sivas, dans cette ville dont la population est connue pour sa tolérance, peut se répéter demain ou ailleurs.

Le fanatisme religieux frappe désormais les intellectuels dans les pays islamiques. Après l'Algérie, les créateurs, les savants, les journalistes démocrates, bref tous les défenseurs de la liberté d'expression et de conscience sont menacés en Turquie.

Au nom de l'islam, on veut supprimer les acquis du siècle des Lumières et du kémalisme laïque. J'entends dire ici et là que l'on doit respecter la foi et tenir compte des « sentiments religieux du peuple ». Mais nous ne pouvons pas indexer notre liberté à la sensibilité religieuse, ni accepter que les dogmes religieux nous imposent leur vérité.

Parmi les trente-sept victimes du massacre de Sivas se trouvaient Asim Bezirci (né en 1927),

critique littéraire et traducteur, et les poètes Metin Altıok (1941), Behçet Aysan (1949), et Nesimi Çimen (1926), *asik*, « l'amoureux », comme le peuple l'appelaient.

J'ai eu le plaisir de l'écouter plusieurs fois, en Turquie comme en France. Accompagné de l'instrument à trois cordes de l'afettoun, il chantait avec sa douce voix de paysan anatolien les chansons populaires.

Cette voix limpide, polie par des siècles de tradition orale, résonne encore en moi et me rappelle son homonyme, un autre poète, Nesimi, écorché vif à Alep pour hétéroclite, sur l'ordre du sultan mamelouk. La légende dit qu'il s'habilla de sa peau écorchée comme d'un cafetan orné de perles, et disparut.

Nedim Gürsel est écrivain, chargé de recherches au CNRS, chargé de cours à l'École des langues orientales

(1) Le Monde des 5 et 6 juillet.

CORRESPONDANCE

Les deux Néron

A la suite de l'article de Philippe Sollers sur Sénèque (*Le Monde des livres* du 21 mai), nous avons reçu le texte suivant de Maurice Druon, secrétaire perpétuel de l'Académie française.

Philippe Sollers a accepté une image de l'empereur Néron un peu simpliste, et fait plus de crédit à une légende noire qu'à la réalité historique. Le personnage de Néron n'est pas tout d'une pièce; il n'est pas le « tyran... inéluctable », ni le prototype du monstre sanguinaire et fou qui s'est installé dans l'imagerie populaire.

Il y a en fait deux Néron, correspondant aux deux époques de sa vie. Le premier Néron est bon, il est même peut-être le meilleur, le plus humain des douze Césars.

Abandonné dans sa petite enfance par sa mère Agrippine, puis adopté par Claude après que celle-ci eut réussi à s'en faire épouser, il voit mourir d'empoisonnement ce père adoptif - le rôle d'Agrippine est loin d'être clair dans ce trépas - et est installé à seize ans sur le trône impérial par une *genitrix* qui veut régner par fils interposé.

Il se comporte alors en parfait disciple de Sénèque, observant la morale de son précepteur, allant même au-delà des principes du *De clemencia*. Il est opposé à la peine de mort, et il faut peser sur lui pendant des jours pour obtenir qu'il signe la condamnation des pères criminels. Il baisse les impôts et taxes; il veut qu'on puisse la prévarication chez les fonctionnaires. Il déteste la guerre et désire dominer les peuples dépendant de Rome par les arts plutôt que par les armes. Il est, pourrait-on dire, l'inventeur des relations culturelles.

S'il fit assassiner sa mère, c'est que celle-ci, jalouse de ses amours et plus encore du pouvoir - n'était-elle pas allée jusqu'à s'offrir à lui, espérant ainsi le reconquérir? - multipliait les machinations et se disposait elle-même à le faire tuer. C'est alors que tout bascule et que Néron, ayant dû accomplir le pire crime, n'hésite plus devant aucun. C'est alors qu'il verse dans la débauche et la cruauté. C'est alors qu'il devient fou.

Mais jamais il ne fit brûler Rome. Le feu avait pris un jour de vent dans un quartier de boutiques au pied du Palatin. Alors que Néron avait lui-même organisé les secours et que son propre palais avait flambé, ses adversaires répandirent le bruit qu'il était l'auteur de ce désastre, pour pouvoir reconstruire une partie de la ville. Il fit faire enquête et l'on découvrit que les membres d'une secte juive, les chrétiens, s'étaient réjouis « du châtiment de Dieu s'abattant sur Babylone »,

et avaient refusé de lutter contre le feu. De là à les considérer comme les coupables, il n'y avait qu'un pas, qui fut franchi; et une partie d'entre eux furent envoyés au supplice. La légende noire, la légende du persécuteur, commence là, sur ce malentendu.

Quant à Sénèque, le droit, le sage, l'honnête, l'admirable Sénèque, le paragon de toutes les vertus, son stoïcisme altier, sans que cela retirât rien à son œuvre superbe, ne le retint pas de s'enrichir énormément en trafiquant sur les terrains, de participer à la conspiration de Pison qui, si elle avait réussi, le plaçait en deuxième parmi la liste des successeurs à l'Empire. C'est sans doute au nom de « la tranquillité de l'âme » qu'il commanda à son médecin d'ouvrir les veines de sa femme en même temps que les siennes. Autres temps, autres mœurs...

Si Néron n'avait été qu'un tyran aussi absolument détestable, pourquoi, pendant des années après sa disparition, lui aurait-on dressé des statues, pourquoi des proclamations auraient-elles été faites en son nom, pourquoi Othon, Vitellius et jusqu'à Domitien l'auraient-ils invoqué comme modèle, pourquoi une partie du peuple, ne croyant pas à sa mort, aurait-elle attendu son retour d'une Asie mythique, pourquoi plusieurs imposteurs auraient-ils surgi, se faisant passer pour lui, et pourquoi enfin la croyance se serait-elle répandue à travers l'Empire que Néron allait ressusciter? Ce qui ne faisait pas non plus l'affaire des chrétiens.

A lire de près les historiens latins, quelque partiaux qu'ils puissent être et plus empressés à recueillir les ragots qu'à les vérifier, ou à régler les comptes de leur classe sociale avec le pouvoir, on a mieux que l'impression, la certitude, que le personnage de Néron est l'un des plus étranges, des plus complexes et finalement des plus malheureux qui aient existé. Il n'avait ni la force d'âme de ses aspirations ni le talent de ses ambitions. Et surtout, il fut constamment trahi, trahi par sa mère, trahi par ses épouses, trahi par ses amis, trahi surtout par le destin. Tout ce qu'il entreprenait dans l'espoir du bien tournait mal. Il y avait de quoi, le pouvoir absolu aidant, tomber dans la démence.

Sénèque eût pu, s'il lui avait survécu, écrire la sa plus belle tragédie: celle d'un jeune homme qui commençait comme le meilleur des princes et que la malédiction des dieux fit finir comme le pire. Elle le poursuit jusque dans sa mémoire, après dix-neuf siècles, même chez les plus cultivés de nos contemporains.

Maurice Druon

Mort d'un homme-livre

Le graphiste argentin Hector Cattolica qui vivait en France depuis une trentaine d'années est mort, à Paris, le 4 juillet. Il était âgé de cinquante-neuf ans.

Il était difficile de ne pas aimer Hector Cattolica, un de ces personnages dont l'Argentine est si pauvre. Et pourtant, il a suffi de si peu. De rencontres fortuites dans le crépuscule de vernissages anonymes. Sa voix grave, élégante, venait de loin, du tréfonds d'une mémoire transatlantique, et s'élevait sans peine de son minuscule forum, dépassant le brouhaha des autres, s'attardant au-delà de l'aise-soit-il pour dire les vérités non homologuées par les Saintes Ecritures. Puis, sans crier gare, il s'éclipsait, vous laissant l'air d'un savoir que les vapeurs mondaines dissipent sans pitié.

« Mais qui était ce drôle de bonhomme? »

— Hector Cattolica, tu ne l'as pas reconnu? »

Cattolica, l'un des pionniers du journal *Tia Vincenta*, ultime bastion satirique pendant les premières dictatures argentines. Cultivé jusqu'à la moelle, graphiste de génie, penseur et poète, marcheur infatigable sur des terrains minés, Cattolica était prêt à renoncer aux autoroutes ennuyeuses du succès commercial pour emprunter les départementales irrésistibles du tourment.

Depuis son installation en France en 1962, ses activités furent multiples. On lui doit la *Semence de pavés*, l'une des plus mémorables affiches de Mai 68, mais aussi des logos de prestige au niveau international, des illustrations pour le *Monde*, le *Nouvel Observateur*, *Constructiv* (revue berlinoise), *New Internationalist* (magazine d'Oxford), des catalogues pour

la bibliothèque du Centre Pompidou ainsi que des couvertures pour Gallimard et Maspero.

Entre 1966 et 1968, il fonda, dirigea et mit en page la revue *Margen*, à laquelle collaborèrent Garcia Marquez, Cortázar et Vargas Llosa, et qui fit connaître à Paris d'autres grands noms de la littérature latino-américaine.

De temps en temps, l'obsession d'un projet majeur venait l'assaillir. Alors don Quichotte troquait sa lance contre un crayon, redessinant la carte du monde à l'envers, montrant du doigt les murs invisibles qui séparent les hommes, radiographiant impitoyablement l'appareil digestif de la société. Son dernier projet a été la fondation d'un Musée de l'immigration à Buenos-Aires, consacré à retracer l'histoire du métissage des cultures européennes et sud-américaines.

« Mais qu'a-t-il écrit? Où sont ses recueils, ses œuvres complètes? » demanderont les fouilleurs viciés des bibliothèques officielles. Comment leur faire comprendre que le livre, c'était lui, un livre ouvert à vie, sans couverture, pour ne pas courir le risque de se réformer, qui encaissait sans s'écarter les gifles réconfortantes de la vérité.

Un livre où les poèmes fleurissaient dans cette langue que seuls les anges comprennent et dont les pages les plus fécondes se détachaient sans peine en offrande aux amis. Et plein de feuilles blanches pour accueillir la parole des autres, et plein de feuilles bleues comme la nuit qui nourrissait ses rêves. Un livre sans préface ni chapitre, accompli avec le désordre désespéré, babylonien, d'un tango métaphysique. D'aucuns ont osé tourner la dernière page sans y trouver le mot « fin ».

Serguel

Derniers poèmes de Tarascon

Dixièmes et ultimes Rencontres internationales de poésie contemporaine

Les 3 et 4 août, se sont tenus à Tarascon les dixièmes et dernières Rencontres internationales de poésie contemporaine. Organisées - depuis 1987 - par l'AGRIPPA (Association générale des rencontres internationales en Provence de poésie d'aujourd'hui), ces rencontres reçoivent le soutien de la ville de Tarascon, du département, de la région et du ministère de la culture. Pour justifier leur décision de mettre un terme au festival, annoncée dès l'ouverture de la manifestation, les organisateurs ont évoqué des difficultés financières. Le total des subventions allouées cette année n'atteignait pas les 400 000 francs qui seraient nécessaires à la poursuite des rencontres. Il faut souligner que la diminution des subventions ne concerne pas le centre du Refuge (1), centre permanent de poésie financé par la ville de Marseille, dont les amateurs sont ceux de l'AGRIPPA.

Depuis la création du festival, deux cent quatre-vingt-quatre poètes sont venus présenter un art qui, comme l'affirme les responsables, est « devenu quelque peu confidentiel dans une société dominée par l'image ». Ce dernier festival s'est déroulé dans une atmosphère de défaitisme, volontairement dramatisée. On a dû renoncer à un projet autour du thème « des villes mythiques », qui aurait réuni une vingtaine de poètes étrangers pendant une semaine.

Ce pessimisme n'est pas partagé par le poète Jean Monod. La fin du festival de Tarascon devrait, selon lui, permettre aux poètes eux-mêmes d'imaginer de nouvelles formes de rencontres, moins institutionnelles et pouvant attirer un plus large public.

Ces journées se sont ouvertes sur une création originale des prisonniers de la maison d'arrêt de Tarascon sur le thème de l'enfermement. Ils ont travaillé, sous la conduite de Frédéric Guetart-Liviani, à l'élaboration de textes qu'ils avaient soumis à la censure. Ceux qui ont été présentés portaient comme signature de simples initiales: « Que les hommes cessent d'être les esclaves

des autres, cet appel est le nôtre. » M.J.R. « A cette heure sombre le glas de ma journée dérisoire. » A.C. Appels poignants de la part de ces hommes du bout de notre monde.

Du visuel au sonore: Serge Pey, fondateur de la revue *Tribu* et directeur des Rencontres de poésie contemporaine de Toulouse, vient dénoncer, au rythme du tambour à eau et d'un jeu incantatoire, l'horreur de Tchernobyl, dans un « poème oral pour l'homme et l'oiseau de la première aerie ».

Maurice Roche, musicien, romancier et poète, a clos ces journées dans la cour du château du roi René par la lecture d'extraits de *Compact* (1966) et de *Je ne vais pas bien, mais il faut que j'y aille* (1987). L'angoisse de la mort dans une poésie qui se veut éclatée se transmue en ironie féroce: « Dans ma famille, depuis la plus haute antiquité, on a rendu l'âme tant et tant de fois que ça a fini par devenir héréditaire. »

Gabrielle Jouët-Pastre

(1) Le Refuge, centre international de poésie de Marseille, 4, rue du Refuge 13002 Marseille.

□ Mort de l'écrivain portugais Luis de Stta Monteiro. - L'écrivain et dramaturge Luis de Stta Monteiro est mort le 27 juillet à Lisbonne d'une crise cardiaque à l'âge de soixante-sept ans. Né dans la capitale portugaise le 3 avril 1926, Luis de Stta Monteiro passa son adolescence à Londres où son père était diplomate. En 1961, il remporte un grand succès avec sa première pièce de théâtre, *Felizmente ha Luar!* (*Heureusement il y a la clarté de lune*), pièce satirique qui lui valut des ennemis avec la censure salazariste et même l'emprisonnement. Auteur de plusieurs romans, conteur doué d'une grande imagination, Luis de Stta Monteiro se consacrait, depuis la fin des années 70, au journalisme gastronomique et à l'histoire de l'art culinaire.

□ Prix Camus. - Le prix Albert Camus a été attribué à Vassili Alexakis pour son roman *Avant* (Seuil).

Hommage aux « satans » tures

PAYSAGE LITTÉRAIRE DE LA TURQUIE CONTEMPORAINE de Nedim Gürsel. L'Harmattan, 175 p., 90 F.

Il peut sembler dérisoire de publier un essai sur la littérature turque quand, à Sivas, l'enthousiasme intégriste vient de coûter la vie à plusieurs écrivains « sataniques » (*lire ci-dessus*). Il est d'autant plus urgent de contribuer à faire connaître une littérature qui reste encore peu traduite en France. C'est le tâche que s'est assignée depuis plusieurs années l'écrivain turc Nedim Gürsel, l'un des représentants notables de cette littérature, mais aussi l'un de ses plus fidèles porte-parole.

Ses récits et nouvelles évoquent la réalité de l'exil, entre les vieilles rues d'un Istanbul qui n'existe plus et la langue française qui le hante depuis vingt ans. Dans son dernier ouvrage, qui rassemble des textes écrits au cours des dix dernières années, il tente notamment de dégager la relation étroite unissant

les auteurs modernes à une tradition épique presque millénaire.

A partir des regards qu'il porte sur les œuvres, les auteurs ou certaines constantes thématiques, Gürsel dégage quelques tendances d'une littérature moderne « républicaine », née en Turquie d'un engagement politique et social. Autant d'approches qui nous promènent de l'univers épique et légendaire de Yûnus Emre, grand poète soufi du XIII^e siècle, à l'imaginaire populaire et nostalgique de Yâsar Kemal, Nazim Hikmet ou Demir Ozal, en passant par celui de Mario Levi, premier écrivain turc contemporain, selon Gürsel, à revendiquer son appartenance à la communauté juive et à porter un nouveau regard sur les minorités.

Marion Van Renterghem

* Nedim Gürsel a également dirigé le *Manuel de la revue Asik* consacré à la littérature turque d'aujourd'hui (13, rue Santeuil, 75231 Paris Cedex 05, mai 1993, 254 p., 90 F). Signalons aussi le dossier sur les écrivains turcs paru dans le numéro de la *Nouvelle Revue française* (juin 1993, 75 F).

Concours d'écriture de l'été

« CETTE PREMIÈRE LETTRE D'AMOUR »

Organisé par l'Association « 24 Heures du livre » avec le Monde et France-Culture

cette année pour les 25/45 ans

Rappelez-vous. C'était il y a six mois ou il y a vingt ans. Vous étiez dans cette période magique des commencements d'une histoire d'amour. C'était un soir, un matin. Vous êtes rentré chez vous. Léger et abasourdi.

Et vous lui avez écrit cette première lettre d'amour...

Règlement :

Ce concours est destiné à récompenser une lettre inédite, d'un auteur de France métropolitaine né entre le 1^{er} janvier 1948 et le 31 décembre 1968.

La lettre doit comporter entre un et deux feuillets dactylographiés (1 500 signes par feuillet). Les lettres sont à envoyer avant le 31 août 1993 (cachet de la poste faisant foi) à l'adresse suivante :

Association « 24 Heures du livre » concours « Cette première lettre d'amour... », 69, Grande Rue 72000 Le Mans - Tél. : (16) 43-24-09-68/Fax : (16) 43-24-02-66.

Chaque participant joindra à son envoi deux enveloppes timbrées à ses nom et adresse ainsi qu'une photocopie d'une pièce d'identité. Un accusé de réception sera retourné.

Jury :

Pierre Dumayet, Marie Rouanet, Jean-Noël Pancrazi, Hugo Marsan, Jacques Roubaud, Emmanuel Carrère, Charles Joliet, Claude Gutman, Christian Giudicelli (France-Culture), Michèle Grézier (Télérama), Pierre Lepage (Le Monde), Etienne Ribaucour (Ouest-France), Marie-Christine Bertrand (24 heures du livre).

1^{er} Prix : 1 week-end pour deux personnes offert par le Festival international de piano de La Roque-d'Anthéron (30 km d'Aix-en-Provence), pour sa 14^e édition (août 1994).

Du 2^e au 15^e prix : un exemplaire du livre du « Journal de bord d'une mise en scène d'Antoine Vitez » pour « le Soulier de satin » de Paul Claudel (Le Monde Éditions), ainsi qu'un choix de disques laser et de cassettes des meilleures émissions de France-Culture.

Du 16^e au 25^e prix : disques laser, cassettes des meilleures émissions de France-Culture.

Sélection finale le samedi 9 octobre 1993 pendant les 24 Heures du Livre du Mans.

La face cachée du Corbu

EXPOSITION

UNITÉ à Firminy (Loire)

La face cachée
du « Corbu »Interventions d'artistes dans une « rue » désertée
de l'Unité d'habitation Le Corbusier

Au sommet de la colline qui domine Firminy-Vert, à une quinzaine de kilomètres de Saint-Etienne, l'Unité d'habitation Le Corbusier a toujours fière allure. C'est pourtant, depuis dix ans, un grand corps hémiparalysé. 207 de ses 414 appartements en duplex sont inoccupés, soit toute la moitié nord du bâtiment. Des causes économiques, liées à la crise de la sidérurgie dans la vallée de l'Ondaine, ont été avancées pour expliquer cette désaffection. En fait, depuis son inauguration en 1967, le « Corbu » — comme l'appellent familièrement ses locataires — n'a jamais fait l'unité : une centaine d'appartements sont restés constamment vides.

En attendant une éventuelle revitalisation de la moitié inanimée, un organisateur d'expositions, Yves Aupetit — ancien responsable des arts plastiques à la Maison de la culture et de la communication de Saint-Etienne — a choisi cette semi-fiche pour une expérience d'occupation artistique.

Il recherchait un lieu intermédiaire entre champ culturel et champ social pour « confronter à des réalités existantes » des artistes, architectes et designers d'Europe et des États-Unis. Son projet semblait venir à point nommé pour attirer l'attention sur un immeuble en mal de restauration d'image : on lui a abandonné deux étages jusqu'à la fin de l'été, soit 29 appartements en duplex de part et d'autre d'un grand couloir appelé « rue ».

Les créateurs invités — américains en majorité, ou français, allemands, britanniques — ont travaillé là en solo ou en équipe, utilisant ou abolissant les traces de la dernière occupation, choisissant de rencontrer ou d'ignorer les habitants. L'exposition, qui en résulte, ne saurait donc présenter l'unité annoncée : si chaque intervenant parle du bâtiment à sa manière, l'ensemble des œuvres décline tous les modes possibles de réaction devant ce lieu de vie rêvé par Le Corbusier.

Au premier regard, on pourrait penser que la réaction « socialisante » l'emporte. De la discothèque idéale des Israéliens-Clebs & Guttmann (qui ont copié les cassettes préférées des habitants pour offrir à tous les passions de chacun) aux « réseaux de relations » du groupe italien Premiata Ditta (une carte affichée montrant qui connaît qui dans l'immeuble), l'interactivité de l'opération s'expose ostensiblement.

Mais les échanges avec la moitié sud ont-ils été aussi étroits qu'il y paraît ? Certains locataires — les plus nantis, paraît-il — ont refusé de répondre à des enquêtes d'artistes qu'ils jugeaient attentatoires à leur vie privée. D'autres se sont plaints de n'être pas sollicités. Les plus heureux ont été les enfants de l'école maternelle installée au sommet de l'immeuble : ils exposent des maisons de poupées imaginaires aux côtés de celle de Regina Möller, et ils peuvent déguster chaque jour les croissants frais de l'appartement hospitalier de Tania Mouraud, une installation

décorée de ces signes kabbalistiques traditionnels par lesquels les vagabonds se signalent les maisons accueillantes.

Et l'art, dans tout ça ? Il se réduit souvent à une démarche d'appropriation de territoire qu'on peut juger un peu dérisoire (Renée Green s'imposant une retraite « monacale » sous tente dans une des chambres, entre cartons de disques, reliés de repas et vieux bouquins). A moins qu'il ne cède la place à l'exposé d'un concept, d'une réflexion critique sur les machines à habiter de la modernité.

Malaise

C'est ainsi que Kate Ericson et Mel Ziegler ne retiennent de l'immeuble qu'un élément symbolique, le produit de nettoyage — ils exposent une collection de bidons dans un appartement lavé de frais par leurs soins — tandis que John Burr, américain comme eux, préfère focaliser son attention sur les « espaces de rangement », avec des pièces pleines de placards. On n'est pas loin, dès lors, de l'aspect le plus fâcheux de cette exposition : les visions de cauchemar traduites par tous ceux qui ont senti un malaise dans cet immeuble d'utopie — cauchemar mal climatisé, au demeurant, car le soleil tape fort à travers les baies du « Corbu », malgré le système d'écrans mis au point par l'architecte.

En fin de compte, malgré l'apparent hommage à Le Corbusier rendu par l'ensemble des intervenants, le visiteur partage ce malaise latent en parcourant tous ces espaces « fonctionnels » autant qu'exigus. Il lui semble que les angoisses du monde contemporain ont traversé le verre et le béton, en dépit des verdoyantes collines d'alentour, pour envahir la plupart des duplex. Ici est présenté un équipement de survie pour « jungle des villes » (signé Dominique Gonzalez-Foster et Anne Frémey). Plus loin, une collection d'oiseaux et insectes morts, « stigmates de la vie hostile de l'immeuble » (Mark Dion). Ailleurs, des dessins de rats et de visières en guise de bibelots d'ornement (Christiane Geofroy). Ailleurs encore, des milliers de feuilles d'arbres en décomposition : grande métaphore du pourrissement des vies dans la maison du bonheur (François Roche).

Mais le malaise du spectateur peut s'accompagner d'intérêt. Faiblement convaincantes lorsqu'elles prétendent restaurer des liens sociaux, ces « propositions artistiques » deviennent excitantes, voire passionnantes, quand elles renouent avec cette fonction plus essentielle de l'art : dire le monde, montrer l'invisible, libérer le refusé. Autrement dit, dès qu'elles font apparaître la face cachée du module, ce schéma d'homme idéal qui fut la mesure-étalon des rêves architecturaux de Le Corbusier.

BERNADETTE BOST
► Unité d'habitation Le Corbusier, 141, 77-56-50-58. Jusqu'au 30 septembre, du mardi au dimanche de 11 heures à 19 heures.

L'avenir d'un rêve

Achevée deux ans après la mort de l'architecte, l'Unité d'habitation Le Corbusier fait partie du plus grand ensemble qu'il ait construit en Europe. Eugène Claudius-Petit, alors maire de Firminy, avait rêvé de cette autre « cité radieuse » comportant une maison de la culture, des installations sportives et une église. Mais s'il a pu en grande partie la réaliser — l'église seule est demeurée inachevée, — ce rêve lui a coûté la mairie en 1971.

Aujourd'hui, la grande barre de 130 mètres de long nécessite d'importants travaux de restauration. L'Office HLM de Firminy, qui la gère, a déjà remis en état les sols et les cages d'ascenseur, et l'Etat devrait assurer la conservation des parties en passe d'être classées à l'inventaire des monuments historiques : la façade, les piliers et la terrasse. La municipalité, enfin, est disposée à terminer la construction de l'église.

Plus difficile à résoudre est le problème de l'occupation des

lieux. La partition de l'immeuble semble irréversible, avec une population hétérogène dans la seule moitié sud : un mélange d'intellectuels sensibles au style Le Corbusier et de locataires habituels des HLM, familles à faibles revenus, jeunes travailleurs et bénéficiaires du revenu minimum d'insertion (1).

Pour rendre vie à la partie vide, la ville de Firminy souhaite « une diversification de son usage locatif ». Elle alimenterait y voir transférées des institutions et administrations actuellement installées à Saint-Etienne, de l'Ecole d'architecture à la direction départementale de l'équipement. Le maire communiste, Bernard Oudin, envisage un pôle de formation qui permettrait de maintenir les savoir-faire traditionnels de la région, en métallurgie et sidérurgie notamment, pour sauvegarder une activité économique.

B. B.

(1) Parmi les nouveaux résidents de l'immeuble : une famille bosniaque accueillie par l'Association humanitaire Equilibre.

CINÉMA

BOXING HELENA de Jennifer Chambers Lynch

Un film malade

Bizarre mais banale, la première réalisation de la fille de David Lynch

Sur l'affiche, on ne voit que le nom de son père — Lynch — écrit en gros caractères. Pour s'apercevoir que *Boxing Helena* n'est pas un film de David Lynch, mais de Jennifer Chambers Lynch, sa fille, il faut s'approcher un peu de l'affiche. Ou voir le film.

Pourtant *Boxing Helena* est une histoire morbide, comme celles qu'aime à raconter le réalisateur d'*Eraserhead*. Le docteur Nick Cavanaugh (Julian Sands), jeune et brillant chirurgien, est éperdument amoureux d'Helena (Sherilyn Fenn, qui fut Audrey Horne dans « Twin Peaks », le feuilleton). Elle ne l'aime pas, elle n'aime personne, c'est une femme dure et méprisante. Alors, le chirurgien met son art au service de son amour, jusqu'à ce que Helena, réduite à sa plus simple expression, posée dans une boîte (d'où le titre « La mise en boîte d'Helena ») succombe à son affection.

Bizarre ? Pas assez. Jennifer Chambers Lynch refuse la provo-

cation, se cantonne dans une esthétique neutre, voudrait sans doute laisser son histoire s'épanouir toute seule. Mais ce petit scénario, avec son idée unique, ses personnages en deux dimensions (Nick est la victime de son enfance négligée, Helena est mauvaise parce qu'elle a souffert), ne peut pousser bien haut, privé d'idées de mise en scène. Par instants, le film glisse vers les mélos médicaux qui font les beaux après-midi de la télévision américaine. C'est un peu la faute à Julian Sands, grand dadaïste blond qui force la note, se fait encore plus naïf que son pauvre texte ne l'exige. Heureusement, il y a Sherilyn Fenn. Peut-être stimulée par les refus successifs de Madonna et Kim Basinger (lire l'encadré), elle donne à son rôle une ampleur, une dignité et une violence qu'il ne méritait peut-être pas. Grâce à elle on entrevoit le film d'amour malade que Jennifer Chambers Lynch aurait voulu.

THOMAS SOTINEL



Sherilyn Fenn dans le rôle dont Kim Basinger n'a pas voulu.

Un faux bond de 9 millions de dollars

C'était l'un des dix commandements de Hollywood, gravé dans le marbre après avoir été proclamé par Samuel Goldwyn : « Un accord verbal ne vaut pas le prix du papier sur lequel il est écrit. » Au temps de Goldwyn, les producteurs en profitaient pour imposer leurs quatre volontés aux acteurs et aux metteurs en scène. Puis, dans les années 80, les artistes s'emparèrent de cette fibre maxime pour faire monter leurs cachets, le taux de leur participation aux profits ou la taille de leur logo. Jusqu'au 25 mars dernier. Ce jour-là, Kim Basinger, star hollywoodienne, a été condamnée par le jury de la Cour supérieure de Los Angeles à payer 8,92 millions de dollars (54 millions de francs), au producteur Carl Mazzocone, pour avoir abandonné le rôle titre de *Boxing Helena*, quatre semaines avant le début du tournage. Lors du procès, Kim Basinger a fait valoir qu'elle avait agi sur le conseil de son agent, de ses amis, aussi effrayés qu'elle par le contenu érotique et le bazarier du film. Et, même si l'argument n'a pas été avancé, la pratique est courante à Hollywood :

récentement l'acteur Woody Harrison a abandonné *Benny and Joon* pour pouvoir tourner *Proposition Indécrite* et Whoopi Goldberg s'est dégauchée d'une comédie intitulée *T. Rex*. Mais la plupart du temps, les conflits opposent des artistes connus, représentés par des agences qui sont devenues les égales des majors, à de grands studios qui auront à nouveau affaire à eux. Même si ces faux bonds donnent parfois lieu à des dédommagements, ces affaires se traitent discrètement.

Carl Mazzocone, le producteur de *Boxing Helena*, n'avait, lui, rien à perdre. Aussi débattant que sa réalisatrice, il n'avait réussi à réunir le financement du film que grâce aux noms de Madonna, qui avait donné son accord dans un premier temps, avant de le reprendre, puis de Kim Basinger. Lorsque l'actrice s'est retirée du projet, le budget du film a été divisé par deux. Pas fou, Mazzocone n'avait pas voulu attaquer Madonna, représentée par l'agence CAA, dirigée par Mike Ovitz, l'émancipée grise de Hollywood. En revanche Kim Basinger, qui a acquis ces dernières années

une réputation de diva capricieuse et est représentée par une agence de moindre renom, ICM, était une proie plus facile.

A Hollywood le verdict a été accueilli avec un mélange de joie maligne (à cause de l'impopularité de Kim Basinger) et d'inquiétude. Certains ont estimé que les films ne pourront plus être mis en chantier avant la conclusion de contrats en bonne et due forme. Plus optimiste, l'hebdomadaire professionnel *Variety* espérait récemment que l'affaire allait redonner leur vigueur aux *handshake deals* (contrats-poignées de main) qui prédominent il y a encore quinze ans.

Kim Basinger s'est mise en faille individuelle et cherche à renverser Brashton, la ville de Georgie qu'elle a acquise. Malgré l'immense campagne de publicité dont ils ont bénéficié grâce au procès, Carl Mazzocone et Jennifer Lynch ont mis plusieurs mois pour trouver un distributeur américain. C'est finalement Orion qui sortira *Boxing Helena*, le 1^{er} septembre prochain.

T. S.

MUSIQUES

Refusé à Vitrolles

Le concert
de Jean-Michel Jarre
aura lieu à Marseille

Refusé à Vitrolles, pour des raisons de sécurité, le concert de Jean-Michel Jarre devrait avoir lieu le 5 septembre à Marseille. Le maire de la ville, Robert Vigouroux (maj. prés.), a proposé au compositeur de se produire au stade-vélodrome, qui avait déjà accueilli le concert du groupe de rock U2, le 14 juillet.

La préfecture des Bouches-du-Rhône avait refusé, mercredi 11 août, que ce concert se tienne à Vitrolles (Bouches-du-Rhône), soulignant « l'inadaptation du site proche de l'aéroport de Marignane à ce type de manifestation appelée à regrouper plusieurs dizaines de milliers de spectateurs ». La sous-commission départementale de sécurité avait rendu un premier avis défavorable, à l'unanimité, le 6 août.

A l'occasion du dernier concert de Jean-Michel Jarre, organisé au Mont-Saint-Michel le 28 juillet, de nombreux spectateurs munis de billets n'avaient pu arriver sur le lieu du spectacle en raison des difficultés de circulation. Les organisateurs du concert attendent 50 000 spectateurs, et les 5 000 billets déjà vendus pour Vitrolles sont valables pour le concert du stade-vélodrome.

DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO

Le Monde
SANS VISA

A Londres, devant 72 000 personnes

Salman Rushdie sur scène avec U2

L'écrivain Salman Rushdie est apparu sur scène le mercredi 11 août, lors du spectacle du groupe U2 au stade de Wembley, à Londres, devant 72 000 spectateurs. A la fin de chaque concert du Zooropa Tour, que U2 présente en Europe, le chanteur Bono passe un coup de téléphone en direct. En Allemagne, sa cible fut Helmut Kohl, à qui le chanteur, déguisé en « MacPhisto », diable rouge avec cornes, avait laissé un message, quelques jours après la mort de cinq Turques dans l'incendie criminel de leur maison à Solingen. « Merci de n'avoir pas laissé rentrer dans ce pays après une aussi longue absence » (le Monde du 24 juin).

Pour le concert londonien, Bono a commencé par dialoguer par téléphone-satellite avec trois Bosniaques de Sarajevo, représentant chaque ethnie, et dénonçant l'indifférence de la communauté internationale à leur malheur.

« Nous n'avons pas de réponse pour vous. Ce soir, nous avons même l'air un peu ridicule avec ce groupe, au milieu de cette fiction, en comparaison de la réalité que vous vivez là-bas à Sarajevo », a déclaré Bono. Il a ensuite appelé Salman Rushdie, qui lui a répondu : « Je suis plus près que vous ne l'imaginez », avant d'apparaître sur la scène. L'écrivain britannique d'origine indienne, qui vit caché depuis 1989 après sa condamnation à mort par l'ayatollah Khomeini, a alors rétorqué à Bono : « Non, je n'ai pas peur de toi. Les vrais diables ne portent pas de cornes. » — (AFP, Reuters, AP.)

T. S.

La liste des salles parisiennes où sont projetés les films sortis mercredi 11 août figure page 14, sauf dans notre édition Rhône-Alpes.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lescaur, gérant
directeur de la publication
Bruno Pignatelli
directeur de la rédaction
Jacques Gailly
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solà
(adjoints au directeur de la rédaction)
Thomas Penecci
Bernard La Gorce
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1959)
Jacques Fauvet (1959-1982)
André Lacaze (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SÉRIE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-50-25-26
Télécopieur : 40-50-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-LEVEAU-MÉRY
94062 IVRY-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-85-25-26
Télécopieur : 40-85-30-10

محکمات لکھنؤ

BILLET

La France prend de l'âge

La France vieillit mais s'homogénéise... Enfin, tout est relatif : le Nord reste plus jeune que le Sud et les personnes âgées sont plus nombreuses dans les centres-villes et les campagnes que dans les banlieues.

La dernière étude de l'INSEE tirée du recensement de 1990 montre néanmoins une atténuation des disparités démographiques régionales sous l'effet des migrations des moins de 50 ans du Nord vers le Sud. Les jeunes adultes - de 20 à 39 ans - sont mieux répartis sur le territoire, l'Île-de-France ne les attirant plus autant, alors que d'autres régions françaises « ont su s'équiper et mieux conserver leurs forces vives ». En particulier, leur part s'est « significativement accrue » dans les grandes métropoles régionales du Sud, Bordeaux, Toulouse, Montpellier et Toulon. De même, cette tendance s'esquisse entre villes et campagnes, « les agglomérations n'exerçant plus tout à fait la même attraction ».

Entre le Nord et le Sud, aussi, les différences traditionnelles s'estompent un peu : les régions situées au nord de la Loire vieillissent, en effet, plus rapidement que la moyenne nationale, exception faite de l'Île-de-France et du Nord-Pas-de-Calais. En revanche, le Sud « stabilise son vieillissement relatif », l'INSEE allant même jusqu'à évoquer « un rajeunissement de la population » en Provence-Alpes-Côte d'Azur. L'Institut explique cette tendance par les migrations entre les régions, exception faite de l'Île-de-France qui combine un fort afflux des 20-29 ans avec un départ des adultes dès 30 ans et Rhône-Alpes qui retient mieux les adultes. Elle dresse donc une typologie des régions françaises, fortement corrélée à deux facteurs : le travail et le soleil.

Ces tendances s'amorcent alors qu'inexorablement la France prend de l'âge : en 1990, un habitant sur cinq (plus de 11 millions) avait plus de 60 ans, leur nombre ayant augmenté d'un million entre les deux derniers recensements (1982 et 1990). La Creuse est le département comptant proportionnellement le plus de personnes âgées puisque 19,5 % de ses habitants ont de 60 à 74 ans et que 13,9 % ont dépassé cet âge. À l'opposé, on ne recensait plus en 1990 que 15 millions de jeunes de moins de 20 ans, soit un million de moins qu'il y a quinze ans.

FRANÇOISE VAYSSE

□ Nouvelle chute de 20,58 % du marché automobile européen en juillet. Le marché automobile européen (dix-sept pays) a chuté de 20,58 % en juillet avec seulement 905 600 immatriculations contre 1 140 200 en juillet 1992, selon des statistiques publiées mercredi 11 août par les constructeurs d'automobiles. Ce mauvais résultat porte à 17,76 % le recul pour les sept premiers mois de l'année, ce qui représente d'ores et déjà une perte de près de 1,5 million d'immatriculations. Pour les seuls pays de la CEE, la chute atteint 21,2 % en juillet avec 842 000 immatriculations contre 1 063 000 en juillet 1992, ce qui porte le recul des immatriculations à 18,1 % depuis le début de l'année.

□ Peugeot envisage une production annuelle de 60 000 voitures en Inde. - Automobiles Peugeot étudie la possibilité d'assembler en Inde environ 60 000 voitures par an avec le constructeur Premier Automobiles Ltd (PAL). Ce projet, consistant dans un premier temps en l'assemblage de Peugeot 309, a reçu le 23 juin l'accord du gouvernement indien. Des études de faisabilité vont être maintenant entreprises. PAL est un des plus anciens constructeurs du sous-continent qui a longtemps produit des voitures particulières à partir d'une base technologique Fiat.

Les difficultés de la construction européenne

Le gouvernement allemand adopte un programme d'économies budgétaires pour 1994

Défini dans ses grandes lignes le 13 juillet, le programme budgétaire pour 1994 a été approuvé par le gouvernement allemand mercredi 11 août. Il prévoit 21,2 milliards de marks (1) d'économies, afin de contenir le déficit total au même niveau qu'en 1993 (67,5 milliards prévus pour 1994 contre 67,7 milliards en 1993). Pour 1995 et 1996, le programme adopté mercredi prévoit des réductions de dépenses de 27,4 et de 28,7 milliards de marks.

L'essentiel des économies budgétaires doit être réalisé dans le secteur social. Les allocations chômage seront notamment diminuées de 3 points. Les aides aux

particuliers les plus démunis seront également gelées à compter du 1^{er} juillet 1994. D'autres économies, parmi lesquelles le gel du traitement des fonctionnaires, seront discutées en septembre.

La réduction des dépenses sociales, jugée nécessaire par le ministre des finances, Theo Waigel, pour que l'Allemagne puisse respecter les critères de déficit des finances publiques prévus dans le traité de Maastricht, suscite un vif débat dans la classe politique allemande.

(1) Un mark vaut actuellement 3,50 francs environ.

Une baisse concertée de l'impôt sur le revenu

Suite de la première page

Une récession qui se traduira par une baisse globale du PIB (produit intérieur brut) des Douze d'au moins un demi-point cette année, recul qu'on n'avait pas vécu depuis très longtemps.

Les risques de laisser se prolonger une telle crise sont évidents en termes d'emploi et de chômage, donc de cohésion sociale. L'insistance mise sur ce point depuis un an par l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique), généralement surtout soucieuse d'équilibres monétaires et budgétaires, est révélatrice. Mais c'est probablement un autre risque qui va décider les chefs d'Etat de la Communauté à prendre des initiatives. Le risque que les opinions publiques assimilent « récession » à « Europe », « abandon de souveraineté » à « chômage » et, plus récemment, « traité de Maastricht » à « crise grave ».

Les conséquences d'un tel rapprochement dans la conscience populaire peuvent apparaître progressivement et être incalculables. Jusques et y compris au détour de procédures de routine. Le nouveau statut de la Banque de France, par exemple, qui a été voté par le Parlement mais suspendu par la suite de quelques dispositions par le Conseil constitutionnel, sera-t-il intégralement rétabli par les députés, à nouveau sollicités lorsque le traité de Maastricht sera définitivement ratifié par tous, l'Allemagne attendant encore le jugement de son Tribunal constitutionnel fédéral ? C'est une question qu'on peut se poser, tant l'idée de hautes instances indépendantes du pouvoir politique, assez communément admise il y a encore un an, soulève maintenant de réticences.

L'attitude de la Bundesbank

Réticences légitimes, puisqu'on peut effectivement se demander si l'action de MM. Mitterrand et Balladur pour relancer l'économie française en dépression ne serait pas gâchée par un institut d'émission devenu indépendant et ayant pour préoccupation essentielle la lutte contre l'inflation et le

contrôle de la masse monétaire. L'attitude récente de la Bundesbank fournit, bien sûr, des tas d'arguments aux « nationalistes », qui craignent une telle éventualité. Car c'est bien le refus de l'institut allemand d'abaisser son taux de l'escompte fin juillet qui a déclenché la crise en rendant périlleuse et fragile la baisse des taux en France. Encore que la petite histoire dira sans doute que la responsabilité de ce refus incombe à M. Schlesinger, gouverneur de la Bundesbank, qui fit pencher la balance dans le sens du refus alors que plusieurs représentants des Länder, impressionnés par la récession allemande, étaient d'avis qu'il fallait baisser les taux.

Le mark principale monnaie européenne

Le bras de fer franco-allemand illustre d'abord cette vérité que les nations qui composent la Communauté n'ont pas renoncé à la souveraineté de leurs décisions en matière de politique monétaire. Cette vérité vient de nous être cruellement rappelée, même si dans les faits les Douze sont peu à peu plus dépendants les uns des autres. La politique française de baisse des taux était parfaitement légitime, mais il a suffi de quelques maladresses verbales pour que le ministre allemand des finances se cabre, refuse de se rendre à Paris, et pour que la Bundesbank tiennne à prouver une fois de plus son indépendance.

Nous en sommes là, avec pas mal d'arrière-pensées et donc beaucoup de choses à préciser. Les conversations qu'auront MM. Balladur et Kohl ou bien encore MM. Juppé et Kinkel n'empêcheront pas certaines réalités d'apparaître. Et d'abord que la France, qui va de nouveau réduire très progressivement ses taux d'intérêt à court terme, ne pourra pas - quand ceux-ci auront retrouvé les taux allemands au jour le jour, qui se situent actuellement à 6,80 % - passer au-dessous et leur faire poursuivre leur descente en solitaires. « Ne pourra plus », devrait-on dire, puisqu'on a vu en juin les taux français courir inférieurs aux taux allemands (7,60 % en moyenne contre

7,79 %). C'est une dure constatation, mais une constatation dont nous devons tirer la leçon : malgré les immenses difficultés que connaît l'Allemagne, le mark reste bien et probablement pour longtemps la principale monnaie européenne, celle qui sert de réserve à de nombreux pays, aux côtés du dollar et dans une moindre mesure du yen. Le franc ne peut pas avant longtemps, contrairement aux espérances imprudemment affichées, devenir le point d'ancrage du SME.

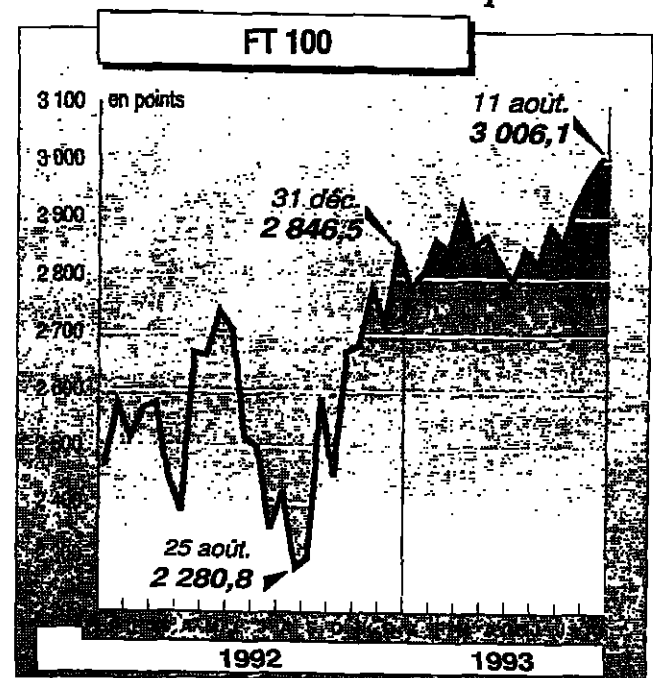
Les tentatives de relance européenne qui vont être discutées ne vont donc pas privilégier la baisse des taux d'intérêt. L'Allemagne va continuer de prendre son temps, et la France devra vraisemblablement se contenter de taux qui, en fin d'année, pourraient revenir pour les taux courts à un mois de 9,5 %, où ils se trouvent actuellement, à 6,5 % ou 7 %, soit un peu au-dessous des niveaux les plus bas qui avaient été atteints en juin (7,60 % en moyenne). Dans la mesure où une action rapide et spectaculaire de relance des économies européennes est nécessaire, les chefs de gouvernement vont avoir recours aux bonnes vieilles recettes de politique budgétaire, consistant à réduire l'impôt sur le revenu pour inciter les ménages à consommer davantage.

L'impact d'une telle démarche sera plus grand - peut-être beaucoup plus grand - que celui de « l'initiative européenne de croissance » discutée au sommet d'Edinbourg, en décembre dernier, qui reposait surtout sur des travaux publics. La difficulté sera de mettre assez d'argent au pot pour convaincre les Européens qu'ils peuvent acheter des voitures et retrouver le chemin des magasins. La France va certes disposer des fonds de privatisation mais veut réduire son déficit budgétaire. L'Allemagne, qui avait annoncé des hausses d'impôts, va devoir faire machine-arrière, au moins temporairement, ce qui peut expliquer les déclarations d'Helmut Kohl sur le nécessaire allongement des étapes du traité de Maastricht conduisant à la monnaie unique.

Dans la perspective d'élections qui auront lieu à l'automne 1994, le chancelier allemand ne devrait pas se faire trop prier pour participer pleinement à une nouvelle et plus convaincante tentative de relance.

ALAIN VERNHOLLES

La Bourse de Londres au plus haut



Pour la première fois depuis sa création en 1984, l'indice Footsie, qui calcule l'évolution de la Bourse de Londres à partir d'un échantillon de cent grandes valeurs, est passé au-dessus de la barre des 3 000 points. Mercredi 11 août, cet indice a terminé la séance à 3 006,1 points, en hausse de 1,16 % par rapport à la veille. Au même moment, les Bourses de Paris et de New-York atteignaient elles aussi de nouveaux sommets. Si la progression du Stock Exchange depuis le début de l'année est modeste (5,6 %), la majeure partie des gains a été engrangée au cours des dernières semaines. Depuis la sortie de la livre du Système monétaire européen (SME) en septembre 1992, la Footsie a gagné plus de 30 %. Actuellement, les investisseurs tablent sur une baisse des taux d'intérêt en Europe et sur une confirmation de la reprise économique britannique.

Après la découverte de nouvelles erreurs comptables

Le conseil d'administration de Montedison veut poursuivre en justice l'ancienne direction

Le conseil d'administration de Montedison, pôle chimique du groupe Ferruzzi, réuni le 11 août a décidé de convoquer une assemblée générale, le 30 août, « afin de débiter des actions en responsabilités menées contre les anciens administrateurs ». Cette décision de poursuivre l'ancienne équipe a été prise au vu des conclusions du cabinet d'audit Deloitte and Touche.

La précédente direction avait intégré dans le chiffre d'affaires de 1992 une somme de 243 milliards de lires (900 millions de francs) qu'elle n'avait pas encore perçue. Ce montant concerne la cession des activités pharmaceutiques Erbamont et Farmitalia Carlo Erba au groupe suédois Kabi Biotec. Il représente « la part du prix qui sera encaissée seulement quand les ventes (sont) effectuées », selon l'étude, seront effectuées, selon une échéance allant de 1993 à 1998 », a indiqué un communiqué. De plus, « selon un principe général, le groupe aurait dû comptabiliser ces revenus une fois ceux-ci réalisés : il aurait donc dû les exclure

du prix de vente aux fins de calcul de moins-values ».

Les pertes globales de Montedison ont été augmentées d'autant. Elles ont atteint un total de 967 milliards de lires en 1992, au lieu des 724 annoncés antérieurement.

Les poursuites engagées auraient dû concerner l'ancien président du groupe Ferruzzi-Montedison, Raul Gardini, qui s'est suicidé au mois de juillet. Elles devraient viser Carlo Sama, ancien directeur général, Giuseppe Garofano, ancien président de Montedison, Arturo Ferruzzi, ancien président du groupe.

Cette réunion du conseil de Montedison s'est tenue au lendemain de celle de Ferruzzi Finanziaria (Ferfin), holding du groupe dont les pertes se sont alourdies depuis le début de l'année pour atteindre sur cinq mois 4,3 milliards de francs. En conséquence, Ferfin proposera le 31 août à ses actionnaires de diviser par 200 la valeur nominale de leurs titres (le Monde du 12 août).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ALCATEL ALSTHOM

Le chiffre d'affaires réalisé par Alcatel Alsthom pendant le premier semestre 1993 s'est établi à 73,6 milliards de francs contre 79,5 milliards de francs à fin juin 1992.

Activité du premier semestre 1993

Hors incidence des variations des parités monétaires, il diminue de 3 % d'un exercice à l'autre.

Les commandes des six premiers mois 1993 ont atteint 77,3 milliards de francs à comparer à 81,4 milliards de francs enregistrés à fin juin 1992. A taux de change constants, elles sont stables d'un exercice à l'autre.

La répartition par secteur du chiffre d'affaires des premiers semestres 1992 et 1993 est la suivante :

(en millions de francs)	1993	1992
Télécommunications	33.099	36.916
Câbles de télécommunications et d'énergie	17.160	17.818
Energie et transport (1)	13.103	13.882
Ingénierie électrique	7.732	7.776
Accumulateurs	1.780	1.664
Activités diverses	3.318	3.240
Cessions entre secteurs	(2.564)	(1.819)
TOTAL	73.628	79.477

(1) Chiffre d'affaires de GEC Alsthom retenu par intégration proportionnelle à 50 %.

ALCATEL ALSTHOM EN DIRECT :

• MINITEL : 36.16 Code CLIFF
• Téléphone vert actionnaires : 05 354 354

Pour 1,1 milliard de dollars

Westinghouse vend une filiale à Eaton Corp.

Eaton Corp., l'un des premiers fabricants américains de pièces détachées automobiles, a conclu un accord prévoyant le rachat de la filiale de distribution électrique et de contrôle industriel du groupe Westinghouse Electric Corp., pour 1,1 milliard de dollars (6,6 milliards de francs). Cet accord est encore soumis à l'approbation des autorités fédérales américaines et à la levée d'un contrat d'exclusivité entre Siemens A. G. et Westinghouse, aux termes duquel Westinghouse s'est engagé à fournir des coupe-circuits au groupe allemand pour le marché européen. Pour Westinghouse, cette cession s'inscrit dans le cadre du plan de restructuration adopté en novembre 1992 qui prévoit une réduction de l'endettement du groupe de 5 milliards de dollars. - (AFP)

Au mois de juillet

L'excédent commercial japonais a progressé de 19 %

Le Japon a enregistré un excédent commercial de 11,8 milliards de dollars en juillet (71 milliards de francs), soit 19 % de plus qu'en juin et 28 % de plus qu'en juillet 1992. Il s'agit de la troisième meilleure performance mensuelle du commerce extérieur japonais.

Le gouvernement s'est engagé à plusieurs reprises à réduire ces excédents. Cependant, la dépréciation récente du dollar face à la monnaie japonaise renchérit la valeur en dollars des exportations. Le résultat de juillet a été marqué par une progression des échanges avec les Etats-Unis et surtout avec l'Asie (+ 69 % pour les exportations vers la Chine), mais par un net recul avec l'Europe (les importations et les exportations se sont contractées).

Le Monde ÉDITIONS

Bronislaw Gercinek Philippines
Slobodan Milosevic Cambodge
Ferdinand Marcos Pologne
Hun Sen Roumanie
Ariel Sharon Yougoslavie
Petre Roman Israël

L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR

Index alphabétique et thématique

محکم دلائل سے مزین

ÉCONOMIE

Régénérer le syndicalisme

Suite de la première page

Surtout, ils ne réunissent que des salariés à l'emploi quasi garanti et à statut, navigant ainsi loin des chômeurs, des exclus ou même des entreprises de moins de cinquante salariés qui représentent plus de la moitié de l'emploi salarié en France.

Un tel constat a été dressé par Louis Vianet, le 14 juin, devant sa commission exécutive. « Globalement, a affirmé le secrétaire général de la CGT, le syndicalisme français applique son action sur une partie à la fois très réduite et très typée du salariat, du monde du travail. (...) Par contre, le champ de ceux et celles qui ont le sentiment de ne plus rien avoir à perdre parce qu'ils considèrent avoir déjà tout perdu (...) qui sont, pour l'essentiel, hors des zones d'impact du syndicalisme, ce champ-là est en train de s'accroître à la vitesse grand V. »

La contestation ou la négociation

Pour se refaire une santé et conquérir un droit de cité au-delà de son public traditionnel, afin d'éloigner l'image omniprésente d'un « syndicalisme de privilèges », le mouvement syndical a le choix entre deux attitudes : la contestation ou la négociation.

Contestation ? En 1992, on a enregistré moins de 500 000 journées individuelles perdues, hors fonction publique, pour cause de conflits de travail, le niveau le plus bas depuis 1946 ! Le chômage fait planer la menace d'une déchéance sociale et la grève est de plus en plus rare. Elle émane souvent de groupes de salariés minoritaires ou reflets des poussées de fièvre corporatistes sans à leur origine. Dans un salariat éclaté, voire disloqué, où le syndicalisme, protestataire impuissant, en est réduit à voir se succéder les vagues de licenciements, les risques d'explosion sociale viennent de populations marginalisées ou exclues - n'ayant plus rien à perdre, - clamant leur désespérance et échappant à toute emprise syndicale. Ayant de plus en plus peur de l'avenir, pour eux ou leurs enfants, les salariés qui ont un emploi s'orientent chancelant et ne bougent pas face à la déferlante du chômage.

Négociation ? Le dernier bilan de la commission nationale de la négociation collective est en demi-teinte. En 1992, le nombre d'accords d'entreprise a diminué de 6 % par rapport à 1991, mais la négociation s'est redéployée sur des thèmes non salariaux et elle a bénéficié à plus de salariés, en raison d'une plus grande implication des grandes sociétés. Les syndicats sont surtout confrontés à un dou-

ble problème. Ils hésitent à s'engager dans des négociations se soldant trop souvent par des capitulations en rase campagne ; étant de moins en moins à l'initiative, ils ont le sentiment de discuter principalement des cahiers de revendications du patronat ou du gouvernement. De surcroît, ils ont en face d'eux des interlocuteurs qui en viennent à s'interroger sur l'opportunité d'engager leur signature avec des organisations si marginalement représentatives, n'offrant en échange aucune garantie de paix sociale.

Face à cette situation, la peur du vide syndical, si vertigineux et si propre à la France, saisit tant le patronat - qui a pourtant sa part de responsabilité - que le gouvernement. L'un comme l'autre ont besoin de retrouver des relais, des contrepoids, des régulateurs sociaux, bref des interlocuteurs responsables. Ils s'inquiètent de la tournure que prendraient des conflits sociaux « non contrôlés », à l'heure où les nouvelles technologies et l'organisation du travail rendent si facile pour un petit groupe le blocage de l'activité. Il redoutent donc urgent pour les pouvoirs publics de donner du grain à moudre aux syndicats pour qu'ils retrouvent raison d'être et crédibilité et finissent par apparaître incontournables. A première vue, Edouard Balladur a, sur ce plan, quatre cartes en mains : le paritarisme, la concertation, la participation et, ce qu'il a appelé - sans bien en préciser la définition - de nouveaux « contrats de progrès » à négocier dans les entreprises.

Le projet de loi définitif sera ensuite examiné par le conseil des ministres, mercredi 15 septembre, pour venir en discussion à l'Assemblée nationale des premiers jours d'octobre. L'objectif du ministère du travail étant de le faire adopter avant le début de la discussion budgétaire.

Le projet de loi définitif sera ensuite examiné par le conseil des ministres, mercredi 15 septembre, pour venir en discussion à l'Assemblée nationale des premiers jours d'octobre. L'objectif du ministère du travail étant de le faire adopter avant le début de la discussion budgétaire.

Le projet de loi définitif sera ensuite examiné par le conseil des ministres, mercredi 15 septembre, pour venir en discussion à l'Assemblée nationale des premiers jours d'octobre. L'objectif du ministère du travail étant de le faire adopter avant le début de la discussion budgétaire.

Le projet de loi définitif sera ensuite examiné par le conseil des ministres, mercredi 15 septembre, pour venir en discussion à l'Assemblée nationale des premiers jours d'octobre. L'objectif du ministère du travail étant de le faire adopter avant le début de la discussion budgétaire.

Le projet de loi définitif sera ensuite examiné par le conseil des ministres, mercredi 15 septembre, pour venir en discussion à l'Assemblée nationale des premiers jours d'octobre. L'objectif du ministère du travail étant de le faire adopter avant le début de la discussion budgétaire.

Le projet de loi définitif sera ensuite examiné par le conseil des ministres, mercredi 15 septembre, pour venir en discussion à l'Assemblée nationale des premiers jours d'octobre. L'objectif du ministère du travail étant de le faire adopter avant le début de la discussion budgétaire.

Le projet de loi définitif sera ensuite examiné par le conseil des ministres, mercredi 15 septembre, pour venir en discussion à l'Assemblée nationale des premiers jours d'octobre. L'objectif du ministère du travail étant de le faire adopter avant le début de la discussion budgétaire.

Le projet de loi définitif sera ensuite examiné par le conseil des ministres, mercredi 15 septembre, pour venir en discussion à l'Assemblée nationale des premiers jours d'octobre. L'objectif du ministère du travail étant de le faire adopter avant le début de la discussion budgétaire.

Le projet de loi définitif sera ensuite examiné par le conseil des ministres, mercredi 15 septembre, pour venir en discussion à l'Assemblée nationale des premiers jours d'octobre. L'objectif du ministère du travail étant de le faire adopter avant le début de la discussion budgétaire.

Le projet de loi définitif sera ensuite examiné par le conseil des ministres, mercredi 15 septembre, pour venir en discussion à l'Assemblée nationale des premiers jours d'octobre. L'objectif du ministère du travail étant de le faire adopter avant le début de la discussion budgétaire.

Le projet de loi définitif sera ensuite examiné par le conseil des ministres, mercredi 15 septembre, pour venir en discussion à l'Assemblée nationale des premiers jours d'octobre. L'objectif du ministère du travail étant de le faire adopter avant le début de la discussion budgétaire.

Le projet de loi définitif sera ensuite examiné par le conseil des ministres, mercredi 15 septembre, pour venir en discussion à l'Assemblée nationale des premiers jours d'octobre. L'objectif du ministère du travail étant de le faire adopter avant le début de la discussion budgétaire.

Le projet de loi définitif sera ensuite examiné par le conseil des ministres, mercredi 15 septembre, pour venir en discussion à l'Assemblée nationale des premiers jours d'octobre. L'objectif du ministère du travail étant de le faire adopter avant le début de la discussion budgétaire.

Le projet de loi définitif sera ensuite examiné par le conseil des ministres, mercredi 15 septembre, pour venir en discussion à l'Assemblée nationale des premiers jours d'octobre. L'objectif du ministère du travail étant de le faire adopter avant le début de la discussion budgétaire.

Le projet de loi définitif sera ensuite examiné par le conseil des ministres, mercredi 15 septembre, pour venir en discussion à l'Assemblée nationale des premiers jours d'octobre. L'objectif du ministère du travail étant de le faire adopter avant le début de la discussion budgétaire.

Le projet de loi définitif sera ensuite examiné par le conseil des ministres, mercredi 15 septembre, pour venir en discussion à l'Assemblée nationale des premiers jours d'octobre. L'objectif du ministère du travail étant de le faire adopter avant le début de la discussion budgétaire.

Le projet de loi définitif sera ensuite examiné par le conseil des ministres, mercredi 15 septembre, pour venir en discussion à l'Assemblée nationale des premiers jours d'octobre. L'objectif du ministère du travail étant de le faire adopter avant le début de la discussion budgétaire.

Le projet de loi définitif sera ensuite examiné par le conseil des ministres, mercredi 15 septembre, pour venir en discussion à l'Assemblée nationale des premiers jours d'octobre. L'objectif du ministère du travail étant de le faire adopter avant le début de la discussion budgétaire.

Le projet de loi définitif sera ensuite examiné par le conseil des ministres, mercredi 15 septembre, pour venir en discussion à l'Assemblée nationale des premiers jours d'octobre. L'objectif du ministère du travail étant de le faire adopter avant le début de la discussion budgétaire.

Le projet de loi définitif sera ensuite examiné par le conseil des ministres, mercredi 15 septembre, pour venir en discussion à l'Assemblée nationale des premiers jours d'octobre. L'objectif du ministère du travail étant de le faire adopter avant le début de la discussion budgétaire.

Le projet de loi définitif sera ensuite examiné par le conseil des ministres, mercredi 15 septembre, pour venir en discussion à l'Assemblée nationale des premiers jours d'octobre. L'objectif du ministère du travail étant de le faire adopter avant le début de la discussion budgétaire.

Le projet de loi définitif sera ensuite examiné par le conseil des ministres, mercredi 15 septembre, pour venir en discussion à l'Assemblée nationale des premiers jours d'octobre. L'objectif du ministère du travail étant de le faire adopter avant le début de la discussion budgétaire.

Le projet de loi définitif sera ensuite examiné par le conseil des ministres, mercredi 15 septembre, pour venir en discussion à l'Assemblée nationale des premiers jours d'octobre. L'objectif du ministère du travail étant de le faire adopter avant le début de la discussion budgétaire.

Le projet de loi définitif sera ensuite examiné par le conseil des ministres, mercredi 15 septembre, pour venir en discussion à l'Assemblée nationale des premiers jours d'octobre. L'objectif du ministère du travail étant de le faire adopter avant le début de la discussion budgétaire.

Le projet de loi définitif sera ensuite examiné par le conseil des ministres, mercredi 15 septembre, pour venir en discussion à l'Assemblée nationale des premiers jours d'octobre. L'objectif du ministère du travail étant de le faire adopter avant le début de la discussion budgétaire.

Le projet de loi définitif sera ensuite examiné par le conseil des ministres, mercredi 15 septembre, pour venir en discussion à l'Assemblée nationale des premiers jours d'octobre. L'objectif du ministère du travail étant de le faire adopter avant le début de la discussion budgétaire.

Le projet de loi définitif sera ensuite examiné par le conseil des ministres, mercredi 15 septembre, pour venir en discussion à l'Assemblée nationale des premiers jours d'octobre. L'objectif du ministère du travail étant de le faire adopter avant le début de la discussion budgétaire.

Le projet de loi définitif sera ensuite examiné par le conseil des ministres, mercredi 15 septembre, pour venir en discussion à l'Assemblée nationale des premiers jours d'octobre. L'objectif du ministère du travail étant de le faire adopter avant le début de la discussion budgétaire.

Le projet de loi définitif sera ensuite examiné par le conseil des ministres, mercredi 15 septembre, pour venir en discussion à l'Assemblée nationale des premiers jours d'octobre. L'objectif du ministère du travail étant de le faire adopter avant le début de la discussion budgétaire.

Le projet de loi définitif sera ensuite examiné par le conseil des ministres, mercredi 15 septembre, pour venir en discussion à l'Assemblée nationale des premiers jours d'octobre. L'objectif du ministère du travail étant de le faire adopter avant le début de la discussion budgétaire.

Le projet de loi définitif sera ensuite examiné par le conseil des ministres, mercredi 15 septembre, pour venir en discussion à l'Assemblée nationale des premiers jours d'octobre. L'objectif du ministère du travail étant de le faire adopter avant le début de la discussion budgétaire.

Le projet de loi définitif sera ensuite examiné par le conseil des ministres, mercredi 15 septembre, pour venir en discussion à l'Assemblée nationale des premiers jours d'octobre. L'objectif du ministère du travail étant de le faire adopter avant le début de la discussion budgétaire.

Le projet de loi définitif sera ensuite examiné par le conseil des ministres, mercredi 15 septembre, pour venir en discussion à l'Assemblée nationale des premiers jours d'octobre. L'objectif du ministère du travail étant de le faire adopter avant le début de la discussion budgétaire.

Le projet de loi définitif sera ensuite examiné par le conseil des ministres, mercredi 15 septembre, pour venir en discussion à l'Assemblée nationale des premiers jours d'octobre. L'objectif du ministère du travail étant de le faire adopter avant le début de la discussion budgétaire.

Le projet de loi définitif sera ensuite examiné par le conseil des ministres, mercredi 15 septembre, pour venir en discussion à l'Assemblée nationale des premiers jours d'octobre. L'objectif du ministère du travail étant de le faire adopter avant le début de la discussion budgétaire.

Le projet de loi définitif sera ensuite examiné par le conseil des ministres, mercredi 15 septembre, pour venir en discussion à l'Assemblée nationale des premiers jours d'octobre. L'objectif du ministère du travail étant de le faire adopter avant le début de la discussion budgétaire.

Le projet de loi définitif sera ensuite examiné par le conseil des ministres, mercredi 15 septembre, pour venir en discussion à l'Assemblée nationale des premiers jours d'octobre. L'objectif du ministère du travail étant de le faire adopter avant le début de la discussion budgétaire.

Le projet de loi définitif sera ensuite examiné par le conseil des ministres, mercredi 15 septembre, pour venir en discussion à l'Assemblée nationale des premiers jours d'octobre. L'objectif du ministère du travail étant de le faire adopter avant le début de la discussion budgétaire.

Le projet de loi définitif sera ensuite examiné par le conseil des ministres, mercredi 15 septembre, pour venir en discussion à l'Assemblée nationale des premiers jours d'octobre. L'objectif du ministère du travail étant de le faire adopter avant le début de la discussion budgétaire.

Le projet de loi définitif sera ensuite examiné par le conseil des ministres, mercredi 15 septembre, pour venir en discussion à l'Assemblée nationale des premiers jours d'octobre. L'objectif du ministère du travail étant de le faire adopter avant le début de la discussion budgétaire.

ger le débat sur le projet de loi pour l'emploi à partir du rapport Mattéoli (le Monde du 5 août) est symptomatique d'une volonté de mettre sur la sellette ce que l'UIMM (patronat de la métallurgie) appelle « tous ces sacro-saints acquis sociaux ». « Le rêve - qui était sans doute un mythe - du progrès social indéfini semble bien brisé, peut-on lire dans son bulletin du 23 juillet. Nous devons accepter que "les arbres ne montent jamais jusqu'au ciel". » Une volonté de remise en question des « protections de toutes sortes ». Déjà, les licenciements expéditifs - la « méthode SKF » - tentent bien des chefs d'entreprise. Déjà la fronde de Virgin remue en cause le repos du dimanche...

On est en pleine quadrature du cercle. Edouard Balladur préférerait s'assurer - pour mener à bien « sa » modernisation des relations sociales - le concours des organisations syndicales mais celles-ci, invitées à adopter une culture en rup-

ture avec celle des années de conquête des « trente glorieuses », sont tentées par la dérobade. Comme en témoigne le tollé suscité par les propositions du rapport Mattéoli (retour au SMIG et suppression des contrats à durée déterminée, notamment), le syndicalisme ne veut pas avoir à « se contenter » et à se défaire, tel Grillebouille, de ce qu'il a patiemment obtenu. Pourtant, s'il reste obstinément à l'écart, les réformes qu'il redoute le plus risquent de passer en force et de se solder par une facture plus lourde... Le débat sera donc rapidement piégé s'il se cantonne à une vaste toile de printemps des acquis sociaux. Certes, ceux-ci ne sont pas gravés dans le marbre et bien des syndicalistes admettent, en privé, que des évolutions, des adaptations sont nécessaires, qu'il s'agisse du coût du travail, du financement des retraites, de l'aménagement du temps, de l'organisation du travail ou même de la place des institutions représentatives. Après tout, les syndicats ne se sont-ils pas résignés - sans que cela entraîne des débats et des conflits aussi longs qu'en Italie - à la désindexation des salaires sur les prix qui a été une vraie révolution ? N'ont-ils pas été quelques-uns à admettre qu'on pouvait transformer la prime d'ancienneté en crédit formation pour les salariés ?

Toute la question est de savoir quel rôle les syndicats entendent jouer aujourd'hui pour ne plus être perçus comme les porte-parole contestataires d'une minorité du salariat, mais comme les défenseurs d'un monde du travail dans toutes ses composantes, même celles qui sont présentement exclues du circuit de production. La CFDT ne rêve plus de rupture

avec celle des années de conquête des « trente glorieuses », sont tentées par la dérobade. Comme en témoigne le tollé suscité par les propositions du rapport Mattéoli (retour au SMIG et suppression des contrats à durée déterminée, notamment), le syndicalisme ne veut pas avoir à « se contenter » et à se défaire, tel Grillebouille, de ce qu'il a patiemment obtenu. Pourtant, s'il reste obstinément à l'écart, les réformes qu'il redoute le plus risquent de passer en force et de se solder par une facture plus lourde... Le débat sera donc rapidement piégé s'il se cantonne à une vaste toile de printemps des acquis sociaux. Certes, ceux-ci ne sont pas gravés dans le marbre et bien des syndicalistes admettent, en privé, que des évolutions, des adaptations sont nécessaires, qu'il s'agisse du coût du travail, du financement des retraites, de l'aménagement du temps, de l'organisation du travail ou même de la place des institutions représentatives. Après tout, les syndicats ne se sont-ils pas résignés - sans que cela entraîne des débats et des conflits aussi longs qu'en Italie - à la désindexation des salaires sur les prix qui a été une vraie révolution ? N'ont-ils pas été quelques-uns à admettre qu'on pouvait transformer la prime d'ancienneté en crédit formation pour les salariés ?

Toute la question est de savoir quel rôle les syndicats entendent jouer aujourd'hui pour ne plus être perçus comme les porte-parole contestataires d'une minorité du salariat, mais comme les défenseurs d'un monde du travail dans toutes ses composantes, même celles qui sont présentement exclues du circuit de production. La CFDT ne rêve plus de rupture

avec celle des années de conquête des « trente glorieuses », sont tentées par la dérobade. Comme en témoigne le tollé suscité par les propositions du rapport Mattéoli (retour au SMIG et suppression des contrats à durée déterminée, notamment), le syndicalisme ne veut pas avoir à « se contenter » et à se défaire, tel Grillebouille, de ce qu'il a patiemment obtenu. Pourtant, s'il reste obstinément à l'écart, les réformes qu'il redoute le plus risquent de passer en force et de se solder par une facture plus lourde... Le débat sera donc rapidement piégé s'il se cantonne à une vaste toile de printemps des acquis sociaux. Certes, ceux-ci ne sont pas gravés dans le marbre et bien des syndicalistes admettent, en privé, que des évolutions, des adaptations sont nécessaires, qu'il s'agisse du coût du travail, du financement des retraites, de l'aménagement du temps, de l'organisation du travail ou même de la place des institutions représentatives. Après tout, les syndicats ne se sont-ils pas résignés - sans que cela entraîne des débats et des conflits aussi longs qu'en Italie - à la désindexation des salaires sur les prix qui a été une vraie révolution ? N'ont-ils pas été quelques-uns à admettre qu'on pouvait transformer la prime d'ancienneté en crédit formation pour les salariés ?

Toute la question est de savoir quel rôle les syndicats entendent jouer aujourd'hui pour ne plus être perçus comme les porte-parole contestataires d'une minorité du salariat, mais comme les défenseurs d'un monde du travail dans toutes ses composantes, même celles qui sont présentement exclues du circuit de production. La CFDT ne rêve plus de rupture

avec celle des années de conquête des « trente glorieuses », sont tentées par la dérobade. Comme en témoigne le tollé suscité par les propositions du rapport Mattéoli (retour au SMIG et suppression des contrats à durée déterminée, notamment), le syndicalisme ne veut pas avoir à « se contenter » et à se défaire, tel Grillebouille, de ce qu'il a patiemment obtenu. Pourtant, s'il reste obstinément à l'écart, les réformes qu'il redoute le plus risquent de passer en force et de se solder par une facture plus lourde... Le débat sera donc rapidement piégé s'il se cantonne à une vaste toile de printemps des acquis sociaux. Certes, ceux-ci ne sont pas gravés dans le marbre et bien des syndicalistes admettent, en privé, que des évolutions, des adaptations sont nécessaires, qu'il s'agisse du coût du travail, du financement des retraites, de l'aménagement du temps, de l'organisation du travail ou même de la place des institutions représentatives. Après tout, les syndicats ne se sont-ils pas résignés - sans que cela entraîne des débats et des conflits aussi longs qu'en Italie - à la désindexation des salaires sur les prix qui a été une vraie révolution ? N'ont-ils pas été quelques-uns à admettre qu'on pouvait transformer la prime d'ancienneté en crédit formation pour les salariés ?

Toute la question est de savoir quel rôle les syndicats entendent jouer aujourd'hui pour ne plus être perçus comme les porte-parole contestataires d'une minorité du salariat, mais comme les défenseurs d'un monde du travail dans toutes ses composantes, même celles qui sont présentement exclues du circuit de production. La CFDT ne rêve plus de rupture

avec celle des années de conquête des « trente glorieuses », sont tentées par la dérobade. Comme en témoigne le tollé suscité par les propositions du rapport Mattéoli (retour au SMIG et suppression des contrats à durée déterminée, notamment), le syndicalisme ne veut pas avoir à « se contenter » et à se défaire, tel Grillebouille, de ce qu'il a patiemment obtenu. Pourtant, s'il reste obstinément à l'écart, les réformes qu'il redoute le plus risquent de passer en force et de se solder par une facture plus lourde... Le débat sera donc rapidement piégé s'il se cantonne à une vaste toile de printemps des acquis sociaux. Certes, ceux-ci ne sont pas gravés dans le marbre et bien des syndicalistes admettent, en privé, que des évolutions, des adaptations sont nécessaires, qu'il s'agisse du coût du travail, du financement des retraites, de l'aménagement du temps, de l'organisation du travail ou même de la place des institutions représentatives. Après tout, les syndicats ne se sont-ils pas résignés - sans que cela entraîne des débats et des conflits aussi longs qu'en Italie - à la désindexation des salaires sur les prix qui a été une vraie révolution ? N'ont-ils pas été quelques-uns à admettre qu'on pouvait transformer la prime d'ancienneté en crédit formation pour les salariés ?

Toute la question est de savoir quel rôle les syndicats entendent jouer aujourd'hui pour ne plus être perçus comme les porte-parole contestataires d'une minorité du salariat, mais comme les défenseurs d'un monde du travail dans toutes ses composantes, même celles qui sont présentement exclues du circuit de production. La CFDT ne rêve plus de rupture

avec celle des années de conquête des « trente glorieuses », sont tentées par la dérobade. Comme en témoigne le tollé suscité par les propositions du rapport Mattéoli (retour au SMIG et suppression des contrats à durée déterminée, notamment), le syndicalisme ne veut pas avoir à « se contenter » et à se défaire, tel Grillebouille, de ce qu'il a patiemment obtenu. Pourtant, s'il reste obstinément à l'écart, les réformes qu'il redoute le plus risquent de passer en force et de se solder par une facture plus lourde... Le débat sera donc rapidement piégé s'il se cantonne à une vaste toile de printemps des acquis sociaux. Certes, ceux-ci ne sont pas gravés dans le marbre et bien des syndicalistes admettent, en privé, que des évolutions, des adaptations sont nécessaires, qu'il s'agisse du coût du travail, du financement des retraites, de l'aménagement du temps, de l'organisation du travail ou même de la place des institutions représentatives. Après tout, les syndicats ne se sont-ils pas résignés - sans que cela entraîne des débats et des conflits aussi longs qu'en Italie - à la désindexation des salaires sur les prix qui a été une vraie révolution ? N'ont-ils pas été quelques-uns à admettre qu'on pouvait transformer la prime d'ancienneté en crédit formation pour les salariés ?

Toute la question est de savoir quel rôle les syndicats entendent jouer aujourd'hui pour ne plus être perçus comme les porte-parole contestataires d'une minorité du salariat, mais comme les défenseurs d'un monde du travail dans toutes ses composantes, même celles qui sont présentement exclues du circuit de production. La CFDT ne rêve plus de rupture

avec celle des années de conquête des « trente glorieuses », sont tentées par la dérobade. Comme en témoigne le tollé suscité par les propositions du rapport Mattéoli (retour au SMIG et suppression des contrats à durée déterminée, notamment), le syndicalisme ne veut pas avoir à « se contenter » et à se défaire, tel Grillebouille, de ce qu'il a patiemment obtenu. Pourtant, s'il reste obstinément à l'écart, les réformes qu'il redoute le plus risquent de passer en force et de se solder par une facture plus lourde... Le débat sera donc rapidement piégé s'il se cantonne à une vaste toile de printemps des acquis sociaux. Certes, ceux-ci ne sont pas gravés dans le marbre et bien des syndicalistes admettent, en privé, que des évolutions, des adaptations sont nécessaires, qu'il s'agisse du coût du travail, du financement des retraites, de l'aménagement du temps, de l'organisation du travail ou même de la place des institutions représentatives. Après tout, les syndicats ne se sont-ils pas résignés - sans que cela entraîne des débats et des conflits aussi longs qu'en Italie - à la désindexation des salaires sur les prix qui a été une vraie révolution ? N'ont-ils pas été quelques-uns à admettre qu'on pouvait transformer la prime d'ancienneté en crédit formation pour les salariés ?

Toute la question est de savoir quel rôle les syndicats entendent jouer aujourd'hui pour ne plus être perçus comme les porte-parole contestataires d'une minorité du salariat, mais comme les défenseurs d'un monde du travail dans toutes ses composantes, même celles qui sont présentement exclues du circuit de production. La CFDT ne rêve plus de rupture

avec celle des années de conquête des « trente glorieuses », sont tentées par la dérobade. Comme en témoigne le tollé suscité par les propositions du rapport Mattéoli (retour au SMIG et suppression des contrats à durée déterminée, notamment), le syndicalisme ne veut pas avoir à « se contenter » et à se défaire, tel Grillebouille, de ce qu'il a patiemment obtenu. Pourtant, s'il reste obstinément à l'écart, les réformes qu'il redoute le plus risquent de passer en force et de se solder par une facture plus lourde... Le débat sera donc rapidement piégé s'il se cantonne à une vaste toile de printemps des acquis sociaux. Certes, ceux-ci ne sont pas gravés dans le marbre et bien des syndicalistes admettent, en privé, que des évolutions, des adaptations sont nécessaires, qu'il s'agisse du coût du travail, du financement des retraites, de l'aménagement du temps, de l'organisation du travail ou même de la place des institutions représentatives. Après tout, les syndicats ne se sont-ils pas résignés - sans que cela entraîne des débats et des conflits aussi longs qu'en Italie - à la désindexation des salaires sur les prix qui a été une vraie révolution ? N'ont-ils pas été quelques-uns à admettre qu'on pouvait transformer la prime d'ancienneté en crédit formation pour les salariés ?

Toute la question est de savoir quel rôle les syndicats entendent jouer aujourd'hui pour ne plus être perçus comme les porte-parole contestataires d'une minorité du salariat, mais comme les défenseurs d'un monde du travail dans toutes ses composantes, même celles qui sont présentement exclues du circuit de production. La CFDT ne rêve plus de rupture

avec le capitalisme ou même de socialisme autogestionnaire. Plus prosaïquement, elle entend faire du contrat et de la négociation les « moteurs de la transformation sociale ». FO n'a jamais prétendu avoir un projet de société et même si son image est plus brouillonne aujourd'hui, marquée par des va-et-vient entre la contestation et la présence dans la négociation contractuelle, elle entend seulement améliorer la condition salariale. La CFE-CGC, qui essaie de changer de direction sans drame, et la CFTC, soucieuse d'éviter toute dérive néo-libérale et d'affirmer sa différence chrétienne, n'ont jamais cherché à changer la société.

« Débat rugueux »

Le plus nouveau aujourd'hui est que même la CGT s'interroge sur le contenu de son syndicalisme, ce qui donne lieu à un débat vif et difficile au sein du bureau confédéral, où son secrétaire général est plus que malmené. Refusant de dissocier « négociations et actions collectives », elle essaie de se défaire de l'image de « syndicalisme du refus », et même d'organisation pronant « la grève systématique » comme le « refus de signer » des accords. Sa réflexion illustre bien les contradictions, déjà anciennes, du syndicalisme. Elle conteste le capitalisme, mais refuse d'avoir un « projet de société » ou encore une « démarche programmatique », sans pour autant réussir à faire la démonstration de son indépendance par rapport au parti communiste. La CGT en vient ainsi à s'interroger sur la validité d'un « syndicalisme de propositions » tout en se questionnant elle-même sur... « le risque d'une CGT hésitante et menacée d'accompagnement ou de cogérer des politiques de crise ».

Dans ce « débat un peu rugueux », selon la formule de M. Vianet, qui traverse la CGT, une dirigeante de fédération en est arrivée à se demander si le risque le plus grave ne consistait pas « à avoir raison et à rassembler en notre sein de moins en moins de monde ». La question vaut pour tout le mouvement syndical, d'où la nécessité de plus en plus ressentie de « faire du neuf », de passer d'un syndicalisme purement défensif à un syndicalisme plus offensif, d'un syndicalisme cantonné aux revendications (sociales) à un syndicalisme s'aventurant aussi sur des propositions (économiques), ne se contentant pas de réagir, souvent contre, aux cahiers de revendications patronaux et gouvernementaux.

La question est cruciale. A l'automne, dans une situation qui risque d'être économiquement et socialement tendue, si la sortie de récession ne se profile pas et si le chômage continue de grimper, M. Balladur aura besoin de reprendre l'initiative. S'il trouve des syndicats prêts à innover, à négocier sur de nouveaux terrains même difficiles, même tabous - classifications, mobilité, formation, organisation du travail, gestion du temps, coût du travail, droits syndicaux etc. - cela peut l'aider à relancer une véritable dynamique sociale autour de la participation, du paritarisme ou des fameux « contrats de progrès », avec l'objectif d'avoir des partenaires plus responsables, décidés à marier crédibilité et efficacité. Le premier ministre pourrait ainsi apporter sa pierre à une certaine réhabilitation et à un certain renouveau du syndicalisme. Pour les syndicats, le pari vaut sans doute la peine d'être tenté plutôt que de rester le dos au mur en se protégeant des coups et en attendant d'hypothétiques jours meilleurs, bien à l'écart d'un salariat qui ne reconnaît plus ses traditionnels défenseurs.

MICHEL NOBLECOURT

Selon un communiqué de la CFDT, de la CGT et de la CGC

Euro Disney aurait allégé ses effectifs permanents de plus de 2 000 personnes

Les effectifs du parc de loisirs Euro Disney de Marne-la-Vallée auraient diminué de 2 000 salariés non saisonniers en cinq mois. Selon un communiqué commun signé des syndicats CFDT, CGT et CFE-CGC de la société Euro Disney SA, les licenciements sont négociés de gré à gré pour la plupart, ce qui permet à Euro Disney d'éviter le licenciement collectif pour motif économique.

Les syndicats s'appuient sur les états des effectifs des 31 décembre 1992 et 31 mai 1993, fournis à l'occasion des élections de délégués du personnel de février et juin res-

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 12 août ↓ Petite pause

Après une volatilité à l'ouverture de la Bourse, le marché a connu une petite pause. Les indices CAC 40 et CAC 100 ont terminé en baisse.

En hausse de 0,13 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait en début d'après-midi une perte de 0,45 % à 2 167,56 points.

Ces prises de bénéfices qui, selon les professionnels, ne remettent pas en cause le mouvement de fond du marché, sont réalisées dans un marché très actif, le volume des échanges atteignant sur le marché à règlement mensuel 1,3 milliard de francs. Les opérateurs attendaient les résultats des appels d'offres de la Banque de France en début d'après-midi sans trop croire à une nouvelle détente du taux de l'argent. A 13 h 15, l'Institut d'émission annonçait le maintien de ses taux directeurs inchangés (6,75 %). La Banque de France a injecté 35,8 milliards de

francs, en allouant 153,7 milliards de francs en regard d'une tombée de 117,9 milliards de francs.

Les coupes budgétaires décidées par le gouvernement allemand et l'annonce d'une baisse de 0,2 % des prix de gros en Allemagne en juillet laissent penser à certains analystes que la politique de crédit en Allemagne pourrait se détendre vers la fin du mois. Si c'était le cas, un mouvement similaire et significatif pourrait enfin être déclenché en France.

Les autres marchés boursiers contribuent activement à l'euphorie. Londres ayant atteint un nouveau sommet mercredi, ainsi que Wall Street où les taux d'intérêt à 10 ans, tombés à 5,78 %, sont au plus bas.

Sur le marché à règlement mensuel, les hausses étaient attendues par Metrolgie, Essilor et Club Méditerranée. En baisse on notait La Rochette, Elie et Michelin.

NEW-YORK, 11 août ↑ Autre sommet

Un repli des taux d'intérêt sur le marché obligataire et le bon accueil de l'adjudication de bons à 10 ans par le Trésor américain ont propulsé Wall Street vers un nouveau record mercredi 11 août dans l'après-midi. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a gagné 10,62 points (0,2 %) à 3 583,35 s'approchant ainsi de la barre psychologique de 3 600. L'activité a été soutenue avec quelque 268 millions de titres échangés. Les valeurs en hausse ont dépassé celles en baisse : 1 067 contre 858, alors que 665 actions sont restées inchangées.

Lors de son adjudication, le Trésor a reçu des offres pour près de 35 milliards de dollars en bons à 10 ans, mais n'en a vendu que 11 milliards. Selon les analystes, cette demande permet d'espérer une nouvelle détente des taux d'intérêt et laisse prévoir de nouveaux records à Wall Street. Le taux d'intérêt moyen sur les bons du Trésor à 30 ans, qui avait progressé de quelques fractions dans la

matinée, est repassé à la baisse revenant à 8,43 % contre 8,44 % la veille au soir.

VALEURS	COURS DU 10 août	COURS DU 11 août
Alcatel	72,58	72,12
AT&T	63,38	63,14
Banque	25,34	25,34
Chemical Bank	34,14	34,34
De Port de Messines	48,12	47,18
Esso	81,56	81,14
Ence	84,78	84,38
Ford	52,12	52,34
General Electric	88,78	88,34
General Motors	41,14	41,14
Goodyear	43,14	42,38
IBM	92,78	91,12
Shell Oil	74,58	74,78
Pfizer	59,34	59,68
Schlenkerberg	61,78	61,78
Tesaco	82,58	82,14
U.S. Corp. ex-Allegis	10,14	10,14
Union Carbide	17,78	18,18
Union Fish	57,78	58,14
Wendel	74,18	74,34
Xerox Corp.	74,18	74,14

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 12 AOÛT

Liquidation : 24 août
Taux de report : 12,00

Cours relevés à 13 h 30
CAC 40 : -0,46 % (2157,42)

VALEURS					Composés (1)					VALEURS					Composés (1)					VALEURS					Composés (1)				
Composés (1)	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	%	Composés (1)	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	%	Composés (1)	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	%	Composés (1)	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	%	Composés (1)	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	%					
540	EDF-GDF 2%	950	950	-0,50	300	Danmark	4110	4120	+0,24	350	LYONN. MONT. VALON	430	430	-1,12	320	Socotec	50	50	+0,70	100	Crédit Agricole	410	410	-0,27					
150	B.N.P. (P.F.)	1000	1000	-0,50	310	LYONN. MONT. VALON	420	420	+0,24	360	LYONN. MONT. VALON	440	440	-1,12	330	LYONN. MONT. VALON	50	50	+0,70	200	Renault (P.F.)	210	210	+0,52					
100	Crédit Lyonnais (P.F.)	1000	1000	-0,50	320	Crédit Agricole	430	430	+0,24	370	Crédit Agricole	450	450	-1,12	340	LYONN. MONT. VALON	50	50	+0,70	210	Rhone-Poulenc (P.F.)	220	220	+2,47					
100	Renault (P.F.)	210	210	+0,52	330	Crédit Agricole	440	440	+0,24	380	Crédit Agricole	460	460	-1,12	350	LYONN. MONT. VALON	50	50	+0,70	100	Saint-Gobain (P.F.)	100	100	-0,27					
200	Rhone-Poulenc (P.F.)	220	220	+2,47	340	Crédit Agricole	450	450	+0,24	390	Crédit Agricole	470	470	-1,12	360	LYONN. MONT. VALON	50	50	+0,70	100	Thomson S.A. (P.F.)	100	100	-0,27					
100	Saint-Gobain (P.F.)	100	100	-0,27	350	Crédit Agricole	460	460	+0,24	400	Crédit Agricole	480	480	-1,12	370	Crédit Agricole	50	50	+0,70	100	Accor	100	100	-0,27					
100	Thomson S.A. (P.F.)	100	100	-0,27	360	Crédit Agricole	470	470	+0,24	410	Crédit Agricole	490	490	-1,12	380	Crédit Agricole	50	50	+0,70	100	Air Liquide	100	100	-0,27					
100	Accor	100	100	-0,27	370	Crédit Agricole	480	480	+0,24	420	Crédit Agricole	500	500	-1,12	390	Crédit Agricole	50	50	+0,70	100	Alcatel	100	100	-0,27					
100	Air Liquide	100	100	-0,27	380	Crédit Agricole	490	490	+0,24	430	Crédit Agricole	510	510	-1,12	400	Crédit Agricole	50	50	+0,70	100	Alcatel-Alsthom	100	100	-0,27					
100	Alcatel	100	100	-0,27	390	Crédit Agricole	500	500	+0,24	440	Crédit Agricole	520	520	-1,12	410	Crédit Agricole	50	50	+0,70	100	Alcatel-Supélec	100	100	-0,27					
100	Alcatel-Alsthom	100	100	-0,27	400	Crédit Agricole	510	510	+0,24	450	Crédit Agricole	530	530	-1,12	420	Crédit Agricole	50	50	+0,70	100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27					
100	Alcatel-Supélec	100	100	-0,27	410	Crédit Agricole	520	520	+0,24	460	Crédit Agricole	540	540	-1,12	430	Crédit Agricole	50	50	+0,70	100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27					
100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27	420	Crédit Agricole	530	530	+0,24	470	Crédit Agricole	550	550	-1,12	440	Crédit Agricole	50	50	+0,70	100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27					
100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27	430	Crédit Agricole	540	540	+0,24	480	Crédit Agricole	560	560	-1,12	450	Crédit Agricole	50	50	+0,70	100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27					
100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27	440	Crédit Agricole	550	550	+0,24	490	Crédit Agricole	570	570	-1,12	460	Crédit Agricole	50	50	+0,70	100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27					
100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27	450	Crédit Agricole	560	560	+0,24	500	Crédit Agricole	580	580	-1,12	470	Crédit Agricole	50	50	+0,70	100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27					
100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27	460	Crédit Agricole	570	570	+0,24	510	Crédit Agricole	590	590	-1,12	480	Crédit Agricole	50	50	+0,70	100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27					
100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27	470	Crédit Agricole	580	580	+0,24	520	Crédit Agricole	600	600	-1,12	490	Crédit Agricole	50	50	+0,70	100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27					
100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27	480	Crédit Agricole	590	590	+0,24	530	Crédit Agricole	610	610	-1,12	500	Crédit Agricole	50	50	+0,70	100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27					
100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27	490	Crédit Agricole	600	600	+0,24	540	Crédit Agricole	620	620	-1,12	510	Crédit Agricole	50	50	+0,70	100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27					
100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27	500	Crédit Agricole	610	610	+0,24	550	Crédit Agricole	630	630	-1,12	520	Crédit Agricole	50	50	+0,70	100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27					
100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27	510	Crédit Agricole	620	620	+0,24	560	Crédit Agricole	640	640	-1,12	530	Crédit Agricole	50	50	+0,70	100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27					
100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27	520	Crédit Agricole	630	630	+0,24	570	Crédit Agricole	650	650	-1,12	540	Crédit Agricole	50	50	+0,70	100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27					
100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27	530	Crédit Agricole	640	640	+0,24	580	Crédit Agricole	660	660	-1,12	550	Crédit Agricole	50	50	+0,70	100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27					
100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27	540	Crédit Agricole	650	650	+0,24	590	Crédit Agricole	670	670	-1,12	560	Crédit Agricole	50	50	+0,70	100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27					
100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27	550	Crédit Agricole	660	660	+0,24	600	Crédit Agricole	680	680	-1,12	570	Crédit Agricole	50	50	+0,70	100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27					
100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27	560	Crédit Agricole	670	670	+0,24	610	Crédit Agricole	690	690	-1,12	580	Crédit Agricole	50	50	+0,70	100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27					
100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27	570	Crédit Agricole	680	680	+0,24	620	Crédit Agricole	700	700	-1,12	590	Crédit Agricole	50	50	+0,70	100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27					
100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27	580	Crédit Agricole	690	690	+0,24	630	Crédit Agricole	710	710	-1,12	600	Crédit Agricole	50	50	+0,70	100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27					
100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27	590	Crédit Agricole	700	700	+0,24	640	Crédit Agricole	720	720	-1,12	610	Crédit Agricole	50	50	+0,70	100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27					
100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27	600	Crédit Agricole	710	710	+0,24	650	Crédit Agricole	730	730	-1,12	620	Crédit Agricole	50	50	+0,70	100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27					
100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27	610	Crédit Agricole	720	720	+0,24	660	Crédit Agricole	740	740	-1,12	630	Crédit Agricole	50	50	+0,70	100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27					
100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27	620	Crédit Agricole	730	730	+0,24	670	Crédit Agricole	750	750	-1,12	640	Crédit Agricole	50	50	+0,70	100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27					
100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27	630	Crédit Agricole	740	740	+0,24	680	Crédit Agricole	760	760	-1,12	650	Crédit Agricole	50	50	+0,70	100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27					
100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27	640	Crédit Agricole	750	750	+0,24	690	Crédit Agricole	770	770	-1,12	660	Crédit Agricole	50	50	+0,70	100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27					
100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27	650	Crédit Agricole	760	760	+0,24	700	Crédit Agricole	780	780	-1,12	670	Crédit Agricole	50	50	+0,70	100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27					
100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27	660	Crédit Agricole	770	770	+0,24	710	Crédit Agricole	790	790	-1,12	680	Crédit Agricole	50	50	+0,70	100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27					
100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27	670	Crédit Agricole	780	780	+0,24	720	Crédit Agricole	800	800	-1,12	690	Crédit Agricole	50	50	+0,70	100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27					
100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27	680	Crédit Agricole	790	790	+0,24	730	Crédit Agricole	810	810	-1,12	700	Crédit Agricole	50	50	+0,70	100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27					
100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27	690	Crédit Agricole	800	800	+0,24	740	Crédit Agricole	820	820	-1,12	710	Crédit Agricole	50	50	+0,70	100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27					
100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27	700	Crédit Agricole	810	810	+0,24	750	Crédit Agricole	830	830	-1,12	720	Crédit Agricole	50	50	+0,70	100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27					
100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27	710	Crédit Agricole	820	820	+0,24	760	Crédit Agricole	840	840	-1,12	730	Crédit Agricole	50	50	+0,70	100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27					
100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27	720	Crédit Agricole	830	830	+0,24	770	Crédit Agricole	850	850	-1,12	740	Crédit Agricole	50	50	+0,70	100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27					
100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27	730	Crédit Agricole	840	840	+0,24	780	Crédit Agricole	860	860	-1,12	750	Crédit Agricole	50	50	+0,70	100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27					
100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27	740	Crédit Agricole	850	850	+0,24	790	Crédit Agricole	870	870	-1,12	760	Crédit Agricole	50	50	+0,70	100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27					
100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27	750	Crédit Agricole	860	860	+0,24	800	Crédit Agricole	880	880	-1,12	770	Crédit Agricole	50	50	+0,70	100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27					
100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27	760	Crédit Agricole	870	870	+0,24	810	Crédit Agricole	890	890	-1,12	780	Crédit Agricole	50	50	+0,70	100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27					
100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27	770	Crédit Agricole	880	880	+0,24	820	Crédit Agricole	900	900	-1,12	790	Crédit Agricole	50	50	+0,70	100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27					
100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27	780	Crédit Agricole	890	890	+0,24	830	Crédit Agricole	910	910	-1,12	800	Crédit Agricole	50	50	+0,70	100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27					
100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27	790	Crédit Agricole	900	900	+0,24	840	Crédit Agricole	920	920	-1,12	810	Crédit Agricole	50	50	+0,70	100	Alcatel-Telecom	100	100	-0,27					
100	Alcatel-Telecom	100	100	-0																									

SPORTS

FOOTBALL : championnat de France

Cannes rejoint Nantes à la tête du classement

Vainqueur, mercredi 11 août de Lille (2-1), lors de la quatrième journée de championnat de France de première division, Cannes a rejoint Nantes en tête du classement. Les Nantais, qui, sur leur terrain, ont été tenus en échec par l'Olympique de Marseille (0-0) ne devaient Cannes que grâce à une meilleure différence de buts. La soirée a été marquée par un spectaculaire doublé de l'Ivoirien Samassi Abou, qui a permis à Lyon de battre Metz (2-0).

Deuxième division (cinquième journée)

*Gueugnon b. Laval... 1-0
*Nancy b. Beauvais... 4-3
*Bourges b. Charleville... 2-0
*Red Star b. Saint-Brieuc... 6-1
*Alès et Dunkerque... 1-1
*Istres et Bastia... 0-0
*Nîmes b. Le Mans... 1-4
*Nice b. Mulhouse... 2-0
*Valenciennes b. Niort... 3-1
*Rennes b. Sedan... 0-1
*Rouen et Valence... 1-1

Classement : 1. Nancy, 9 pts; 2. Rennes, 8 pts; 3. Beauvais, 7 pts; 4. Gueugnon, 6 pts; 5. Bourges, 5 pts; 6. Red Star, 4 pts; 7. Valenciennes, 3 pts; 8. Sedan, 2 pts; 9. Laval, 1 pt.

Classement : 1. Nantes et Cannes, 7 pts; 2. Sochaux, Bordeaux, Lyon et Paris-SG, 5 pts; 3. Martigues, Monaco, Auxerre, Strasbourg, Marseille et Lens, 4 pts; 4. Saint-Etienne, Metz, Montpellier, Angers, Le Havre et Caen, 3 pts; 5. Lille et Toulouse, 2 pts.

VOILE : Admiral's Cup. — Après l'arrivée des derniers bateaux dans l'Admiral's Cup 1993, mercredi 11 août, le classement en temps compensé a permis à l'Allemagne de s'imposer devant l'Australie. Grâce à sa victoire lors de la course du Fastnet (le Monde du 12 août), la France reste troisième.

COMMUNICATION

Un concurrent pour «Macadam Journal»

«Le Réverbère», le bimensuel des sans domicile fixe

Les sans domicile fixe ne se contentent plus d'être dans l'actualité, ils veulent aussi la faire. Après le lancement au mois de mai de Macadam Journal (le Monde du 12 mai), le Réverbère, «journal des sans-abri, intelligent qui rend intelligent», vient de paraître. Ces expériences, nouvelles en France, sont directement inspirées d'exemples anglosaxons, comme Street News, journal des sans-abri de New-York, ou encore Big Issue, le bimensuel britannique vendu à plus de 140 000 exemplaires.

Le Réverbère, bimensuel de vingt-quatre pages, rédigé et vendu à la criée par une trentaine de sans domicile fixe, est né grâce à l'initiative de Georges Mathis et au soutien d'un imprimeur : MIP (qui imprime déjà le Jour). Ancien vendeur de Macadam Journal, Georges Mathis constatait le succès de ce magazine, qui tire à 400 000 exemplaires pour son troisième numéro. SDF lui-même depuis huit ans, il a décidé en juin de lancer son propre journal, une idée qui le tentait depuis trois ans.

La «formule rédactionnelle» est différente de celle de Macadam Journal puisque les articles sont exclusivement conçus et

rédigés par des sans-abri et si Macadam Journal s'adresse à un public «jeune et urbain», le Réverbère se veut le «cahier des sans-abri par les sans-abri».

Le principe commercial, lui, est le même : les vendeurs achètent le journal à bas prix (2 francs) et le revendent (10 francs, gardant pour eux la différence). Le premier numéro du Réverbère, tiré à 50 000 exemplaires, est paru le 30 juillet. Sa diffusion est exclusivement parisienne. Le second numéro devrait voir le jour le 20 août.

Le Devoir de Montréal repart après un accord entre direction et syndicats. — Le quotidien francophone de Montréal le Devoir est reparti mercredi 11 août, après deux jours d'interruption (le Monde du 10 août). La direction a signé un accord avec les quatre syndicats, ceux-ci acceptant finalement des économies de 800 000 dollars canadiens (3,7 millions de francs) sur le budget. Le Devoir, qui emploie une centaine de salariés, cherche à réunir de nouveaux capitaux pour son plan de redressement.

15 août : les services ouverts ou fermés

Assurance-maladie : les centres et services de la Caisse primaire d'assurance-maladie de Paris seront fermés le vendredi 13 août à partir de 15 heures. Ils seront ouverts le lundi 16 août, aux heures habituelles.

Allocations familiales : les services d'accueil des trois centres de gestion de la Caisse d'allocations familiales de Paris seront fermés au public le vendredi 13 août à partir de 12 heures. Ils seront ouverts lundi 16 août, aux heures habituelles.

Assurance-vieillesse : les points

Loto		Mercredi 11 août 1993	
1	2	3	4
5	6	7	8
9	10	11	12
13	14	15	16
17	18	19	20
21	22	23	24
25	26	27	28
29	30	31	32
33	34	35	36
37	38	39	40
41	42	43	44
45	46	47	48
49	50	51	52

d'accueil retraite et les bureaux seront fermés le vendredi 13 août à 12 h 30. Ils seront ouverts lundi 16 août, aux heures habituelles.

Archives nationales : les salles de lecture des Archives nationales, le CARAN et le Musée de l'Histoire de France seront fermés.

Bibliothèque nationale : les salles de lecture seront fermées les 15 et 16 août. Le cabinet des médailles et l'exposition «De Pissarro à Picasso» seront ouverts les 15 et 16 août. L'exposition «Marwan», ouverte le 15 août, sera fermée le 16 août.

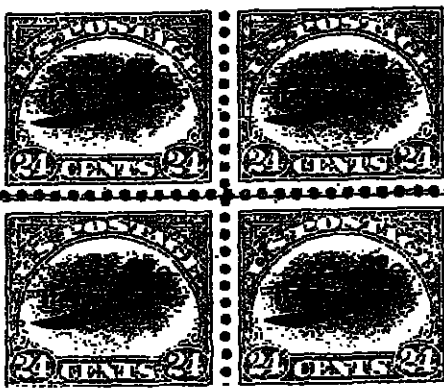
Hôtel national des Invalides : les musées de l'Hôtel national des Invalides : Armée, Dôme royal (tombeau de l'Empereur), Plans-Reliefs et l'église Saint-Louis seront ouverts.

Musées : tous les musées nationaux seront ouverts.

Le Centre Georges-Pompidou et la Cité des sciences seront ouverts. Le Palais de la décou-

PHILATÉLIE

Les ventes records en 1991-1992



La célèbre «Jenny», contre renversé, au des joyaux de la philatélie aux États-Unis.

L'édition 1993 du catalogue Bolaffi International, recense les ventes de la saison philatélique 1991-1992. Il répertorie près de cinq cents lots, timbres ou lettres, dont les prix varient entre 20 000 et 687 500 dollars.

Par rapport à l'édition précédente (le Monde du 6 juin 1992), la cote parait de moindre qualité : ainsi les 687 500 dollars atteints par la demi-feuille de quatre-vingt-dix exemplaires du 1^{er} kr noir de Bavière (1849) n'auraient été classés qu'en quatrième position l'an passé (vente C&T, Oberkirch, 14 mai 1992). La dixième pièce (une lettre de Suisse de 1851) a été enlevée à 260 670 dollars au lieu des 377 860 enregistrés à ce rang précédemment.

En seconde position, les États-Unis, avec un bloc de quatre, bord de feuille complet, du 24 c carmin et

bleu, le célèbre «Jenny» avec centre renversé, surprend à 660 000 dollars (Christie's, New-York, 25 septembre 1991). Une pièce semblable n'était répertoriée l'an passé qu'à seizième rang à 326 700 dollars. On retrouve, en troisième position, ce même bloc de quatre, mais sans marge, à 530 000 dollars (même vente), exaquo avec une lettre de l'illinois pour Barcelone revenue des 90 c Washington bleu (1860), 5 c Jefferson brun type II (1861) et 10 c Washington vert type V (1859) (R.A. Siegel, New-York, 3 septembre 1992). Ce tiercé est représentatif de la domination des États-Unis et de l'Allemagne, talonnés par la Suisse.

La France pointe son nez au quinzième rang grâce à trois timbres du Togo allemand surchargés «Togo occupation franco-anglaise» à 176 340 dollars (vente Corinphi, Zurich, 31 octobre 1991), puis en quarante-deuxième position, avec un affranchissement mixte franco-suisse, oblitération grille, à 107 340 dollars. A 48 400 dollars, un bloc de neuf, avec tête-bêche, du 8 c à l'effigie Cérés est classé en cent quarante-deuxième position (Sotheby's, Londres, 12 février 1992). Les organisateurs de ventes français paraissent étrangement absents des premiers rôles. La prochaine édition de ce catalogue leur donnera peut-être l'occasion de faire meilleure figure.

P. J.

► **Bolaffi International**, 156 p., en anglais, illustrations couleurs, 390 F. Ed. Alberto Bolaffi, via Cavour 17 F, 10123 Torino, Italie.

Rubrique réalisée par la rédaction du mensuel le Monde des philatélistes, téléphone : (1) 49-60-33-28. Spécimens reçus sur demande contre 15 F en timbres.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 11 août 1993 :

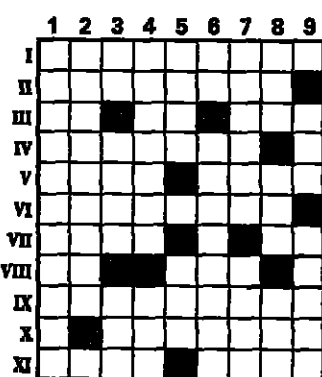
UNE LOI — N° 93-992 du 10 août 1993 relative aux contrôles et vérifications d'identité.

DES DÉCRETS — N° 93-994 du 4 août 1993 modifiant le décret n° 88-368 du 15 avril 1988 fixant les taux et les montants des rémunérations versées aux stagiaires de la formation professionnelle.

— N° 93-996 du 4 août 1993 modifiant le décret n° 88-321 du 7 avril 1988 modifié fixant l'organisation du troisième cycle des études médicales.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6104



HORIZONTALEMENT

I. Est à l'origine des croisés. — II. Variété de fraise. — III. Orientation. Indéfini. Instrument pour ouverture. — IV. Réaction aux coups de canon répétés. — V. Met à exécution. Dans un problème shakespearien. — VI. En est donc à son premier emploi. — VII. En France, Casse-tête. — VIII. Participe. Cale de navire. — IX. Grand, il s'occupe des finances. — X. Papier. — XI. Mis en ordre. Viennent de nous quitter.

VERTICALEMENT

1. Il n'est pas du genre à manquer une marche. — 2. Participe à un soulèvement. — 3. Pronom. Le propre de l'homme. Parti. — 4. Plantes lacustres. Intéresse l'historiographie. — 5. Orientation qu'il convient de choisir pour faire son chemin. Est réservé aux mineurs. — 6. Morceau de sucre. Qui porte sur les nerfs. — 7. Vit dans la privation. En France. — 8. Peut couper le courant. Désert. Heures, par définition. — 9. Prénom. Gros mangeurs.

Solution du problème n° 6103

Horizontalement
I. Veilleuse. — II. Impair. El. — III. Sur. Rira. — IV. Cœurs. — V. Orage. Let. — VI. Ni. Otée. — VII. Nectar. PC. — VIII. Ane Brun. — IX. Allô Et. — X. Nain. — XI. Eus. Sens.

Verticalement
1. Visionnaire. — 2. Emu. Rien. — 3. Ipéca. Céans. — 4. Larigot. La. — 5. Li. Rétablis. — 6. Erre. Erroné. — 7. Lule. — 8. Serré. Pneus. — 9. Elasticité.

GUY BROUTY

CARNET DU Monde

Naissances

M. et M^{me} Bernard DAHINDEN, ont la joie de faire part de la naissance de leur petite-fille

Christelle,

née le 4 août 1993.

10, rue Française,

Paris-2^e.

Décès

— Paris, Oistreham.

Maurice CHAUVET, né Durban, inspecteur général des affaires sociales honoraire, ancien conseiller auprès de l'ambassade de France en Grande-Bretagne, chevalier de la Légion d'honneur, décédé le 10 août 1993 à Oistreham muni des sacrements de l'Eglise.

ont la douleur de faire part du décès de

Jacqueline CHAUVET, née Durban, inspecteur général des affaires sociales honoraire, ancien conseiller auprès de l'ambassade de France en Grande-Bretagne, chevalier de la Légion d'honneur, décédée le 10 août 1993 à Oistreham muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse aura lieu le 13 août en l'église Saint-Samson, à 10 h 30, suivie de l'inhumation au cimetière Saint-Louis de Versailles, à 15 heures, dans le caveau de famille, où elle rejoindra son neveu, le

docteur Dominique CHAUVET D'ARCISZAS, mort d'épuisement en service, à l'âge de quarante-deux ans, le 7 avril 1993, à Ougadougou (Burkina-Faso).

La défunte ne désirait ni fleurs ni couronnes mais souhaitait un don à l'Institut Curie, 26, rue d'Ulm, 75231 Paris Cedex 05.

70, rue Lecourbe, 75015 Paris.
47, rue Pasteur, 14150 Oistreham.

— M. Mario GUASTONI, M^{me} Florence GUASTONI, M. et M^{me} William Fournet, M^{me} Jean-Pierre Abelle ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Mario GUASTONI, née Nicole Fournet, survenu à Arcachon dans sa cinquante-deuxième année.

Les obsèques religieuses seront célébrées le vendredi 13 août à 11 heures en l'église Notre-Dame d'Arcachon, où l'on se réunira, suivie de l'inhumation à Arcachon.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

55, boulevard de Strasbourg 75010 Paris.

— François Jacquemont, sa femme Christine et Evelyne, Stéphane et Valérie, ses enfants, Anna et Hugo, ses petits-enfants, toute la famille et les amis, ont le très grand chagrin de faire part du décès, le 6 août 1993, à Toulouse, de

M. Francis JACQUEMONT, peintre, architecte-urbaniste.

La célébration de l'adieu et l'inhumation ont eu lieu à Saint-Haon-le-Châtel (Loire), le 9 août.

5, place de la Patte-d'Oie 31500 Toulouse.

— Madame François Kohn, son épouse, Mario-Nelle Kohn, Michel et Cathy Kohn, Francis et Loren Kohn, Pascal et Sophie Bernard, ses enfants et beaux-enfants, ont la douleur d'annoncer le décès, survenu le 7 août 1993, de

M. François KOHN, ancien officier de la division Leclerc croix de guerre 1939-1945.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

5, square de l'Avenue-du-Bois, 75116 Paris.

Pompes Funèbres

Marbrerie

CAHEN & C^{ie}

43-20-74-52

MINITEL par le 11

— La docteur Yves Leclercq et madame, ses enfants et petits-enfants, ses neveux et nièces, ses petits-neveux et petites-nièces, les parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M. Louis LECLERCQ, ingénieur IDN, promotion 1924, leur père, grand-père et arrière-grand-père,

survenu le 8 août 1993 à Dinard, dans sa quatre-vingt-troisième année.

69, boulevard de Clichy, 75009 Paris.

— M^{me} Simone Létolle, ses enfants et petits-enfants, sa famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Désiré LÉTOLLE, instituteur honoraire, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 8 août 1993.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale à Thiers-sur-Thève (Oise).

Résidence Saint-Michel, B 2, 14390 Cabourg.

— Bonn, M. et M^{me} Abdallah et Johanna Merabet, ses fils et belle-fille, ont l'immense tristesse d'annoncer qu'il a plu au Bon Dieu de rappeler à lui

M^{me} Khedidja MERABET, née Bouzidi

le jeudi 5 août 1993, à l'âge de soixante-cinq ans.

27, avenue Raynal, Montargis, Algérie.

— Alain et Muriel Montias, Dominique et Jean Jacqueline, Richard Montias, ses enfants, Jonas, Léa, Epiphane, Colombe, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Albert MONTIAS, survenu le dimanche 8 août 1993, dans sa soixante-troisième année.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Martine Maman, Les amis proches, ont la tristesse de faire part du décès de

Albert MONTIAS, le 8 août 1993.

8, rue Marx-Dormoy, 92260 Fontenay-aux-Roses.

— La famille de la Clergerie a la douleur de faire part du rappel à Dieu de

Yves VILLEMONTÉ de la CLERGERIE, ancien élève de l'école polytechnique, ancien pilote de chasse,

le 10 août 1993, dans sa soixante-dix-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 13 août, à 15 h 30, en l'église Saint-Léger à Saint-Germain-en-Laye.

Nous vous prions d'associer à vos pensées son fils aîné,

Philippe,

et son épouse,

Gabrielle, qui nous ont quittés en 1991.

62, rue du Cardinal-Lemoine, 75005 Paris.

Remerciements

— De tout cœur et avec une profonde émotion, la famille de

M. Abdelkader CHANDERLI remercie toutes les personnes qui lui ont témoigné affection et sympathie dans son immense chagrin.

Elle les prie de croire à sa vive reconnaissance.

Anniversaires

— Il y a un an, le 13 août 1992, disparaissait

Jean-Christophe COLPAERT.

Puisse-tous ceux qui l'ont connu, estimé ou aimé, avoir une pensée pour lui.

— En ce jour du 25^e anniversaire de la mort de

Marcelle KESELJEVIC, née Alsine,

une pensée est demandée à ceux qui ont gardé vivant son lumineux souvenir.

METEOROLOGIE

La Corse sans Etat

L'île, qui doit recevoir en septembre MM. Mitterrand, Balladur et Pasqua est en proie à une dangereuse spirale criminelle

BASTIA

de notre correspondant

La récente revendication par le FLNC-Canal historique de trois assassinats, dont celui de l'un de ses anciens militants (le Monde du 10 août), n'a pas provoqué de réaction officielle autre que l'annonce du transfert à la 14^e section antiterroriste du tribunal de Paris du dossier judiciaire de l'affaire Robert Sozzi, ce militant nationaliste de vingt-huit ans abattu le 15 juin dernier à Bastia.

L'opinion publique insulaire, bien que sous le choc, semble partagée entre une attitude proche de celle des 3 500 personnes présentes dimanche soir à Corte, qui, par leurs applaudissements, ont implicitement approuvé le commando, et des craintes sur les implications de l'étape franchie par les clandestins.

Vincent Stagnara, avocat et secrétaire général de A. Cuncolta nazionalista, mouvement légal proche du FLNC-Canal historique, a expliqué la revendication des clandestins en affirmant : « Cela veut dire que dans notre pays, la Corse, un certain nombre d'hommes veulent que le peuple s'émancipe (...). Ils ne feront aucune concession. Il faut que ici et ailleurs chacun le sache et en tire les conséquences ». En revanche, l'abbé Jean-Claude Mondolini, un prêtre militant nationaliste membre du Comité Robert et Laetitia Sozzi, s'insurge : « Cette comédie de Corte ne trompe personne. Je mets au défi A. Cuncolta d'un véritable débat à huis clos sur cette affaire ». De son côté, la veuve de la victime, Laetitia Sozzi, réfute catégoriquement l'argumentation des clandestins et réaffirme : « Cet assassinat ne sera pas réglé par la justice française ».

Au fil des jours, et même si elle est mûrie de longue date, l'affaire Sozzi révèle une situation nouvelle en Corse. D'un côté, la revendication nationaliste franchit, avec le recours publiquement approuvé à l'élimination physique, une étape jamais atteinte en trente ans de lutte. De l'autre, les parties concernées par le drame Sozzi illustrent par leur refus de la « justice française » le décalage grandissant entre

une partie de l'opinion insulaire et les institutions d'un Etat de plus en plus invisible aux Corse.

Pourtant Paris n'oublie pas la Corse. Son plaidoyer à Bruxelles a autorisé l'inscription de l'île à l'objectif numéro un de la CEE (celui qui permet une aide spécifique pour les régions en retard de développement). L'attention conciliante d'un Charles Pasqua, soucieux de ne pas abuser de la répression pour opposer à la violence des attentats une politique cohérente d'aménagement du territoire, étonne sur place. Mais rien n'y fait : le ressort de la concentration lancée par Pierre Joxe, dès 1988, avec les nationalistes — qui, toutes tendances confondues, ont totalisé près de 24 % des suffrages exprimés aux dernières élections territoriales — semble cassé.

La revendication fiscale

En fait le ministre de l'intérieur doit maintenant dépasser l'échec de la stratégie de ses prédécesseurs, qui avaient mis sur la collaboration de l'Etat avec la branche la plus en pointe à l'époque du nationalisme corse. Aujourd'hui le Mouvement pour l'autodétermination (MPA) n'est plus porteur de l'espoir d'hier.

Une crise interne l'a privé d'une partie de ses membres fondateurs, essentiellement des militants de Haute-Corse, ce qui réduit son influence territoriale à la Corse-du-Sud. De plus, la réputation d'affairisme faite à certains de ses dirigeants ajacien, l'implication de certains autres dans des affaires judiciaires ou des charges de tentative d'homicide ou d'extorsion de fonds sont avancées par l'accusation, ruinent le crédit de la démarche initiée par ceux qui se disent des nationaux « libéraux et modernes ».

Restent l'union des nationalistes de A. Cuncolta, qui comprend les autonomistes de l'Union du peuple corse (UPC) et les Verts de l'Union Corsi, tous groupés dans Corsica

Nazione, la deuxième force électorale de l'île. Rien de comparable avec ce qui s'est passé entre le MPA et Pierre Joxe n'est envisageable aujourd'hui avec Corsica Nazione. En effet, l'objectif de cette union n'est pas une troisième voie réformiste mais bien l'affirmation de la « souveraineté du peuple corse ». Un objectif à long terme soutenu par le FLNC-Canal historique. Pour y parvenir, les uns et les autres additionnent des étapes spécifiques. Pour l'UPC, c'est l'autonomie interne pour A. Cuncolta, cela ouvrirait la voie à l'indépendance d'un Etat « multinational européen ».

Paris, qui ne souhaite sûrement pas engager la discussion sur le fond de cette revendication politique, peut miser sur une autre intelligence, plus pragmatique, des rapports avec Corsica Nazione. Déjà, le 17 mai dernier, à l'occasion de son premier voyage officiel en Corse, Charles Pasqua avait demandé à un membre de son cabinet de rencontrer certains politiques ou socio-professionnels. Parmi eux figurait notamment la Coordination pour un statut fiscal spécifique. La revendication fiscale est en effet une étape essentielle pour les nationalistes de Corsica Nazione.

Les nationalistes et le pouvoir actuel pourraient donc se rejoindre dans la revendication, à Bruxelles, d'un programme d'action spécifique à l'élargissement et à l'insularité pour la Corse (POSEICOR), c'est-à-dire un programme global dérogatoire au droit commun européen comprenant notamment un statut fiscal et des dispositions adaptées en matière agricole. Un objectif qui n'a rien d'utopique, estiment les nationalistes, « puisque la CEE a déjà accordé un tel programme aux Canaries, à Madère, aux Açores et aux DOM français ».

Pour Corsica Nazione, qui avait refusé la « convocation » de Charles Pasqua le 15 juillet dernier à Paris pour la mise en place du Comité de coordination pour le développement industriel de la Corse (CCPDIIC) décidé par le comité interministériel de Mende le 12 juillet et initialement prévu dans le texte de la loi Joxe, la piste d'une collaboration sur la question fiscale est plus riche : « Nous ne vous demandons aucune promesse mais le réel engagement d'une politique dérogatoire et programmatique à Bruxelles », avait pleiné la Coordination fiscale auprès de Bernard Tomassini.

Une morosité inquiète

Pour sa part, Jean Baggioni, président UDF de l'exécutif territorial, évite toute problématique politique. Silencieux sur la dérive criminelle de l'île, il joue le consensus et s'engage sur tous les terrains de compétences de la collectivité territoriale.

Ainsi, depuis le début du mois de juin, les élus sont mobilisés par les travaux d'élaboration du plan de développement régional (PDR) que Charles Pasqua veut examiner le 30 septembre. Mais, à côté des spéculations encourageantes des élus territoriaux, se développe dans la rue une morosité inquiète. Les flux touristiques aériens et maritimes indiquent une baisse de 30 % en juillet. Les répercussions sur le chiffre d'affaires des professionnels du tourisme promettent d'être catastrophiques. « Le fait nouveau est que maintenant ce sont les entreprises réputées saines que l'on voit apparaître dans les affaires contentieuses du tribunal de commerce, commente un juge consulaire de l'île Rousse.

Les impayés sociaux et fiscaux supposent d'imaginer autre chose que les morosités classiques ».

Le BTP connaît une baisse d'ac-

ÉTATS-UNIS : exécution au Texas. — Un ancien garde de sécurité de banques a été exécuté à Huntsville (Texas), pour avoir tué deux femmes alors qu'il attaquait une agence bancaire en 1985, a-t-on annoncé mercredi 11 août. David Lee Holland avait refusé que son avocat fasse appel de sa condamnation devant la Cour suprême. Soixante-cinq personnes ont été exécutées au Texas depuis le rétablissement de la peine de mort par la Cour suprême des Etats-Unis en 1976, soit plus que dans aucun autre Etat américain. — (AFP)

tivité. La demande privée est rare, les commandes publiques n'arrivent plus à contourner l'emploi. Le taux de chômage atteint 12 %. L'ensemble de cette situation accompagne l'installation d'une criminalité grandissante. La petite délinquance recrute dans une population de plus en plus jeune. Le racket, précédemment abandonné par certaines organisations clandestines, reste une réalité qui favorise l'éclosion de bandes autonomes. Même la solidarité qui a suivi le drame de Furiani développe un climat de suspicion et de culpabilité collective en raison des affaires — limitées — d'escroquerie qu'elle a occasionnées et de l'abandon à leur sort des victimes les plus grièvement atteintes.

La visite officielle du chef de l'Etat le 10 septembre à Ajaccio et Bastia, en compagnie d'Edouard Balladur et de Charles Pasqua, à l'occasion des cérémonies du cinquantième anniversaire de la libération de la Corse, prend dans ces conditions un sens profondément politique. Les tensions entre nationalistes ne masqueront pas la réalité d'une crise plus aigue.

François Mitterrand pourra-t-il redonner aux Corse confiance en eux-mêmes et plus largement dans les institutions de la République? Edouard Balladur parviendra-t-il à inciter l'épargne locale à s'investir en Corse? Charles Pasqua réussira-t-il à désamorcer la spirale criminelle dans laquelle l'île semble sombrer? L'Etat décidera-t-il d'être moins invisible dans la tourmente? Et surtout, en a-t-il encore les moyens?

MICHEL CODACCIONI

En juillet

Les prix de détail ont augmenté entre 0,1 % et 0,2 %

La hausse des prix de détail a été contenue entre 0,1 % et 0,2 % en juillet, selon l'indice provisoire publié par l'INSEE jeudi 12 août. La modération de l'inflation observée ces derniers mois se confirme, puisqu'avec le résultat de juillet les prix de détail n'ont augmenté que de 1,5 % à 1,6 % depuis le début de l'année, et de 2,1 % à 2,2 % en glissement annuel (juillet 1993 comparé à juillet 1992). En juin, les prix avaient baissé de 0,1 % en moyenne. Hors tabac, l'indice a progressé de 0,1 % en juillet.

Le résultat de juillet a été marqué par une diminution de 0,2 % des prix alimentaires (dont - 7 % pour les fruits et légumes), et par

une stagnation de ceux des produits manufacturés. Dans le secteur du textile et de l'habillement, avec la période des soldes, les prix ont reculé de 2,2 % le mois dernier, alors qu'ils avaient déjà baissé de 2,8 % en juin. En revanche, les prix des services ont augmenté de 0,4 %, après une hausse de 0,8 % en juin. Le prix du timbre étant passé en juillet de 2,50 francs à 2,80 francs, l'indice des services publics a augmenté de 1,4 %. Les prix de l'énergie ont pour leur part progressé de 1,9 %, en raison du renchérissement de 3,2 % des produits pétroliers, lié à l'alourdissement des taxes sur l'essence.

Pour défendre leur régime de retraite complémentaire

Les syndicats de la Sécurité sociale demandent à être reçus par M^{me} Veil

Les fédérations CGT, FO, CFDT, CFTC et CFE-CGC de la Sécurité sociale ont demandé, mercredi 11 août, « à être reçus dans les plus brefs délais » par Simone Veil, ministre des affaires sociales, « pour exiger la levée » des mesures d'urgence prises sur le régime de retraite complémentaire des personnels de la Sécurité sociale, qui souffre d'un grave déficit (le Monde du 1^{er} août).

En accord, affirme-t-il, avec le ministère, le président de l'UCANSS (Union des caisses nationales de Sécurité sociale), Hubert Maigrat (CNPF), avait décidé lundi 9 août, dans une cir-

culaire d'application, que les cotisations salariales à la CPPOSS (Caisse de retraite et de prévoyance du personnel des organismes sociaux et similaires) seraient augmentées de 1 % et les cotisations de l'employeur de 0,6 %, à partir du 1^{er} août. Parallèlement, il avait bloqué la revalorisation des pensions de 0,8 %, prévue pour cette date. Dans une déclaration commune, les cinq syndicats « condamnent cette décision autoritaire et unilatérale », affirmant qu'il « s'agit d'un véritable coup de force contre la CPPOSS, la convention collective nationale et la pratique contractuelle ».

Après la mort d'une Jamaïcaine étouffée au moment de son arrestation

La Grande-Bretagne s'interroge sur les méthodes de la police visant les étrangers en situation irrégulière

Le décès d'une Jamaïcaine lors de son arrestation, le 28 juillet, par la police londonienne, a suscité en Grande-Bretagne une polémique sur les méthodes « musclées » utilisées par les services d'immigration contre les étrangers en situation irrégulière.

LONDRES

correspondance

Le 28 juillet, trois policiers munis d'un mandat d'arrêt délivré par les services d'immigration forcent la porte du domicile de Joy Gardner, quarante ans, mère d'un garçonnet de cinq ans, pour procéder à son interpellation. Ressortissante jamaïcaine, Joy Gardner, qui était en situation irrégulière depuis deux ans et qui avait été frappée d'un arrêté d'expulsion, résiste en se débattant violemment.

Pour tenter de la maîtriser, les policiers lui passent non seulement les menottes, mais aussi une camisole de force en cuir, avant de la bâillonner. M^{me} Gardner s'évanouit avant de tomber dans le coma. Transportée à l'hôpital, elle meurt quatre jours plus tard sans avoir repris connaissance. Selon une première autopsie officielle, sa mort a été provoquée par une « insuffisance rénale ». Mais une seconde autopsie, réclamée par la famille et rendue publique le 10 août, conclut à l'étouffement.

La mort de Joy Gardner a provoqué un vif émoi dans la communauté antillaise. « Ce sont des procédés inacceptables, rappelant ceux utilisés lors de la traite des esclaves », a déclaré le député travailliste Bernie Grant, porte-parole des « blacks ». « Cette femme avait un enfant, né dans ce pays et fréquentant l'école, une mère et une sœur qui y résident depuis longtemps. Elle avait le droit de vivre ici », a souligné son collègue Jeremy Corbyn. Le 7 août, plus d'un millier de personnes ont manifesté à Londres pour protester contre « les brutalités policières ».

Au malaise de la population noire, s'ajoute l'embarras policier. Craignant une flambée de violence dans les ghettos immigrés, Paul Condon, le nouveau chef de la Metropolitan police, a immédiatement suspendu les trois policiers. Une enquête a été confiée à la

Police Complaints Authority, la « police des polices ». L'équipe spéciale de Scotland Yard chargée des expulsions d'étrangers indésirables a été démantelée.

Ces mesures ont contribué à apaiser les esprits. A Tottenham, en 1985, une grave émeute, au cours de laquelle un « bobby » avait été tué, avait éclaté après la mort d'une ressortissante jamaïcaine, faisant suite à une descente anti-drogue. La « bavure » Joy Gardner risque d'envenimer les relations, déjà difficiles, entre la communauté antillaise et les forces de l'ordre et d'accroître les tensions raciales. Cette action policière menace de compromettre la normalisation des relations interraciales que l'état-major de Scotland Yard avait mis une décennie à promouvoir.

Une politique d'immigration restrictive

Au-delà de ses retombées judiciaires, l'affaire Gardner illustre la politique restrictive suivie par les autorités en matière de demandes de droit d'asile ou de séjour au titre du regroupement familial. Près de quarante-cinq mille dossiers de demandes de droit d'asile ont été déposés en 1992, soit cinq fois plus que la moyenne enregistrée pendant les années 80. La plupart de ces demandes émanent, selon le ministère de l'intérieur, de personnes nullement persécutées, mais qui tentent, par ce moyen, d'échapper à une vie difficile dans leur pays d'origine.

Des mesures annoncées en 1991 et une loi qui est en examen au Parlement visent à réduire le nombre des nouveaux immigrants légaux. En droit, ce sont les tribunaux qui décident de reconduire aux frontières les étrangers en situation irrégulière. En pratique, une ordonnance administrative des services d'immigration suffit à renvoyer quelqu'un. Dans les aéroports, la volonté des douaniers de traquer les « faux visiteurs », venus en fait pour s'installer et chercher un emploi, entraîne des discriminations raciales surprenantes.

Les visiteurs du Commonwealth, noirs en particulier, et ceux provenant du sous-continent indien et de l'Afrique du Sud, courent plus le risque d'être refoulés à l'entrée qu'un membre du Commonwealth blanc. Cette politique d'accueil au compte-gouttes s'explique aussi par la volonté de maintenir l'équilibre racial que chacun sait fragile. La Grande-Bretagne compte environ 2,7 millions d'immigrés résidents, électeurs et éligibles, qui ont accès aux emplois de la fonction publique.

Parmi les projets envisagés après la mort de Joy Gardner, le gouvernement conservateur songeait à confier l'arrestation des clandestins à une société privée, comme le sont déjà le transport des prisonniers et la surveillance des centres de détention d'immigrés.

MARC ROCHE

SOMMAIRE

RENCONTRES DE FRANCE

4. — Les branchés de Beauduc... 2

ÉTRANGER

La conférence de paix de Genève et le sort de la Bosnie-Herzégovine... 3
République tchèque : l'explosion de la prostitution inquiète les autorités... 4
Les malheurs du « M. Propre » indien... 4
Japon : le Parti de la renaissance contrôle les ministères-clés du gouvernement... 4
Le voyage du pape en Amérique... 6
Le remplacement du général Colin Powell... 6
Les divergences entre les Palestiniens des territoires occupés et ceux de l'OLP... 6

POLITIQUE

La réforme du code de procédure pénale : les précisions du Conseil constitutionnel... 7
M. Balladur n'envisage plus de conduire la liste de la majorité aux élections européennes... 7

SOCIÉTÉ

Affaire OM-Valenciennes : le témoignage de M. Mellick remis en cause par une photo... 8
Des tests de dépistage de l'hépatite C pourraient être retirés de la vente... 8
Environnement : les victimes de la foudre... 8

CULTURE

La face cachée de l'immeuble Le Corbusier, à Firminy (Loire)... 13
Cinéma : « Boxing Helena », de J.C. Lynch : « la Cavale des fous », de Marco Pico... 13

ÉCONOMIE

Le gouvernement allemand adopte un programme d'économies budgétaires pour 1994... 15

MONDE DES LIVRES

Simone de Beauvoir dans la force de l'âge... 14
Le roman « Les deux vies de Mavis Gallant » de Jean-Benoît Puech et l'apprentissage du roman... 14
Le remplacement du général Colin Powell... 6
Les divergences entre les Palestiniens des territoires occupés et ceux de l'OLP... 6

Services

Abonnements... 14
Carnet... 18
Expositions... 14
Loto... 18
Marchés financiers... 16 et 17
Météorologie... 19
Mots croisés... 18
Philatélie... 18
Radio-télévision... 19

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 12 août 1993 a été tiré à 445 225 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Sans visa » : Joyce, l'année de la zone libre

En 1939, James Joyce arrivait à l'Hôtel de la Paix, à Saint-Gérard-le-Puy, dans l'Allier. Il a passé un an dans ce village où un demi-siècle plus tard on se souvient de la silhouette de l'écrivain.

Le Monde

PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

Renseignements : 46-62-74-43

Le Monde EDITIONS

Enquêtes sur la droite extrême

René Monzat

On l'a surnommé le plus grand des...
souverains

La République menacée

Des ans d'effort Le Pen

Edwy Plenck, Alain Rollat

Donc...
une œuvre

une œuvre